

ARCHIVES DE PARIS

Département de la Seine / Ville de Paris
Affaires juridiques

**Comité consultatif du contentieux
(1940-1974)**

1966W 1 à 18

Répaertoire numérique détaillé
établi par Sandrine Aufray, Jean-Philippe Dumas,
Jacques Moutouh et Isabelle de Sousa

2006

Délai de communicabilité : 100 ans

Introduction

CONTEXTE

Attributions du comité consultatif du contentieux. – Le comité consultatif du contentieux réunit les principaux avocats et conseils de la préfecture de la Seine – aujourd’hui de la mairie de Paris – en vue d’étudier les contentieux auxquels la ville de Paris ou le département de la Seine sont confrontés.

Ses modalités de fonctionnement n’ont guère varié depuis sa création en juillet 1896. La définition de l’Encyclopédie municipale de Léon Martin, publiée en 1904, s’applique encore, dans ses grandes lignes, à son fonctionnement actuel :

Les conseils de la ville se réunissent en comité consultatif pour les affaires contentieuses à l’effet d’examiner au point de vue juridique toutes les affaires qui leur sont soumises par le préfet.

Un rapporteur est désigné pour chaque affaire et après discussion des conclusions du rapport, le comité formule un avis qui est transmis au préfet. Ce sont, en général, les membres du comité consultatif qui défendent devant les tribunaux les intérêts de la ville de Paris, mais cette règle n’est pas absolue¹.

Les attributions du comité ont toutefois sensiblement évolué au cours du 20^e siècle, se spécialisant vers la seule expertise technique dans le domaine du droit des contrats et du contentieux.

Au début du XX^e siècle, le comité consultatif du contentieux était rattaché à l’inspection générale, à l’instar du service du contentieux. A ce titre, il examinait préalablement à leur vote par le conseil municipal ou par le conseil général de la Seine l’ensemble des contrats passés par la préfecture, mais pouvait également être saisi de questions d’intérêt général.

Les liens établis alors avec les fonctions d’expertise juridique et de contrôle de l’activité des services perdurèrent dans les textes pendant plusieurs décennies, bien qu’étant vraisemblablement assez distendus dans la pratique. Sous l’Occupation, le comité consultatif appartenait ainsi à la direction générale du contrôle administratif et financier, qu’il assistait de ses avis juridiques.

Par la suite, il se spécialisa dans les seules questions contentieuses et fut rattaché, dans les années 1950, à la direction des affaires départementales et générales, puis, à partir des années 1960, à la direction des affaires générales.

Après l’élection d’un maire à Paris en 1977, un comité du contentieux fut réorganisé auprès de la ville de Paris par arrêté municipal du 3 juin 1980². Ses compétences furent par la suite étendues aux affaires relevant du département de Paris.

Composition du comité. – La composition du comité consultatif du contentieux a légèrement évolué au cours du 20^e siècle. Au début du siècle, il rassemble des avocats, mais aussi des notaires, avoués, commissaires priseurs, ainsi qu’un huissier. Dans les années 1940, son accès fut réservé aux seuls avocats et professeurs de droit.

En 2001, le comité consultatif du contentieux de la ville et du département de Paris est ouvert à des avoués, avocats, huissiers, ainsi qu’à un conseiller maître honoraire à la Cour des comptes.

¹ Léon Martin, *Encyclopédie municipale de la ville de Paris*, 1904, vol. 1, p. 89.

² Arrêté modifié en 1985, 1990, 1993, 1995, 1996 et 1999.

Historique de la conservation et modalités d'entrée. – Les archives courantes et intermédiaires du comité consultatif du contentieux sont sous la responsabilité de la direction des affaires juridiques de la ville de Paris.

Le 19 novembre 1998, cette direction a effectué le versement aux archives de Paris d'une série de dossiers de la période 1914-1970. Les dossiers postérieurs à 1940 ont été classés en série W. Les dossiers antérieurs ont été classés dans la sous-série DK⁵, où ils ont rejoint d'autres dossiers datant des années 1872-1914, précédemment versés sous le numéro provisoire 1857W.

CONTENU

Présentation du contenu. – Le comité consultatif du contentieux est généralement saisi à la suite d'une décision de justice, notamment d'une décision défavorable à l'administration, pour se prononcer sur l'opportunité d'un appel. Mais il peut donner aussi son avis lorsqu'il s'agit de régler une affaire complexe à l'amiable et dans le respect du droit.

Les affaires qu'il examine concernent le département et la ville. Elles sont très variées :

- en droit administratif, il est amené à se prononcer sur :
 - o des responsabilités pour faute de service,
 - o des dommages causés par l'exécution de travaux publics,
 - o l'interprétation de contrats,
 - o des contentieux relatifs à des concessions ou à l'occupation du domaine public ;
- en droit civil, il traite :
 - o d'affaires domaniales (ventes, mitoyennetés, baux, propriété commerciale, expulsion),
 - o d'expropriation,
 - o d'attribution d'indemnités hypothétiques,
 - o d'action en responsabilité (loi du 16 avril 1914),
 - o d'instances relatives au recouvrement de créances municipales
 - o d'instances concernant le personnel auxiliaire de la ville et du département.

Le comité se prononce aussi sur les recours contre des tiers responsables d'accidents causés à des agents municipaux ou départementaux.

Intérêt historique. – Les dossiers du comité consultatif du contentieux comprennent les avis formulés au terme de chaque séance, des notes et correspondances préparatoires, l'expédition des jugements dont il est envisagé de faire appel.

L'intérêt de ces dossiers est d'abord juridique : ils concernent des problèmes posés par l'application de la norme de droit et des mesures d'ordre général, notamment fiscales, aux organismes publics.

Mais par le biais du droit, ces dossiers reflètent aussi les grands enjeux de la vie municipale et départementale des années 1940 à 1970 : l'évolution de la législation sociale, notamment en ce qui concerne les accidents du travail, l'aménagement urbain, notamment celui de la zone et des fortifications durant l'Occupation, le logement et les sociétés d'habitation à bon marché, les mesures d'urgence prises durant l'Occupation, l'application de la législation sur les loyers

après la Libération, les conséquences de nationalisations, la mise en place de la RATP, le transfert des Halles à Rungis.

Tri et classement. – Le versement 1966W n'a pas fait l'objet de tris ou d'éliminations après sa prise en charge. Seules les descriptions ont été revues. Le versement a été doté d'un index.

Accroissements. – Le comité consultatif du contentieux continue de se réunir. Des versements ultérieurs sont à prévoir dans les années à venir.

CONDITIONS D'ACCES ET D'UTILISATION

Les archives du comité consultatif du contentieux sont consultables au terme du délai de 100 ans relatif aux affaires portées devant les juridictions.

Jean-Philippe DUMAS

Sommaire

1940		1945	
Séance du 2 décembre 1940	1966W 1	Séance du 9 février 1945	1966W 3
		Séance du 23 mars 1945	1966W 3
		Séance du 11 mai 1945	1966W 3
		Séance du 20 juillet 1945	1966W 3
		Séance du 26 octobre 1945	1966W 3
		Séance du 14 décembre 1945	1966W 3
		1946	
		Séance du 5 avril 1946	1966W 3
		Séance du 24 mai 1946	1966W 3
		Séance du 7 juin 1946	1966W 3
		Séance du 11 octobre 1946	1966W 3
		Séance du 20 décembre 1946	1966W 3
		1947	
		Séance du 28 février 1947	1966W 3
		Séance du 18 avril 1947	1966W 3
		Séance du 2 mai 1947	1966W 3
		Séance du 9 mai 1947	1966W 3
		Séance du 16 mai 1947	1966W 3
		Séance du 11 juillet 1947	1966W 3
		Séance du 7 novembre 1947	1966W 3
		Séance du 12 décembre 1947	1966W 3
		Séance du 19 décembre 1947	1966W 3
		1948	
		Séance du 27 février 1948	1966W 4
		Séance du 19 mars 1948	1966W 4
		Séance du 30 avril 1948	1966W 4
		Séance du 11 juin 1948	1966W 4
		Séance du 25 juin 1948	1966W 4
		Séance du 23 juillet 1948	1966W 4
		Séance du 5 novembre 1948	1966W 4
		Séance du 17 décembre 1948	1966W 4
		1949	
		Séance du 7 janvier 1949	1966W 4
		Séance du 1 avril 1949	1966W 4

Séance du 13 mai 1949 **1966W 4**
Séance du 24 juin 1949 **1966W 5**
Séance du 22 juillet 1949 **1966W 5**
Séance du 16 décembre 1949 **1966W 5**

1950

Séance du 27 janvier 1950 **1966W 5**
Séance du 17 février 1950 **1966W 5**
Séance du 17 mars 1950 **1966W 5**
Séance du 31 mars 1950 **1966W 5**
Séance du 21 avril 1950 **1966W 5**
Séance du 21 juillet 1950 **1966W 5**
Séance du 27 octobre 1950 **1966W 5**
Séance du 15 décembre 1950 **1966W 5**

1951

Séance du 2 février 1951 **1966W 6**
Séance du 6 avril 1951 **1966W 6**
Séance du 4 mai 1951 **1966W 6**
Séance du 9 novembre 1951 **1966W 6**
Séance du 14 décembre 1951 **1966W 6**

1952

Séance du 11 janvier 1952 **1966W 6**
Séance du 15 février 1952 **1966W 6**
Séance du 7 mars 1952 **1966W 6**
Séance du 9 mai 1952 **1966W 6**
Séance du 6 juin 1952 **1966W 6**
Séance du 7 novembre 1952 **1966W 6**
Séance du 12 décembre 1952 **1966W 6**

1953

Séance du 30 janvier 1953 **1966W 7**
Séance du 27 avril 1953 **1966W 7**
Séance du 26 juin 1953 **1966W 7**
Séance du 10 juillet 1953 **1966W 7**
Séance du 11 décembre 1953 **1966W 7**
Séance du 18 décembre 1953 **1966W 7**

1954

Séance du 8 janvier 1954 **1966W 7**
Séance du 22 janvier 1954 **1966W 7**
Séance du 9 avril 1954 **1966W 7**
Séance du 28 mai 1954 **1966W 7**

Séance du 9 juillet 1954 **1966W 7**
Séance du 19 novembre 1954 **1966W 7**
Séance du 10 décembre 1954 **1966W 7**

1955

Séance du 4 mars 1955 **1966W 8**
Séance du 25 mars 1955 **1966W 8**
Séance du 20 mai 1955 **1966W 8**
Séance du 28 octobre 1955 **1966W 8**

1956

Séance du 3 février 1956 **1966W 8**
Séance du 16 mars 1956 **1966W 8**
Séance du 27 avril 1956 **1966W 8**
Séance du 11 mai 1956 **1966W 8**
Séance du 12 octobre 1956 **1966W 8**
Séance du 26 octobre 1956 **1966W 8**
Séance du 7 décembre 1956 **1966W 8**

1957

Séance du 8 février 1957 **1966W 9**
Séance du 15 mars 1957 **1966W 9**
Séance du 17 mai 1957 **1966W 9**
Séance du 21 juin 1957 **1966W 9**
Séance du 5 juillet 1957 **1966W 9**
Séance du 28 novembre 1957 **1966W 9**

1958

Séance du 23 janvier 1958 **1966W 9**
Séance du 13 février 1958 **1966W 9**
Séance du 20 mars 1958 **1966W 9**
Séance du 21 mai 1958 **1966W 9**
Séance du 20 novembre 1958 **1966W 9**

1959

Séance du 22 janvier 1959 **1966W 9**
Séance du 26 février 1959 **1966W 9**
Séance du 25 juin 1959 **1966W 9**
Séance du 2 juillet 1959 **1966W 9**
Séance du 8 octobre 1959 **1966W 10**
Séance du 15 octobre 1959 **1966W 10**
Séance du 26 novembre 1959 **1966W 10**

		Séance du 11 janvier 1968	1966W 14
		Séance du 20 mars 1968	1966W 14
		Séance du 13 novembre 1968	1966W 14
	1960		
Séance du 21 janvier 1960	1966W 10		
Séance du 7 avril 1960	1966W 10		
Séance du 16 juin 1960	1966W 10		
Séance du 9 décembre 1960	1966W 10		
	1961		
Séance du 23 février 1961	1966W 10		
	1962		
Séance du 18 janvier 1962	1966W 11		
Séance du 25 janvier 1962	1966W 11		
Séance du 22 mars 1962	1966W 11		
Séance du 18 juin 1962	1966W 11		
Séance du 12 décembre 1962	1966W 11		
Séance du 30 mai 1963	1966W 11		
	1963		
Séance du 4 février 1963	1966W 12		
	1964		
Séance du 23 octobre 1964	1966W 12		
	1965		
Séance du 3 février 1965	1966W 12		
Séance du 4 mai 1965	1966W 12		
Séance du 1 juin 1965	1966W 12		
Séance du 28 octobre 1965	1966W 12		
	1966		
Séance du 27 janvier 1966	1966W 13		
Séance du 20 avril 1966	1966W 13		
Séance du 18 novembre 1966	1966W 13		
	1967		
Séance du 3 février 1967	1966W 13		
Séance du 21 juin 1967	1966W 13		
	1968		
		Séance du 11 janvier 1968	1966W 14
		Séance du 20 mars 1968	1966W 14
		Séance du 13 novembre 1968	1966W 14
		1969	
		Séance du 20 mars 1969	1966W 14
		Séance du 24 avril 1969	1966W 14
		Séance du 15 octobre 1969	1966W 14
		1970	
		Séance du 20 février 1970	1966W 15
		Séance du 10 juin 1970	1966W 15
		Séance du 26 novembre 1970	1966W 15
		1971	
		Séance du 26 février 1971	1966W 15
		Séance du 19 mai 1971	1966W 16
		Séance du 13 octobre 1971	1966W 16
		Séance du 25 octobre 1971	1966W 16
		1972	
		Séance du 25 janvier 1972	1966W 16
		Séance du 4 mai 1972	1966W 16
		Séance du 28 juin 1972	1966W 17
		Séance du 25 octobre 1972	1966W 17
		1973	
		Séance du 11 mai 1973	1966W 17
		Séance du 6 juin 1973	1966W 17
		Séance du 25 octobre 1973	1966W 18
		1974	
		Séance du 14 février 1974	1966W 18
		Séance du 6 novembre 1974	1966W 18
		1974 (sans date)	1966W 18

Répertoire numérique
détaillé

Année 1940

1966W 1 Séance du 2 décembre 1940

Département de la Seine c/ MEILHOC. Expropriation à Aubervilliers. Intérêts moratoires sur l'indemnité. (LEREDU).

Marché de la Madeleine. Promesse de baux à consentir dans le « Palacio », inachevé. Obligations de la Ville. (BAUDELLOT).

Instance Fondation Rothschild (94 de 1933). Point de départ des intérêts de l'indemnité accordée pour dommages causés à l'immeuble 117, rue de Belleville par la construction du métropolitain. Appel d'un arrêté du Conseil de Préfecture. (MASSON).

Dommages causés rue Perdonet, boulevard de la Chapelle et rue Philippe-de-Girard, aux immeubles de la Société des nouveaux quartiers de Paris par la construction d'une ligne métropolitaine. Règlement transactionnel. (LEREDU).

Année 1941

1966W 1 Séance du 3 mars 1941

(suite)

Ville de Paris c/ RICARD. Appel d'un jugement du Tribunal civil (application de la loi du 16 avril 1914). (PAYEN).

Etablissements filtrants d'Ivry et Saint-Maur. Contrat d'abonnement à l'octroi. (VALLIER).

Valeur des actes signés par le maire d'une commune. (POIGNARD).

Caserne de la Nouvelle-France. Rémunération de l'architecte après abandon des travaux par l'entreprise LEFORT. (ROUSSEAU).

Déchéance de la nationalité française de M. Maurice de ROTHSCHILD, caution personnelle et solidaire de l'exécution d'un contrat entre la Ville de Paris et la S.A.G.I. (REGNIER).

Séance du 10 mars 1941

Affaire de PANGE. (Ile de Colombes). Pourvoi en cassation contre un jugement du Tribunal civil. (MASSON).

Lotissement du parc de Sceaux. Vente FOREST. Prescription des intérêts du prix de vente. (MARTINAUD-DEPLAT).

1966W 1
(suite) Transaction avec la Société des imprimeries parisiennes. Assujettissement à l'enregistrement de l'arrêté préfectoral acceptant l'offre de transaction. (HAMEL).

Cautionnements constitués à la Caisse municipale. Applicabilité de la déchéance quadriennale. (MESTRE).

Domages causés à l'immeuble 25, faubourg du Temple par les travaux du métropolitain. Règlement amiable au profit des conjoints BAZIN. (LEREDU).

Séance du 26 mai 1941

Imputation des versements faits par la C.P.D.E. à la Caisse de compensation (décret du 16 juillet 1935). Intérêts des sommes indûment perçues par la Ville de Paris par suite de la non-imputation de ces versements au compte d'exploitation. (VALLIER).

Participation financière accordée par la Ville à la Société d'H.B.M. l'Avenir de la zone. Indication des annuités d'amortissement d'emprunt dans le bilan. (POIGNARD).

Séance du 16 juin 1941

Indemnité à la société Sud-Lumière pour le déplacement des canalisations électriques rue Voltaire à Sceaux (prolongement du C.G.C. n° 67). (LEREDU).

Entrepôts de Bercy et Saint-Bernard. 1°) Légalité des taxes pour occupation des constructions édifiées par les concessionnaires ; 2°) Légalité de l'exigence d'un dépôt de garantie, garantissant l'exécution de l'obligation de démolir, en fin de concession. (MARTINAUD-DEPLAT).

Demande en remboursement des frais de déplacement d'une conduite de gaz à la suite des travaux d'électrification de la ligne Paris-Sceaux (passage supérieur de la rue Berthollet à Arcueil). (ROUSSEAU).

Séance du 21 juillet 1941

Opposition par la société de gérance Jeanne-d'Arc à une contrainte visant le paiement d'une taxe sur le chiffre d'affaires (versements effectués du 1er octobre 1936 au 31 janvier 1937 par la Ville de Paris à la société en application de la convention du 15 février 1935). (POIGNARD).

Couverture de la Bièvre à Gentilly (entre la rue de la Chamoiserie et l'avenue de la République). Droits des riverains à indemnité d'expropriation. (REGNIER).

Affaire de PANGE. Conflit de droits de propriété. Opportunité de mesures tendant à sauvegarder des recours éventuels de la Ville. (LEREDU).

Effets des cessions amiables consenties en exécution de plans d'alignement régulièrement approuvés. (BOISNARD).

1966W 1 Séance du 20 octobre 1941

(suite)

Règlement de l'entreprise DARRAS ET JOUANIN. (Ligne métropolitaine n° 5 bis, 3ème lot). (POIGNARD).

Demande d'indemnité de la S.A.G.I. à raison d'un ralentissement imposé par la Ville dans l'exécution des travaux. (REGNIER).

Transaction entre la Ville de Paris et M. GUIVARCH. Désistement par M. GUIVARCH, de l'instance en paiement d'indemnité d'éviction commerciale moyennant versement d'une indemnité forfaitaire de 35.000 Frs. (REGNIER).

Projet de transaction avec la Société Métropolitaine de Construction (îlot 24, lots 14 et 15). (BAUDELLOT).

Année 1942

1966W 1 Séance du 19 janvier 1942

(suite)

Accident survenu au jeune VALLEUX, à l'école maternelle des habitations à bon marché de la porte d'Aubervilliers le 7 mai 1937. (JOLLY).

Ville de Paris c/ MALRAISON. Arrêt du 16 septembre 1941, admettant qu'il faut tenir compte des retenues pour la retraite dans le calcul des sommes dues à la Ville par l'auteur de l'accident. Question du pourvoi. (MASSON).

Application de l'article 28 bis du décret du 26 septembre 1939 relatif aux rapports entre bailleurs et locataires, modifié par le décret du 1er juin 1940 et la loi du 24 juin 1941. Exonérations et délais à consentir aux propriétaires d'immeubles, par la C.G.E. pour le paiement de la consommation d'eau. (MARTINAUD-DEPLAT).

Enlèvement des ordures ménagères. Réclamation de la S.I.T.A. (REGNIER).

Accident paraissant être survenu le 10 janvier 1941 à un cantonnier temporaire du Nettoyement et suivi du décès le 5 mars. Relations entre le travail et le décès. (AZARD).

Demande de résiliation d'un marché de travaux publics (Ecole des filles, 354, rue des Pyrénées). (VALLIER).

Séance du 9 mars 1942

Interdiction aux personnes accompagnées de chiens de stationner à l'intérieur des mairies ou établissements scolaires. (LAFERRIERE).

Legs CAHEN. Action en révocation pour inexécution des charges. (THORP).

1966W 1

(suite)

Instance LENOIR. Appel éventuel contre un arrêté du Conseil de Préfecture de la Seine du 29 octobre 1941. (JOLLY).

Edition d'ouvrages par la Ville de Paris. (ROLLAND).

Possibilité pour la Ville de payer l'indemnité légale de 2 ans de loyer prévue par l'article 18 de la loi sur la propriété commerciale, partie par abandon de loyers et pour le surplus par versement d'une somme. (HAMEL).

Classement de la rue de Budapest (passage couvert). Extension de l'expropriation à la partie de l'immeuble surplombant la voie publique. (REGNIER).

Séance du 15 juin 1942

Projet de transaction entre la Ville de Paris et les époux CANET, locataires d'un immeuble communal, moyennant le versement à ces derniers d'une indemnité de 30.000 Frs en réparation des suites d'une intoxication par l'oxyde de carbone. (PAYEN).

Affaire PILLOT-DUVAL et autres (Incendie à l'entrepôt de Bercy). Jugement du Tribunal civil de la Seine du 19 février 1942. Question de l'appel. (FOURCADE).

Compagnie du Gaz de Paris. Détermination de la part disponible pour le régisseur sur l'excédent du compte d'exploitation. (POIGNARD).

Département de la Seine c/ Docks de Paris. Opportunité d'un pourvoi contre le jugement du 18 décembre 1941. Point de départ de la prescription biennale prévue par l'article 18 de la loi du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux. Compétence du juge de paix pour statuer sur l'exception de la prescription. (JOLLY).

Projets de transaction avec sept sociétés acquéreurs de terrains de la fortification (îlot 18) pour le règlement amiable des sommes restituables à la suite de la résolution des ventes par le jeu de la clause résolutoire (sociétés Henry BATAILLE-SUCHET et autres). (BAUDELLOT).

Séance du 29 juin 1942

Affaire LEBON. Recours éventuel contre un arrêté du Conseil de la Préfecture de la Seine du 17 février 1942 allouant un indemnité à Mme LEBON à la suite d'un accident sur la voie publique. (JOLLY).

Affaire Entreprise QUILLERY et Octroi intercommunal de la Région Parisienne. Question du pourvoi en cassation. (JOLLY).

Purge des parties d'immeubles acquises sur réquisition d'emprise totale. (HAMEL).

Département de la Seine c/ FOUSSADIER. Accident survenu le 20 septembre 1939 pendant le travail à un pensionnaire de l'Hôpital psychiatrique de Vaucluse. Applicabilité de la loi du 9 avril 1898 modifiée par celle du 1er juillet 1898. (THORP).

1966W 1 Séance du 17 juillet 1942

(fin)

Application de la loi du 28 février 1941 bloquant les loyers d'habitation. Possibilité pour la R.I.V.P. et autres sociétés de gérance de recouvrer sur les locataires l'impôt foncier et les taxes assimilées dont les immeubles construits depuis plus de 15 ans cessent d'être exemptés. (REGNIER).

Stade Pershing. Réclamation des entreprises. (VALLIER).

Projet de transaction avec la société immobilière Passy-Ingres, avec adhésion de M. de VALENÇAY, pour le règlement amiable des sommes restituables à la suite de la résolution partielle de la vente des lots 1, 2 et 3 de l'îlot 19. (BAUDELLOT).

Projet de transaction avec la Caisse d'escompte de la Seine pour le règlement d'une indemnité due à la suite de dommages causés 56 boulevard Rouget-de-l'Isle à Montreuil, par les inondations consécutives aux orages des 23 juin et 14 septembre 1936. (THORP).

Instance ALLAIRE. Arrêté du Conseil de Préfecture du 6 mai 1942 déclarant la Ville responsable de la chute d'un piéton sur une couche de glace. Opportunité d'un appel. (JOLLY).

Acquisition par l'administration à la barre du Tribunal d'immeubles compris dans une déclaration d'utilité publique. Clause du cahier des charges obligeant l'adjudicataire à exécuter les baux. Effet de l'acquisition sur les baux. (HAMEL).

1966W 2 Séance du 27 juillet 1942

Ville de Paris C/ G. LEVY, Société Générale et autres (Affaire Louvre-Coquillière) - Question de l'appel. (FOURCADE).

Application aux recettes de la Régie des Transports Automobiles Municipaux de la taxe sur les prestations de service et de la taxe des transactions. (POIGNARD).

Année 1943

1966W 2 Séance du 18 janvier 1943

(suite)

Ordonnance allemande du 22 mai 1942 concernant l'autorisation des projet de construction - Répercussion du refus d'autorisation sur les marchés en cours d'exécution. (JOLLY).

Publication au Bulletin Municipal Officiel des arrêtés préfectoraux portant confiscation de marchandises, fermeture de fonds ou retrait de cartes professionnelles pour infraction, à la législation sur le ravitaillement. (MONTIGNY).

Ville de Paris C/ Société Eau et Assainissement (Accident DELY). (VALLIER).

1966W 2 Demande de la S.A.G.I. relative au calcul de la variation du forfait par suite du
(suite) jeu des indices en ce qui concerne les menuiseries. (REGNIER).

Séance du 12 février 1943

Convention entre la Société d'Eclairage, Chauffage et Force Motrice et les communes de la banlieue - Compte d'attente des communes. Capitalisation des intérêts. (HAMEL).

VILLE DE PARIS C/ Société Immobilière LAFAYETTE, en faillite - Opportunité de l'appel de l'ordonnance de référé du 7 décembre 1942 ayant refusé d'ordonner le versement à la Ville des loyers séquestrés. (POIGNARD).

Projet de transaction avec la Caisse Franco-Néerlandaise de Cautionnement. (BAUDELLOT).

Instance JUDE, LAISNE et autres 236 de 1941 - Pourvoi éventuel du Département de la Seine contre un arrêté du Conseil de Préfecture de la Seine en date du 12 janvier 1943. (JOLLY).

Remise en vigueur de la servitude d'architecture établie par les « lettres patentes sur la place Louis XV » du 21 juin 1757. (HAMEL).

Instance INCHAUSPE - Arrêté du Conseil de Préfecture déclarant la Ville partiellement responsable d'une chute dans une tranche-abri - Opportunité d'un appel. (BONDOUX).

Séance du 26 mars 1943

Instance BEMBERG. Dommages immobiliers, 129-131, Faubourg du Temple, imputés à des travaux du Métropolitain - Arrêté du Conseil de Préfecture de la Seine du 23 décembre 1942 - Question de l'appel. (THORP).

Usage de la mention « Département de la Seine » sur la partie extérieure des imprimés utilisés par le « Cabinet Ringuet » pour sa publicité. (BERTON).

Société de Gérance Jeanne d'Arc - Annuités dues à la Ville de Paris - Réduction réclamée au titre de l'article 16 de la convention, à raison de la vacance des locaux commerciaux par cas de force majeure. (POIGNARD).

Récupération sur les locataires d'habitation à bon marché et à loyers moyens, de l'impôt foncier et des taxes assimilées dont les immeubles construits depuis plus de 15 ans cessent d'être exemptés. (REGNIER).

Séance du 9 avril 1943

Marché passé avec l'Entreprise Bancel et Esquerre pour l'exécution de travaux de défense passive - Résiliation du marché. (JOLLY).

1966W 2
(suite)

Aménagement du Stade Pershing - Marchés compagnie générale d'Entreprises et Société BAFFRAY-BENNEBIQUE - Demandes de résiliation avec indemnités formulées en juin 1942 et fondées sur l'article 33 du Cahier C.C.G. des travaux d'Architecture de la Ville de Paris. (JOLLY).

Instance PIPART

Demande en indemnité pour dommages causés à un garage sis à MEAUX par les inondations provenant du Canal de l'Ourcq. (REGNIER).

Appel éventuel du Tribunal Civil de la Seine du 27 février 1943 qui a rejeté la demande d'indemnité de la Ville de Paris fondée sur le préjudice que lui cause la diminution du rendement de M. MOSTEPHAOUI, victime, le 5 mars 1937, d'un accident imputable à M. FAUGERAS. (REGNIER).

Indemnité transactionnelle aux conjoints MAGNAIN pour refus de renouvellement de bail des locaux qu'ils occupaient dans l'immeuble communal 23, rue de Passy. (REGNIER).

Séance du 14 mai 1943

Société du Gaz. Arrêt du compte de 1941.

1°) Pouvoirs du Préfet de la Seine en ce qui concerne la fixation du montant des amortissements et du fonds de renouvellement des installations et du matériel.

2°) Obligation pour la Ville de se prêter à l'expertise prévue par l'art. 28 de la convention, tant au sujet du différend ci-dessus que pour la détermination de la part disponible au profit du régisseur sur l'excédent du compte d'exploitation. (POIGNARD).

VILLE DE PARIS C/ DELACOURT

Accident survenu au cours de son travail à un assisté de la Ville de Paris, employé comme homme de peine à l'Asile Pauline-Roland.

Applicabilité de la loi du 9 avril 1898 modifiée par celle du 1er juillet 1938. (HEROLD).

Transaction avec les ouvriers de l'Imprimerie Municipale, licenciés le 1er novembre 1939. (JOLLY).

Affaire ARIES

Construction élevée par un concessionnaire à l'entrepôt de Bercy.

1°) Propriété de la construction

2°) Droit de l'hypothéquer. (MARTINAUD-DEPLAT).

1966W 2
(suite)

Travaux exécutés à l'Institut Départemental de Saint-Mandé par la Société « Les Maçons Parisiens ».

Travaux commandés après la réception provisoire. Fixation des prix. (BERTON).

Séance du 23 juillet 1943

Office d'H.L.M. du département de la Seine.

Location gratuite d'un terrain pour une durée de 18 ans - Légalité. Sanction. (CAMILLE BERNARD).

Applicabilité aux locaux pris à bail par des administrations publiques de la loi du 28 février 1941 bloquant aux taux pratiqués le 1er septembre 1939 les loyers des locaux d'habitation ou à usage professionnel. (MARTINAUD-DEPLAT).

Bail du pavillon de l'Elysée.

Clause prévoyant la variation du loyer en fonction du coût de la vie indiqué par les statistiques officielles. Suspension de la parution de ces statistiques - Possibilité pour la Ville de réclamer une majoration du loyer. (BONDOUX).

Projet de transaction entre la Ville de Paris et M. CHARNAY, moyennant le versement à ce dernier d'une indemnité de 160.000 F représentant :

1°) le remboursement de marchandises réquisitionnées le 18 juin 1940, par le Maire du 12ème arrondissement.

2°) des dommages-intérêts pour le préjudice causé par la vente du matériel du fonds de commerce sis 26, rue de Reuilly. (HEROLD).

Recouvrement des frais d'assistance de M. ROUSSEL après le décès de Mme ROUSSEL.

Mesures à prendre pour conserver et garantir la créance du Département (THORP).

Séance du 5 novembre 1943

Affaire de PANGE (Ile de Colombes)

Jugement du 16 juillet 1943 frappé d'appel par la Ville.

Opportunité et nature des mesures à prendre pour sauvegarder le recours de la Ville contre le conservateur des hypothèques qui a délivré un état sur transcription incomplet. (POIGNARD).

1966W 2
(suite)

Fermeture provisoire des abattoirs publics et tueries particulières dans le Département de la Seine (arrêté interpréfectoral du 9 janvier 1941).

Demande en indemnité de la Société Générale des Abattoirs municipaux de France, concessionnaire des abattoirs d'Arcueil et d'Ivry. (ROLLAND).

Séance du 17 décembre 1943

Application de l'article 34 du décret-loi du 30 octobre 1935 sur l'électricité.

Différends entre propriétaires de colonnes montantes et abonnés.

Intervention de l'autorité concédante. (BERNARD).

Instance Hôpital Psychiatrique de PONTORSON, fixation du prix de journée des malades traités à l'hôpital PONTORSON.

Arrêté du Conseil de Préfecture de la Seine du 6 juillet 1943 - Opportunité d'un appel. (JOLLY).

Ville de Paris c/ Chaix et l'Urbanisme & la Seine.

Jugement du 5 mars 1943 rejetant la demande d'indemnité de la Ville en raison de l'accident survenu à M. MARTIN - Question de l'appel. (THORP).

Projet de transaction entre la Ville de Paris et M. VAILLANT, moyennant le versement à ce dernier d'une indemnité de 17.500 F représentant la moitié du préjudice causé au matériel vinaire de ce négociant par les infiltrations d'eau dans les caves dont il est concessionnaire à l'Entrepôt Saint-Bernard. (BERTON).

Forme - administrative ou notariée - de l'adjudication des immeubles appartenant à la Ville de Paris.

Article 13 de la loi du 1er décembre 1942, relative au « domaine immobilier de l'Etat » - Article 1er de l'arrêté interministériel du 21 août 1943/ (BAUDELOT).

Année 1944

1966W 2

(suite)

Séance du 18 février 1944

Application éventuelle de la loi du 16 novembre 1940 aux cessions de concessions dans les cimetières. (BERNARD).

Paiement aux compagnies d'assurances de primes calculées sur les salaires versés au personnel des entreprises de nettoyage automobile pendant les périodes d'indisponibilité pour accident ou maladie. (BERTON)

1966W 2

(suite)

Bail d'un terrain de la zone annexée de Boulogne consenti par la Ville de Paris à la Société des Usines RENAULT. Destruction du bâtiment par le bombardement du 15 septembre 1943. Application de l'article 1722, C. Civ. (POIGNARD).

Relogement des sinistrés par bombardements aériens dans des immeubles départementaux expropriés.

Exercice du droit de rétrocession par les anciens propriétaires. (HEROLD).

Département de la Seine c/ ALLIGIER. Jugement du Tribunal Civil d'Yvetot du 16 décembre 1943. Pourvoi en cassation. (THORP).

Séance du 17 mars 1944

Service municipal des pompes funèbres. Envoi aux familles du duplicata des commandes.

Assignation au Commerce délivrée à la Ville de Paris, à la requête de la Chambre Syndicale des Entrepreneurs de Pompes Funèbres de France et des Colonies, en paiement de dommages-intérêts pour concurrence déloyale.

Question de compétence. (POIGNARD).

Soumission à la législation sur les lotissements de ventes de terrains faites par M. BELLON. (ROLLAND).

Accession au grade d'ingénieur en chef des travaux de Paris - Candidature de M. BALLOUL. (JOLLY).

Séance du 5 mai 1944

Constructions zonières postérieures au 19 avril 1919.

Réquisition et expropriation en vertu de la loi du 1er mars 1942.

Suppression des évacuations

1°) Propriété des constructions

2°) Perception sur les locataires, soit d'un loyer par les propriétaires expropriés, soit d'une indemnité d'occupation par la Ville. (POIGNARD).

Application de la loi du 3 février 1942, relative au cumul de retraites et de rémunérations publiques. (WALINE).

1966W 2

(suite)

Zone annexée de Levallois-Perret.

Paiement d'un terrain retranché de la propriété du Sieur BAUSSANT et incorporé à la voie publique en 1928. (REGNIER).

Affaire l'URBAINE et LA SEINE (Accident ELIE)

Remboursement à l'employeur, par le tiers responsable d'un accident de travail, des allocations familiales versées à la victime dudit accident pendant la période d'indisponibilité. (BERNARD).

Affaire Société WEILL et Cie.

(fortification, 6ème lot de l'îlot 24) Projet de transaction. (BAUDELLOT).

Construction d'un lavatory souterrain, Place de la Nation. Proposition d'indemnité à l'entrepreneur, M. GONTRAND, après résiliation du marché. (JOLLY).

Séance du 2 juin 1944

Instance LEFRANCOIS, 130 de 1937. Règlement des travaux de construction d'un égout. Droit à résiliation par application de l'article 33 du C.C.G.G.

Opportunité d'un appel de l'arrêté du Conseil de Préfecture du 30 novembre 1943 reconnaissant le droit à résiliation. (JOLLY).

Garage de la Préfecture de Police, boulevard de l'Hôpital.

Injonction de la Cour des Comptes. (REGNIER).

Prise en charge par la Ville de Paris des conséquences de l'accident survenu le 10 janvier 1944 à M. LEVEQUE, surveillant de travaux, logé par l'administration. (BERTON).

Séance du 7 juillet 1944

Réclamation par la SNCF de frais de transport de marchandises réquisitionnées dans les gares en juin 1940 par les maires d'arrondissement de Paris. (THORP).

Indemnités d'expropriation.

Expropriation poursuivie selon la procédure d'urgence.

Terrains laissés à la disposition de l'exproprié.

Intérêts de plein droit.

Point de départ en cas d'appel de la décision de la C.A.E. (BERNARD).

1966W 2 (suite)

Projet de transaction avec la banque de l'entreprise (Immeuble Tronchet-Madeleine, Immeuble Castellane). (BAUDELLOT).

Application du décret-loi du 28 mai 1940 sur la perte de valeurs mobilières par suite de faits de guerre.

Affaire DRIENCOURT et BUREAU. (HAMEL).

Séance du 13 octobre 1944

Projet de transaction avec la Société du Square Henri-Bataille (18ème lot de l'îlot 18 des terrains de la fortification). (POIGNARD).

Partie de la zone de Neuilly et de Levallois, située entre les rues de Chartres et de Courcelles.

Applicabilité de la servitude « non aedificandi » dès l'entrée en vigueur de la loi du 19 avril 1919. (JOLLY).

Prolongement de la ligne métropolitaine n° 8 au Pont de Charenton.

Règlement de la réclamation sur décomptes de l'entrepreneur (Entreprise POUGHEON). (THORP).

Affaire CUVILLIER

Défense de la Ville de Paris devant le Tribunal des Conflits, saisi par application de la loi du 20 avril 1932. (JOLLY).

Séance du 17 novembre 1944

Conditions de cessions amiables d'immeubles ou de droits immobiliers départementaux.

1°) cessions amiables autorisées par des lois spéciales;

2°) cessions d'exédents de voirie. (Jolly).

Cession d'une parcelle de terrain (hors ligne) sise à Pantin, 128 rue de Paris et appartenant au Département de la Seine. (JOLLY).

Ville de Paris c/ PISSAVY

Faillite GOUY. (MARTINAUD DEPLAT).

1966W 2

(suite)

Séance du 22 décembre 1944

Instance en conseil de préfecture. Cie du gaz de Paris c/ administration des contributions directes.

Demande en réductions, bénéfiques industriels et commerciaux afférents à l'exercice 1938 (exonération des sommes inscrites au compte compensations.)

Imputation de cet impôt au compte d'exploitation, intervention de la Ville à l'instance. (WALINE).

Pourvoi en révision d'un arrêt du Conseil d'Etat du 25 octobre 1933, formé par M. DERBEZ, commis-dessinateur de la Ville de Paris - Recevabilité du pourvoi. (JOLLY).

Travaux de constructions de l'émissaire sud. Marché Christiani et Nielsen. Indemnité pour ralentissement des travaux imposé par l'administration. (REGNIER).

Dérivation de la Voulzie - Restriction d'électricité - Réduction du débit de l'usine de restitution des Ormes. Droit à indemnité des riverains lésés par le manque d'eau. (THORP).

Mise à la charge de la société d'HBM « L'Habitation Confortable » des honoraires du notaire chargé par le département de renouveler l'inscription hypothécaire garantissant sa créance conditionnelle. (POIGNARD).

Placements immobiliers effectués par la Compagnie Parisienne de Gestion - Autorisation préalable de la Ville de Paris. (BERNARD).

1966W 3 Séance du 9 février 1945

Réélection de M. FORESTIER comme Président du Conseil d'Administration de la Société Coopérative Immobilière de l'Artisanat Français. (HAMEL).

Aménagement de la zone en espaces libres. Obligation pour la Ville d'acquérir les terrains zoniers. Dérogation pour les terrains affectés à un usage ou à un service public. Cas des magasins généraux. (REGNIER).

Séance du 23 mars 1945

Contraventions aux prescriptions des règlements sanitaires. Cas où l'action pénale est prescrite. Survivance de l'action civile. (REGNIER).

Ville de Paris c/ Dame CHAUMEL. Accident survenu à la femme du concierge de l'annexe nord de l'Hôtel de Ville. Applicabilité de la loi du 9 avril 1898 modifiée par celle du 1er juillet 1938. (GERANTON).

Relèvement éventuel des loyers des locaux artisanaux de la Cité Clémentel. (BERNARD).

1966W 3 Séance du 11 mai 1945

(suite)

Responsabilité de l'incendie survenu le 22 septembre dans les magasins situés au Bassin de la Villette et loué à la Ville par la Société CAPELLE-LEGAL et POISSANT. (ENGRAND).

Perception sur les recettes du Service Municipal des Pompes Funèbres de la taxe sur les transactions et de la taxe locale additionnelle. (POIGNARD).

Ville de Paris et Etat c/ Société d'affichage et de Publicité. Dommages à des kiosques au cours des manifestations de janvier-février 1934. Arrêt du 16 avril 1945 rejetant l'exception de prescriptions écartant l'article 13 du cahier des charges de la concession et allouant à la société une indemnité de 187.734 F avec intérêts de droit. (JOLLY).

Annuités versées par diverses communes de la banlieue à la Cité Générale des Eaux pour remboursement de travaux. Prélèvement de 10% institué par le décret-loi du 16 juillet 1935 (article 3 § 2). (JOLLY).

Dérogation à une servitude d'habitation. Immeuble 57 boulevard Malesherbes. (THORP).

Orphelinat du Faubourg Saint Antoine. Réparation. Charges de la Ville de Paris. (BAUDELLOT).

Radiation de la Société des Grands Travaux de France de la liste générale d'admissibilité aux adjudications publiques de la Ville de Paris et du Département de Paris. (ROLLAND).

Séance du 20 juillet 1945

Instance CAZEAUX (171 de 1944). Demande d'indemnité à raison de dommages causés à l'immeuble 106 rue de Patay par la formation d'un fontis sur la voie publique. Appel d'un arrêté du conseil de préfecture du 20 mars 1945. (JOLLY).

Société d'habitation à bon marché « L'Avenir de la Zone ». Portée de la clause garantissant un intérêt de 3% aux actionnaires. (POIGNARD).

Garantie par la Ville ou le Département des emprunts contractés auprès de l'Etat par les sociétés d'office d'HBM. Hypothèque légale accordée aux collectivités par l'art.8 de la loi du 27 juillet 1934. (HAMEL).

Activité des C.L.L. Réclamations de M. BEUGMIL et du groupement d'entente des mandataires -(viandes en gros). (WALINE).

Interprétation de l'ordonnance du 28 juin 1945 portant majorations de loyers. Application de la majoration aux baux écrits. (REGNIER).

1966W 3 (suite)

Séance du 26 octobre 1945

Arrêté interministériel fixant les nouvelles valeurs des index économiques électriques. Blocage d'une partie de la hausse autorisée. Légalité. (REGNIER).

Bonifications pour services militaires. Emploi d'Ingenieur en chef des travaux de Paris.

1°) Classement éventuel comme « emploi de début ».

2°) Application aux ingénieurs en chef issus du concours de 1942-1943. (JOLLY).

Ville de Paris c/ PALUDET et autres - Trésor de la rue Mouffetard. (HAMEL).

Séance du 14 décembre 1945

Ville de Paris c/ 1°) Société les Eleveurs du Bourbonnais - 2°) Société la Manufacture d'Armes et de Cycles de St Etienne. Bourse de commerce. Date d'entrée en vigueur de la concession. (BERNARD).

Ville de Paris c/ Société du Palais de Glace des Champs-Élysées - Demande de réparations locatives. (HEROLD).

Détermination du prix limite légal des bois livrés sur coupe ou sur route par les exploitants forestiers. (THORP).

Année 1946

Séance du 5 avril 1946

Déclaration de changement de domicile faites dans les mairies. Communication des renseignements en résultant aux huissiers chargés de délivrer des exploits ou d'établir des procès-verbaux de perquisition. (BONDOUX).

Application de l'ordonnance du 28 juin 1945 aux immeubles pris à bail par les administrations publiques. (REGNIER).

Taxes à la production et sur les transactions dues par la compagnie du Gaz sur les rémunérations touchées pour déplacement de canalisations nécessité par l'exécution d'un travail public. Remboursement de ces taxes par la Ville de Paris. (REGNIER).

Occupation de la Tour Eiffel par les autorités militaires françaises, allemandes, américaines, depuis septembre 1939. Indemnisation de la Société de la Tour Eiffel pour la perte de jouissance ainsi causée. (JOLLY).

1966W 3 Séance du 24 mai 1946

(suite)

Placement sur le marché de fleurs coupées du Midi aux Halles centrales. (THORP).

Instance Société « La Rente Immobilière » contre la Ville de Paris et Département de la Seine (226 de 1937 et 36 de 1939). Demande en indemnités pour dommages causés par l'exécution de travaux publics. Arrêté du Conseil de Préfecture (4 décembre 1945) opportunité d'un appel. (JOLLY).

Instance MAUGER, syndic de la société SALVAOR. Demande en indemnité pour dommages résultant de l'application aux voitures de place d'un tarif uniforme; Opportunité d'un appel de l'arrêté du Conseil de Préfecture du 27 mars 1946. (REGNIER).

Construction édiflée sur le terrain communal, 11 rue Cadet, par la Société Immobilière Lafayette. Résiliation du bail par cette société. Demande d'indemnité d'éviction formée par M. KAPAMADJAN, locataire de la Société Immobilière Lafayette. Jugement du 31 mars 1946 mettant cette indemnité à la charge de la Ville de Paris. (POIGNARD).

Séance du 7 juin 1946

Projet d'aménagement. Mesures de sauvegarde. Possibilité d'autoriser les constructions moyennant renonciation à indemnité en cas d'expropriation. (BONDOUX).

Aménagement de la Redoute des Hautes Bruyères. (BERNARD).

Construction de l'émissaire nord-est, lots I et I bis. Réclamations sur décomptes présentées par l'entreprise VEZZANI. (JOLLY).

Séance du 11 octobre 1946

Application de la loi du 28 février 1941 bloquant aux taux pratiqués le 1er septembre 1939 les loyers des locaux d'habitation artisanaux de la Cité Clémentel - Récupération des charges sur le locataire artisan. (BERNARD).

Accident mortel survenu le 27 mai 1945 au cantonnier titulaire du nettoyage LEFUR, affecté temporairement au centre d'hébergement des prisonniers de guerre au vélodrome d'hiver - Recours c/ l'Etat. (BERTON).

Ville de Paris c/ Etablissements DESBORDES - Incendie aux réservoirs de Charonne - Suite à donner à l'affaire après rapport de l'expert. (THORP).

Instance Entreprise LAINE 67 et 68 de 1945 - Opposition à reversement des droits spéciaux de patente supprimés par la loi du 13 janvier 1941 - Arrêté du Conseil de Préfecture du 4 juin 1946 - Question de l'appel. (JOLLY).

1966W 3 **Séance du 20 décembre 1946**
(suite)

Régie Immobilière de la Ville de Paris (RIVP) - Interprétation de la convention du 29 septembre 1923 - 1°) Calcul de la rémunération garantie au capital-actions - 2°) Inscription au compte d'exploitation des impôts grevant la rémunération garantie - 3°) Constitution de réserves.(BERNARD).

Affaire de MONTUEL - Réserve du droit de pêche par le vendeur d'un terrain - Caractère de servitude réelle de ce droit. (HAMEL).

Loi du 18 avril 1946 - Possibilité de révision du loyer des baux commerciaux renouvelés ou prorogés. (REGNIER).

Année 1947

1966W 3 **Séance du 28 février 1947**
(suite)

Responsabilité de l'incendie survenu le 6 octobre 1946 dans l'immeuble sis 10 rue Bailleul, appartenant à la société «Grands Magasins de la Samaritaine » et occupé par le régiment de sapeurs-pompiers. (BONDOUX).

Défense à demande de 350.000 F de dommages-intérêts pour inexécution de deux promesses de vente relatives à des lots de terrains dépendant du Parc de Sceaux. (BERNARD).

Application de l'article 107 de la loi du 7 octobre 1946 aux loyers des baux consentis à l'administration. Cas où le loyer est inférieur au maximum légal. Application des majorations de l'ordonnance du 28 juin 1945. (REGNIER).

Application de la déchéance quadriennale à l'indemnité due à Melle DESFORGES, cessionnaire de la créance (honoraires d'architecte) liquidée au profit de M. BLANCARD par un arrêt du Conseil de Préfecture du 10 mai 1940. (JOLLY).

Séance du 18 avril 1947

Ateliers d'artiste dépendant d'immeubles communaux. Exercice d'une activité de caractère artisanale. Application de la législation sur la propriété commerciale (affaire CARBONELL MOSSE). (REGNIER).

Validité des clauses portant interdiction de sous- louer et de céder, dans les engagements de location à usage commercial. (BERTON).

1966W 3 Séance du 2 mai 1947

(suite)

Relèvement d'une redevance versée par la Commune de Bagnolet à la Ville de Paris, en raison d'une occupation sur l'emprise de l'aqueduc de la Bhuis réalisée pour l'élargissement d'une voie publique. Domanialité publique de cette emprise. (THORP).

Validité du décret du 21 mars 1947 modifiant le décret du 25 octobre 1934 sur le régime des titres nominatifs. (HAMEL).

Séance du 9 mai 1947

Assujettissement aux taxes sur le chiffre d'affaire de la part due à la Ville de Paris sur les recettes brutes réalisées par la société « Les Piscines de France » dans l'exploitation de piscines construites sur les terrains communaux et sur les loyers desdits terrains. (ENGRAND).

Legs Veuve HENCKEL. (BERNARD).

Assermentation des préposés de M. ROCA-PUJOL chargé par « L'Union Industrielle et Commerciale de la Région Sud-Est de Paris » d'assurer la garde des établissements industriels appartenant à ses membres. (BERTON).

Séance du 16 mai 1947

Marché passé par la société « Philips-Industrie pour la fourniture d'appareils électriques - Demande en révision des prix. Interprétation de l'ordonnance du 30 juin 1945 sur les prix (article 19). (BONDOUX).

Directeurs d'école logés dans les immeubles scolaires - Obligation de s'assurer contre le recours du propriétaire en cas d'incendie. (HEROLD).

Construction de l'émissaire sud - Lot I, 1ère branche - Réclamation présentée par l'entreprise BORIE pour le règlement des équipements. (JOLLY).

Instance GAGNY - 8I de 1945 - Accident causé par un camion des T.A.M. le 8 avril 1944 rue d'Alésia. Arrêté du Conseil de Préfecture (5 mars 1947). Opportunité d'un appel. (BERTON).

Marché de fournitures passé avec la société « Le Matériel Téléphonique » (1941-1942). Demande en révision du prix fixé au contrat. (BONDOUX).

1966W 3 Séance du 23 mai 1947

(suite)

Aménagement du stade PERSHING - Instance BAFFREY-HENNEBIQUE. Arrêté du Conseil de Préfecture (11 mars 1947) déclarant le marché résilié par application de l'article 33 du C.C.C.G. Question de l'appel. (REGNIER).

Séance du 11 juillet 1947

Instance : Département de la Seine c/ Société des T.C.R.P. 120 de 1944 - Jeu anormal de l'index carburant dans les comptes de la S.T.C.R.P - Arrêté du Conseil de Préfecture du 28 mai 1947 - Opportunité d'un appel. (JOLLY)

Incidence sur le jeu des conventions en vigueur de la nationalisation des entreprises de gaz et d'électricité et de l'application à leur personnel du « statut national ». (WALINE).

Séance du 7 novembre 1947

Interprétation de l'article 5 al. 3 de la loi du 30 juillet 1947 modifiée par la loi du 30 août 1947 (calcul de la majoration de loyer applicable aux locaux professionnels). (REGNIER).

Ville de Paris c/

1°) société « Elevage du Grand Morin »

2°) Sabatier

3°) Cie d'assurances « La Foncière ». (BLUMEL).

Affaire DE PANGE.

A) Pourvoi sur la question de propriété.

B) Recours en dommages-intérêts pour éviction.

A) Saisie-arrêt entre les mains de M. DE PANGE.

B) Poursuites contre Mme MERLIN (aux droits de M. METHLIN).

Oppositions à poursuites avec offre de paiement partiel. Suite à donner à l'ensemble de l'affaire. (POIGNARD).

Taxe de déversement à l'égout - Interprétation de la loi du 13 août 1926

Propriété de la commune d'Ivry utilisant une galerie d'égout appartenant à la Ville de Paris - Réclamation Guyot. (THORP).

1966W 3 Séance du 12 décembre 1947

(suite)

Ville de Paris c/ demoiselle CUSTOT.

Donation Veuve Leo DELIBES. (BERNARD).

Assermentation des contrôleurs du Service Municipal des Pompes Funèbres chargés de constater les infractions à la loi du 5 mars 1943. (BERTON).

Applicabilité de la loi du 30 juillet 1947 aux contrats passés entre la Ville de Paris et la société « LES PISCINES DE FRANCE ». (DE SOTO).

Relèvement des indemnités d'occupation perçues sur les occupants d'immeubles expropriés, laissés provisoirement dans les lieux.

Récupération des prestations. (REGNIER).

Séance du 19 décembre 1947

Zone annexée de Neuilly.

Société Industrielle de l'Ouest Parisien.

Indemnités d'éviction commerciale (77.750.000 F), à titre hypothétique, afférentes aux ateliers non classés exploités dans des constructions antérieures à 1919.

Maintien ou levée de l'hypothèse.(REGNIER).

Instance Ville de Paris c/ société JACOPOZZI.

Défense à demande en nullité au titre de « spoliation » de la résiliation des contrats passés par la Ville de Paris avec la société et de la cession du matériel destiné à l'illumination de certains monuments de Paris.

Ordonnance de référé du 17 juillet 1947.

Opportunité d'un appel. (BONDOUX).

Greffes des Justices de Paix de Paris.

Location des locaux occupés dans les mairies.(ROLLAND).

Location à la SITA des dépôts de Montreuil et d'Ivry.

Application de la loi sur la propriété commerciale. (THORP).

Année 1948

1966 W 4 Séance du 27 février 1948

Droit à indemnité des entrepreneurs sur le fondement de l'art. 28 du C.C.G.G. à la suite des grèves de novembre-décembre 1947. (JOLLY).

Assujettissement aux taxes sur le chiffre d'affaire des produits de l'exploitation confiée par la Ville de Paris à la Société Giraudy. (THORP).

Séance du 19 mars 1948

Accident survenu à M. TARACOLA le 29 octobre 1942 avenue de Wagram - Chute dans un caveau du service de nettoyage resté ouvert - Arrêté du Conseil de Préfecture du 21 janvier 1948 - Opportunité d'un appel. (JOLLY).

VILLE DE PARIS C/ SOCIETE RIVOLI-SEBASTOPOL

Réquisition des anciens magasins « A Pygmalion » . (BONDOUX).

Possibilité d'insérer dans les baux commerciaux consentis par la Ville, une clause permettant la révision annuelle du loyer. (REGNIER).

Litige entre l'administration et son personnel temporaire ou contractuel - Compétence administrative ou judiciaire. (DE SOTO).

Séance du 18 avril 1948

Stationnement des véhicules dans les cours d'immeubles privés. (ROLLAND).

Séance du 30 avril 1948

Validité du bail consenti pour une durée indéfinie au gré du preneur par M. GILLES, propriétaire de l'immeuble 106, rue de Paris à St-Denis, à la « Société Auxiliaire de l'enseignement technique », aux droits de qui se trouve actuellement à la section St Denis du Centre départemental d'orientation professionnelle. (BERNARD).

Interprétation du contrat passé avec la Société « la Charbonnière d'Aubervilliers » pour l'exploitation et le transport de bois de feu. (JOLLY).

1966W 4
(suite) Responsabilité de l'administration à l'occasion du retrait de permission de voirie - Vente des fruits exotiques aux terrasses des débits de boissons. (DE SOTO).

Concession de stationnements payants aux abords des hippodromes d'Auteuil et de Longchamp. Remboursement à la Société « Statio » du montant de sa participation aux frais d'édification de deux garages. (BONDOUX).

Séance du 11 juin 1948

Responsabilité encourue par les maires dans l'exercice des fonctions d'officiers de l'Etat civil. (BERTON).

Marché Delan - Reconstitution de l'atelier central de nettoyage - Résiliation et droit à indemnité de l'entrepreneur. (DE SOTO).

Département c/ 1°) Société Morillon Curval et Cie des sablonniers de la Seine 2°) Morillon Curval et Cie.

Pourvoi en cassation. (JOLLY).

Séance du 25 juin 1948

Occupation à titre précaire d'immeubles ou de terrains communaux - Vocation des occupants au bénéfice de la loi sur la propriété commerciale. (REGNIER).

Zone annexée de Neuilly - Société industrielle de l'ouest parisien (anciens Etablissements Rosengart) - Indemnité d'éviction commerciale - Projet de transaction. (REGNIER).

Exécution d'un marché relatif au remplacement de croisée à la caserne des Célestins. Partie tenue de supporter le risque d'incendie. (THORP).

Détermination du redevable des taxes sur le chiffre d'affaire en cas d'exploitation en régie intéressée - Exploitation confiée à la Société Giraudy. (THORP).

Séance du 23 juillet 1948

Concession de l'exploitation des marchés découverts - Incidence de l'accroissement des dépenses du personnel. (JOLLY).

1966W 4 Marchés alimentaires de banlieue. Possibilité d'expulsion des
(suite) commerçants de nationalité étrangère. (DE SOTO).

Projet d'acquisition par la Ville de Paris d'un immeuble sis, 13 rue Saint Jacques, partiellement grevé de substitution. Vente amiable prévue par le disposant. Formes de la vente. (HAMEL).

Séance du 5 novembre 1948

Voitures de places - Transfert d'autorisation de stationnement. (WALINE).

Possibilité de l'échange des terrains communaux. (JOLLY).

Règlement transactionnel relatif à l'expropriation des Etablissements de la Société industrielle de l'ouest parisien (Automobile Rosengart) sur la zone annexée de Neuilly. (REGNIER).

Paiement à M. RONDRIAMANPITO de l'indemnité d'expropriation due pour dépossessions et éviction de l'immeuble appartenant à Mme veuve ROY lors de l'ordonnance d'expropriation (n° 9 du plan) . (MARTINAUD-DEPLAT).

Syndicat des communes de la presqu'île de Gennevilliers pour le service public de l'eau - Pouvoir du syndicat pour traiter avec le concessionnaire. (JOLLY).

Séance du 17 décembre 1948

Projet de transaction entre la Société Leclerc- Ulmann et la Ville de Paris en vue du règlement des dommages consécutifs à l'effondrement le 1/03/1946, de la toiture du magasin concédé à cette société à l'entrepôt de Bercy. (BONDOUX).

Réquisition amiable de l'immeuble 20 rue de Varenne à St Maur des Fossés. Réclamation de M. HALLIER, vendeur - Droit à la résolution de la vente ou à des dommages-intérêts. (REGNIER).

Année 1949

1966W 4 Séance du 7 janvier 1949 **(suite)**

Champ d'application de l'art. 407 bis du code des impôts directs. (JOLLY).

Palais de la bourse des valeurs. Révision éventuelle des loyers en application de la loi du 25 août 1948. (REGNIER).

Intervention du département aux poursuites engagées par la Régie contre la TIRU à la suite d'un vol d'alcool à l'embranchement de l'Usine d'Ivry. (BONDOUX).

Légalité des conditions auxquelles seraient subordonnées les conclusions d'un marché d'entreprises avec la SITA pour l'enlèvement des ordures ménagères. (HAMEL).

Application de la loi du 25/08/1948 (Révision du loyer) au bail du terrain sur lequel est édifié la piscine Molitor. Caractère emphytéotique de ce bail. (BERNARD).

Séance du 1 avril 1949

Infractions à la législation sur le permis de construire. Exécution des jugements ordonnant la démolition des constructions sans prononcer d'abstentions ni fixer de délai. (JOLLY).

Droit des époux MARECHAL occupants de l'immeuble communal 155/157 rue St Maur au bénéfice de la prorogation légale édictée par les lois sur la propriété commerciale. (BERTON).

Legs COMBES - Testateur ultérieurement interné - Testament barré en croix - Validité. (THORP).

Défense soit au nom de la Ville de Paris, soit au nom de l'Etat, à une instance engagée par les époux FALASCHI, propriétaire de l'immeuble réquisitionné sis 50 rue Turbigo lesquels contestent la plus value apportée au dit immeuble par des travaux effectués par la Ville de Paris au cours de la réquisition (application de l'ordonnance du 28 août 1945). (REGNIER).

1966W 4 Séance du 13 mai 1949

(fin)

Droit de propriétaire d'assurer le chauffage collectif de son immeuble -
Légalité de l'arrêté préfectoral du 21/03/1949 prescrivant l'organisation
préalable d'un référendum parmi les locataires. (REGNIER).

VILLE DE PARIS C/ DUMONT

Nouvelle demande en indemnité pour aggravation de préjudice.
(BONDOUX).

Remboursement des taxes sur le chiffre d'affaire par la Société Giraudy.
(THORP).

Instance Cie d'assurances « le Lloyd continental Français » - Accident
survenu le 13/02/1946, cours de Vincennes, par suite d'un prétendu
défaut d'éclairage du pont du chemin de fer. (JOLLY).

1966W 5 Séance du 24 juin 1949

Transaction entre la Ville de Paris et la Société immobilière Lafayette.
(POIGNARD).

Exploitation de la publicité à l'intérieur (et éventuellement à l'extérieur)
des taxi - Légalité d'une redevance spéciale sur les exploitants de taxis se
livrant à la publicité. (BONDOUX).

Expropriation par les PTT d'une partie du terrain départemental de
l'ancienne prison St- Lazare précédemment loué à la Société du Massif
Central - Fixation d'une indemnité hypothétique au profit de cette
Société et au profit du Département, d'une indemnité alternative. Droit
du département à l'indemnité la plus forte au cas où il serait reconnu que
la Société n'a pas le droit à une indemnité - Y'a-t'il lieu pour le
département d'intervenir dans l'instance à introduire pour faire trancher
l'hypothèse. (REGNIER).

Séance du 22 juillet 1949

Transaction avec la Société de la Bourse de Commerce sur le montant
des travaux de réparation dus par la Société et non exécutés par elle au
cours de son bail. (BERNARD).

- 1966W 5**
(suite) Travaux de reconstruction de l'annexe Napoléon de l'hôtel de ville - Réajustement des honoraires dus à MM. BOUTTERIN Noël et REQUET-BARVILLE, architectes de l'opération - Application de la théorie de l'imprévision. (JOLLY).

Séance du 16 décembre 1949

Demande de restitution d'autorisations de marque pour voitures de place.

Pourvoi de la société « Salvaor ». (WALINE).

Théâtre des ambassadeurs. Bail BERNSTEIN. Application de la loi du 25 août 1948 sur la révision des loyers commerciaux. (POIGNARD).

Droit pour la Ville de reprendre la disposition de la galerie reliant le musée Carnaulet à l'hôtel Le Pelletier de Saint Fargeau (Bibliothèque historique) actuellement mise à la disposition de l'Etat pendant une période de deux ans pour les besoins du lycée V. Hugo - Recours éventuels à la disposition de la Ville. (JOLLY).

Participation du Département aux bénéfices des fabrications d'armements exécutés par la SCCRP en 1940. (THORP).

Année 1950

- 1966W 5**
(suite) **Séance du 27 janvier 1950**

Détermination par arrêté préfectoral du barème destiné au calcul du loyer des ILM - Règles à observer. (REGNIER).

Applicabilité des lois sociales aux personnes assistées par le travail dans les asiles Nicolas Flamel et Pauline Roland. (DE SOTO).

Séance du 17 février 1950

Ouverture du chemin départemental 73A à Chatillon-sous-Bagneux. Expropriation de la parcelle n° 29 du plan sur les héritiers AUBRY. Paiement de l'indemnité. (MARTINAUD-DEPLAT).

Autorisation d'occupation à titre précaire dans les immeubles expropriés de la zone. Application de la loi sur la propriété commerciale. Cas particulier de MM. MARMANDE et ROUX. (BONDOUX).

1966W 5
(suite) Droit pour l'administration de reproduire par un procédé photographique des imprimés provenant de l'exécution de marchés expirés. (THORP).

Application à la concession du jardin zoologique d'acclimatation de la législation sur la propriété commerciale. (BERNARD).

Séance du 17 mars 1950

Hippodrome d'Auteuil. Application de la redevance proportionnelle aux perceptions sur l'entrée au « Pavillon Roumain ». (BERTON).

Application de l'art. 32 de la loi du 21/03/1947 relative à certaines dispositions d'ordre financier. Opposition par l'administration des domaines sur les obligations de la Ville de Paris ayant appartenu à un ressortissant allemand. (HAMEL).

Séance du 31 mars 1950

Legs Ambroise VOLLARD - Participation de la Ville, légataire au produit de la vente des tableaux.

Propositions transactionnelles. (HAMEL).

Département c/ Wendling, époux Nancelle. Projet de transaction sur le montant des réparations dont le département est débiteur vis à vis de Mme veuve Wendling et des époux Nancelle ses bailleurs. (REGNIER).

Autorisation de divisions de propriétés subordonnées à la création de cours communes. Constitution de servitude antérieure à la vente des lots par contrat passé entre le futur vendeur et l'administration. (BONDOUX).

Séance du 21 avril 1950

Réclamation de la Société SORAPEL - Dommages causés 35 et 35 bis rue David d'Angers à Paris et imputés à une racine d'arbre de la plantation d'alignement - Règlement transactionnel. (JOLLY).

Mitoyenneté, 63 rue de la Voûte. Utilisation pour la publicité du mur mis à nu par la Ville. Réclamation de M. LEVASSEUR fondée sur une convention passée avec l'auteur de la Ville lors de la reconstruction du mur en 1937. (REGNIER).

1966W 5
(suite) Validité des congés donnés par le Département à divers cultivateurs du Domaine Départemental du Nord Est. Jugement du tribunal paritaire cantonal d'Aubervilliers du 24/01/1950 annulant les dits congés. Opportunité d'un appel. (BERTON).

Tarif des droits de voirie à Paris. Décret du 5 nov. 1949. Légalité de l'art. 31 prévoyant une taxe décuplée en cas de publicité en des lieux interdits. Référé de la Cour des Comptes. (JOLLY).

Séance du 2 juin 1950

Legs Ambroise VOLLARD - Participation de la Ville de Paris, légataire, au produit de la vente des tableaux -(Appel du jugement du 10/05/1950). (HAMEL).

Séance du 3 juillet 1950

Affaire Vollard (appel). Proposition transactionnelle. (REGNIER).

Séance du 21 juillet 1950

Charge des rappels de traitements à verser à des agents de la RATP pour des périodes antérieures au 1er janvier 1949. (DE SOTO).

Augmentation du capital de la Société immobilière des foires, expositions et fêtes de la Ville de Paris et de la région parisienne. (HAMEL).

Séance du 27 octobre 1950

Servitude non aedificandi imposée aux propriétés riveraines du parc Monceau .Installation d'une banne sur la façade de l'immeuble, 12 rue Murillo. (BERNARD).

Validité des conventions modifiant les conditions du recouvrement sur les riverains des frais du premier pavage. (DE SOTO).

Aménagement de l'ancienne enceinte fortifiée. Création du boulevard périphérique. Charge des modifications à apporter aux distributions d'eau, de gaz et d'électricité. (JOLLY).

Réparation de la terrasse de l'immeuble communal sis 45, rue Lhomond et loué à M. MOREAU. Droit pour la Ville d'en demander l'exécution à son locataire. (THORP).

1966W 5 Séance du 15 décembre 1950

(suite)

Convention passée entre la Ville et l'Etat pour le casernement de la garde républicaine. Responsabilité de la Ville pour inexécution de travaux prévus par la convention déclarée nulle en vertu de la loi du 30 juillet 1947. (DE SOTO).

Situation des agents précédemment logés dans des locaux administratifs à raison de leurs fonctions et laissés provisoirement dans les lieux où s'y maintenant abusivement. Projet d'arrêté réglementaire fixant les conditions pécuniaires de leur occupation. Nécessité d'une adhésion individuelle des intéressés. Nécessité d'éviter la formation d'un contrat de location. (REGNIER).

Concession de la Tour Eiffel. Calcul de la redevance complémentaire de 30% accordée à la Ville de Paris sur les bénéfices réalisés par la société concessionnaire. Incidence des traitements proportionnels versés aux dirigeants de la société et des allocations aux membres du Conseil d'administration sur le calcul de la redevance. (JOLLY).

Année 1951

1966W 6 Séance du 2 février 1951

Ville de Paris c/ Le Flem. Défense à demande en révocation du legs CAHEN pour inexécution des charges. Procédures administratives de réduction des charges. Propositions transactionnelles de M. Le Flem. (THORP).

Expiration de la concession du jardin d'acclimatation. Procédure à suivre pour parvenir à l'expulsion de la société précédemment concessionnaire. (BERNARD).

Validité des congés donnés par le Département à divers cultivateurs du domaine départemental du Nord-Est. Jugement du tribunal paritaire d'arrondissement du 23 décembre 1950 annulant les congés et constatant l'existence d'un bail de neuf ans au profit des intéressés. Opportunité d'un pourvoi en cassation. (BERTON).

Charges financières d'infrastructures du réseau urbain du métropolitain afférentes à des exercices antérieures à 1949. Recouvrement sur la RATP. (DE SOTO).

1966W 6 Séance du 6 avril 1951

(suite)

Recouvrement sur la chambre syndicale des bois à brûler du solde bénéficiaire d'un fond de compensation ayant existé sur le prix de vente des bois de chauffage. (DE SOTO).

Département de la Seine c/ Société immobilière Paris-Boulogne. Arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 23/01/1951 faisant application des art. 33 et 37 de la loi du 1/09/1948 à un bail administratif en cours. Question du pourvoi. (JOLLY).

Expulsion de la Société Larue frères, occupante sans titre d'un terrain départemental sis au lot de Port de Pantin et redevable de 597.460 frs de loyers arriérés. Jugement du 8/02/1951 ayant débouté le Département de la Seine de sa demande. Opportunité d'un appel. (THORP).

Séance du 4 mai 1951

Répartition des postes vacants au marché de rassortiment des abattoirs de la Villette. (JOLLY).

Possibilité pour le Préfet d'imposer aux Caisses des écoles un budget d'office en cas de carence du Conseil d'administration ou de refus d'assurer l'équilibre de ce budget. (De Soto).

CIPAG. Acquisition sur des fonds disponibles de la majorité des parts d'une SARL ayant pour activité l'exploitation de carrières. Régularité de cette acquisition faite sans autorisation de la Ville de Paris. (HAMEL).

Projet de concession de la publicité sur les palissades clôturant des chantiers en avancée sur la voie publique. (WALINE).

Séance du 9 novembre 1951

Caractère de domanialité publique du parc des expositions de la Porte de Versailles. (DE SOTO).

Recouvrement des frais d'assistance obligatoire de M. LEFEBVRE, pensionnaire à l'hospice de Bicêtre. Recours contre Mme TETARD. (BAUDELLOT).

1966W 6

(suite)

Remboursement des taxes sur le chiffre d'affaire par la Société Giraudy. Opportunité d'un appel contre l'arrêté du Conseil de Préfecture du 20/06/1951. (JOLLY).

Accident survenu le 29/01/1951 à la station de métro « Hôtel de Ville » à Mme FRANCE, administrateur. Opportunité d'un recours contre la RATP. (BONDOUX).

Séance du 14 décembre 1951

Possibilité d'autoriser les héritiers des commerçants expropriés de la zone à continuer l'exploitation de leur auteur, sans risquer l'application de la loi sur la propriété commerciale. (BONDOUX).

Fonctions respectives du maire-adjoint délégué et du vice président de la Caisse des écoles du 13ème arrondissement, en l'absence du maire, président de droit. (DE SOTO).

(C.P.D.E.) Electricité de France c/ Enregistrement Impôt sur le revenu des valeurs mobilières (loi du 29 juin 1872). (JOLLY).

Année 1952

1966W 6 Séance du 11 janvier 1952 (suite)

Mise en état de viabilité de la rue Henri Becque. Arrêté du Conseil de Préfecture de la Seine (31/10/1951) annulant le recouvrement sur M. DELAUNAY d'une somme de 436.311 frs au titre de la taxe de 1er pavage. Opportunité d'un appel. (JOLLY).

Requête de la chambre syndicale nationale de la boulangerie tendant à faire limiter l'activité de la meunerie-boulangerie des hôpitaux. (DE SOTO).

Droit pour l'office public d'habitations du département de la Seine d'exiger le versement d'un pas de porte lors de la 1ere location d'un bail commercial. (Regnier).

Séance du 15 février 1952

1966W 6 Possibilité d'exproprier le camp de Perusson en vue de la création d'une (suite) colonie de vacances par la Caisse des écoles du 19ème arrondissement. (NOUVEAU).

Réclamation de M. ROSENFELD. Date d'effet des majorations semestrielles en cas de notification tardive du décompte de loyer d'après la surface corrigée. (BAUDELLOT).

Ville de Paris c/ Di Berardino. Appel d'un jugement du tribunal civil de la Seine du 10/12/1951. (BONDOUX).

Séance du 7 mars 1952

Réinsufflations des pneumothorax dans les dispensaires de l'OPHS. (VEDEL).

Application de la taxe de visite et de poinçonnage aux viandes destinée à la maison de retraite de Villers-Cotterets. (JOLLY).

Validité d'une délibération du Conseil d'administration de l'office public d'HLM de la Ville de Paris fixant les conditions d'occupation dans les habitations à loyer modéré de type normal. (DE SOTO).

Garantie par le Département de la Seine des emprunts complémentaires à long terme, contractés par des sociétés d'habitations à loyer modéré auprès des Caisses d'épargne. Application des lois des 5/12/1922 et 13/07/1928 et de l'art. 8 de la loi du 27/07/1934. (HAMEL).

Séance du 9 mai 1952

Location consentie à Mme Bouisson. Obligation du bailleur et contribution du locataire aux grosses réparations. (REGNIER).

Infraction à l'interdiction de relouer prévue par l'art. 1er du 21/09/1941 et par l'art. 5 de la loi du 1/03/1942. Poursuites c/ M. Chailleux, gérant de

l'immeuble sis 9, rue St Paul et 14, rue des Jardins St Paul (îlot insalubre n° 16). (BONDOUX).

Révision des comptes arriérés de la Cie du gaz de Paris. Projet de transaction. (DE SOTO).

1966W 6 Séance du 6 juin 1952

(suite)

Application aux trésoriers spéciaux des Caisses des écoles des incompatibilités édictées par l'art. 18 du décret du 31/05/1862, portant règlement général sur la comptabilité publique. (JOLLY).

Revendication par Me MAHOT DE LA QUERENTONNAIS, notaire à Paris, de la minute d'un contrat de mariage faisant partie des collections du musée Carnavalet. (HAMEL).

Location des casernes de la garde républicaine. Prélèvement au profit du fonds national d'amélioration de l'habitation. (BLUMEL).

Approbation par l'autorité préfectorale du prix de la location du parc des expositions au Comité de la foire de Paris. Interprétation de l'art. 11 de la convention du 5/12/1923. (DE SOTO).

Séance du 18 juillet 1952

Projet de cession à la Ville de Paris de la bibliothèque Marmottan léguée à l'Institut de France. (THORP).

Réclamation de M. BASS tendant à lui faire reconnaître des droits sur une boutique de l'immeuble exproprié sis, 137 boulevard de Sébastopol et à faire alléger en conséquence les charges qui lui ont été imposées pour la location de cette boutique. (BONDOUX).

Séance du 7 novembre 1952

Autorisation d'occupation à titre précaire dans les immeubles expropriés de la zone. Possibilité d'autoriser la cession du droit d'occupation. Possibilité d'autoriser l'ouverture de commerces nouveaux dans ces mêmes immeubles. Application éventuelle de la loi sur la propriété commerciale. (BONDOUX).

Recours contre la RATP à raison d'un accident survenu le 27/02/1947 à la station de métro « Père Lachaise » à Mme GRAND, employée intermittente à la mairie du Xème arrondissement. Jugement du tribunal civil rejetant les recours. Opportunité d'un appel. (BERTON).

1966W 6

(suite)

Indemnités hypothétiques allouées aux conjoints Angebault Sevenet et à la Cie d'assurances « La Nationale » à raison de constructions abritant des établissements industriels classés. Violation de la servitude contractuelle grevant l'ancien domaine du parc de Reuilly. (REGNIER).

Séance du 12 décembre 1952

Fonctionnement du Conseil de surveillance de l'administration générale de l'Assistance Publique à Paris. Possibilité de faire élire des vice-présidents suppléants. (JOLLY).

Modification du régime du tarif applicable aux voitures de places de 2^o classe. Mise en circulation de petits taxis à tarif réduit. (JOLLY).

Relèvement des indemnités d'occupations payées par les occupants à titre précaire des immeubles expropriés par le Département de la Seine. (Regnier).

Année 1953

1966 W 7 Séance du 30 janvier 1953

Reproduction par l'administration d'articles de revues ou d'ouvrages. Responsabilité pouvant d'écouler de cette reproduction. (BAUDELLOT).

Garantie par la Ville de Paris et le Département de la Seine en application de la législation sur les HLM, d'emprunts contractés par la « Caisse départementale auxiliaire de prêts immobiliers », association déclarée. (HAMEL).

Projet de construction par la Société SAVIN de garages privés sur le terrain sis, 6 avenue Ingres. Infraction à la servitude d'habitation bourgeoise. (THORP).

Aménagement de trottoirs de stationnement pour les voitures et de chaussées latérales, avenue Hoche. Droit d'accès de riverains. Protestation de M. D'ALBUFERA, propriétaire, 40, avenue Hoche. (DE SOTO).

Séance du 17 avril 1953

Révision des comptes de la Cie du chemin de fer métropolitain pour la période 1938 à 1944 à la suite de la révision du prix de la tonne de charbon. (DE SOTO).

1966W 7 Séance du 27 avril 1953

(suite)

Recrutement des régisseurs comptables et caissiers de la préfecture de la Seine. Légalité d'une réglementation établissant une discrimination tenant au sexe des agents. (VEDEL).

Expropriation pour cause d'insalubrité d'immeubles sis, 11 rue du Cygne et 13, rue des Boucheries à St-Denis. Emploi de la procédure de la loi du 15/02/1902 ou de celle du 1er mars 1942. (BONDOUX).

Séance du 26 juin 1953

Organisation par la Fédération mutualiste de la Seine d'un service social de funérailles. Procédure à engager par la Ville de Paris. (POIGNARD).

Désaffectation d'un terrain mis à la disposition de la RATP. Demande de prise en charge par le Département de la Seine du coût de reconstruction de bâtiments existant sur ce terrain. (DE SOTO).

Charge de l'éviction des occupants de 2 parcelles retranchables acquises par la Ville de Paris à la suite d'une déclaration d'utilité publique. (Affaire Société civile immobilière moderne). (REGNIER).

Séance du 10 juillet 1953

Application des lois sur la prorogation des baux commerciaux à la location par la SNCF de l'immeuble communal, 32 boulevard de Sébastopol. (BERTON).

Portée de la réserve inscrite par le conservateur des hypothèques à la suite de la mention de transcription d'une ordonnance d'expropriation et tendant à dénier les effets de ladite transcription à l'égard des tiers par certains ex-proprétaires dont l'Etat civil est incomplet. (Thorp).

Affaire CUVILLIER - Blessures reçues au cours de la manifestation du 6/02/1934. Opportunité d'un pourvoi en cassation contre l'arrêt de la Cour du 1er juin 1953. (JOLLY).

Entrepôt de Bercy. Exploitation de voies de desserte. Réclamation de la SNCF tendant au redressement des comptes de 1937 à 1949. (DE SOTO).

1966W 7 Séance du 11 décembre 1953

(suite)

Société Fermière des Colonnes Affiches . Salaire des afficheurs et commissions aux intermédiaires de publicité. Inscription sous la rubrique « rétribution des agents du personnel », figurant au débit du compte d'exploitation. (JOLLY).

Conséquences de l'interdiction d'exercer prononcée contre le Docteur Chabanier, médecin de l'assistance médicale gratuite. (DE SOTO).

Séance du 18 décembre 1953

Suppression de l'hypothèque légale du Département relative à la garantie des emprunts contractés par les établissements de lutte antituberculeuse, à la suite de l'abrogation de l'art. 8 de la loi du 27 juillet 1934. (HAMEL).

Legs DUTUIT. Frais de remise en état de deux immeubles légués par M. DUTUIT à la Ville de Paris. Imputation sur les revenus des dits immeubles que le testateur a affectés à l'entretien des collections artistiques comprises dans le legs. (THORP).

Loi du 4 avril 1953. Art. 1er portant interdiction de vente par appartements des immeubles déclarés insalubres. Interprétation.

1966W 7

(suite)

Application à l'immeuble 16 rue Charlemagne à Paris, reconnu salubre. (BONDOUX).

Année 1954

1966W 7 Séance du 8 janvier 1954

(suite)

Indemnités hypothétiques allouées aux conjoints Angebault-Sevenet et à la Cie d'assurances « la Nationale » pour dépossession de constructions ayant abrité des établissements industriels classés. Violation de la servitude de l'ancien parc de Neuilly. (REGNIER).

Saisissabilité des indemnités de fonction allouées aux Maires et aux adjoints des arrondissements de Paris. (DE SOTO).

1966W 7 Séance du 22 janvier 1954

(suite)

Département c/ Régie Renault et consorts Terribilini.

Demande de rétrocession d'un terrain sis, 2 quai de Boulogne à Boulogne-Billancourt et du droit à indemnité de dommages de guerre afférent à la construction y édifiée. (REGNIER).

Demande en rétrocession d'un terrain exproprié en vue de l'ouverture du CD 40A à Joinville-le Pont. Demande en indemnité formée en raison de l'abandon par le Département de l'opération qui a motivée l'expropriation. Projet de transaction avec les époux Gillet et M. Gosset. (THORP). .

Désaffectation d'un terrain mis à la disposition de la RATP. Demande de prise en charge par le Département de la Seine du coût de reconstruction de bâtiments existant sur ce terrain. (DE SOTO).

Séance du 9 avril 1954

Obligations incombant à la Société du restaurant des Ambassadeurs en ce qui concerne l'exploitation dans l'immeuble loué à un restaurant de grand luxe. Possibilité d'une action en résiliation du bail. (BAUDELLOT).

Industrie du taxi. Possibilité pour une entreprise de céder une partie des autorisations de stationnement dont elle est titulaire. (WALINE).

Révision du loyer des locaux à usage de bureau occupés par la Société Parking Garages dans l'immeuble communal sis 2 rue Tronchet. (BONDOUX).

Séance du 28 mai 1954

Affaire Wills - Blessures reçues au cours de la manifestation du 28 mai 1952. Opportunité d'un appel contre le jugement du 31 mars 1954. (REGNIER).

Concession d'une servitude de vue sur le square Suzanne Buisson au profit des Consorts Gries. (HEROLD).

1966W 7 Séance du 9 juillet 1954

(suite)

Charge des travaux à effectuer en vue de compléter l'installation de protection contre l'incendie dans la propriété départementale sise à Bézons, rue Casimir Perier, louée à la Société des Magasins Généraux de l'Ile St Denis. (THORP).

Responsabilité de la Cie des Eaux en cas d'accident survenu à des tiers à raison du défaut d'entretien de l'immeuble sis 9, rue de Tanger, compte tenu du bail laissant les réparations à la charge de la dite Cie sans obligation de les exécuter. (REGNIER).

Séance du 19 novembre 1954

Taxis. Légalité de la répartition des autorisations de stationnements. (WALINE).

Interdiction aux propriétaires d'immeubles faisant partie de l'îlot 16 de renouveler les baux, de relouer les locaux vacants et d'exécuter des travaux. (art.5 de la loi du 1/03/1942 et art. 42 du décret n°53-1001 du 5/10/1953).(BONDOUX).

Séance du 10 décembre 1954

Etablissement des tables décennales de l'Etat civil. (VEDEL).

Traversée d'un pont franchissant la voie ferrée boulevard Massena, par une canalisation d'eau appartenant à la Ville de Paris. (DE SOTO).

Expropriation d'un immeuble sis à l'Hay-les-roses, en vue de l'exploitation de l'Autoroute Sud. Validité de l'accord amiable sur le montant des indemnités passé entre l'Etat et les époux Meunier. (REGNIER).

Conséquences de l'interdiction d'exercer prononcée contre le Dr Chabanier, médecin de l'assistance médicale gratuite. (BERTON).

Année 1955

1966W 8 Séance du 4 mars 1955

Accident causé à un tiers par M. Berta agent du service des canaux au cours d'un trajet à bicyclette entre son domicile et son lieu de travail. Situation juridique de l'administration dans les cas d'accidents causés à des tiers par ses agents au cours de leur trajet. (JOLLY).

Immeuble communal 27 boulevard Saint Martin. Validité de la demande en révision d'un loyer de caractère commercial signifiée avant l'expiration de la période triennale (loi du 30/06/1926 art. 3). Ordonnance du juge de la propriété commerciale ayant déclaré nulle la demande en révision (14/12/1954). Opportunité d'un appel. (HEROLD).

Réquisition de vins et liqueurs le 25 août 1944 par le comité de libération du IX arrondissement sur la Société Mondiana (Cabaret Shéerazade). (WALINE).

Séance du 25 mars 1955

Application de l'art. 48 § 2 du décret loi du 8/08/1936 relatif aux intérêts des indemnités d'expropriation conditionnelle. Paiement aux époux Pétré, anciens propriétaires d'un immeuble sis 41 avenue Gallieni à Antony, des intérêts et des indemnités de dépossession et d'éviction industrielle fixées à leur profit. (BERTON).

Désaffectation d'un terrain mis à la disposition de la RATP. Demande de prise en charge par le Département de la Seine du coût de reconstruction de bâtiments existant. (DE SOTO).

Portée de l'exemption prévue au deuxième alinéa de l'article 3B-5° de la loi du 8 août 1950 relatif à la taxe sur la publicité. Question du pourvoi en cassation contre le jugement du tribunal civil du 2 mars 1955. (Ville de Paris c/ Etablissements GAUMONT). (THORP).

Législation applicable aux loyers des locaux loués par la Compagnie Générale des Eaux. (REGNIER).

1966W 8 Séance du 20 mai 1955

(suite)

Droit pour la Ville de Paris de se prévaloir de l'art.10 du décret du 30 septembre 1953 pour refuser le renouvellement de baux commerciaux dans des immeubles communaux destinés à être démolis pour permettre la construction ou l'agrandissement de locaux scolaires. Droit pour la Ville de Paris de l'opposer à la Société DEBROSSE & Fils dans l'instance actuellement pendante devant la Cour d'Appel de Paris. (BONDOUX).

Projet de convention entre la Ville de Paris et l'ancienne Société du Jardin d'Acclimatation réglant les questions pendantes au sujet de la concession du Jardin d'Acclimatation. (BERNARD).

Dommages de guerre subis par les installations des réseaux de transports en commun. Acceptation de l'indemnité de dommages de guerre. Charge de la partie non couverte par l'indemnité de dommages de guerre des frais de reconstruction du matériel. (DE SOTO).

Séance du 28 octobre 1955

Y-a-t-il lieu pour la Ville de Paris d'accepter la proposition transactionnelle de Mlle CUSTOT et de verser à cette dernière, toutes causes confondues, une indemnité de 4 00 00 de francs ? (BERNARD)..

Expropriation pour le compte de l'office public d'HLM de la Ville de Paris. Intervention du Conseil Municipal lors de l'enquête d'utilité publique et de l'enquête parcellaire. (REGNIER).

Servitudes contractuelles grevant du chef de la Ville de Paris, les terrains de l'ancienne enceinte fortifiée de Paris. Possibilité pour la Ville de Paris d'accorder des dérogations aux dites servitudes aux acquéreurs de l'îlot 23 et de 14 lots de l'îlot 24. (HAMEL).

Année 1956

1966W 8 Séance du 3 février 1956

(suite)

Transformation de sociétés dans le périmètre des Halles. (HAMEL).

Durée d'un bail verbal renouvelé dans l'immeuble communal sis 94, bd de l'hôpital. (REGNIER).

1966W 8 Répression du trafic sur les autorisations de stationnement des taxis.
(suite) Rejet par l'administration des demandes de transfert. (Waline).

Demande d'autorisation présentée par la société KODAK-PATHE de surélever un bâtiment à usage de bureaux sis 17 rue François 1er, grevé d'une servitude contractuelle d'habitation bourgeoise. Question de la prescription de la servitude. (THORP).

Séance du 16 mars 1956

Expropriation en vue de l'aménagement de la zone annexée de Clichy et de St Ouen, d'un immeuble appartenant à la Société du Petit Parisien d'Éditions Pierre Dupuy et Cie et exploité à usage d'imprimerie (bastion 41 oper.122 n°1 du plan). Paiement des intérêts de l'indemnité d'éviction

commerciale (art. 15 § 4 de la loi du 1/03/1942 et 48 § 2 du décret loi du 8/08/1935). (REGNIER).

Application du statut du fermage aux baux du parc agricole d'Achères. (JOLLY).

Aqueduc de l'Avre. Prise en charge par la Ville de Paris des mesures spéciales de protection des canalisations d'eaux usées situées à proximité de l'aqueduc.(VEDEL).

Séance du 27 avril 1956

Légalité du règlement des concessions sur la voie publique. (DE SOTO).

Interdiction de renouveler les baux commerciaux dans les immeubles dépendant d'un îlot insalubre (art.42 du décret du 5/10/1953). Portée de l'acceptation de principe par Melle GUERIN, propriétaire de 2 immeubles situés dans l'îlot 13, du renouvellement des baux commerciaux des époux ORSEL et de la Société POISSON BAFRET et JOLY. (BONDOUX).

Opportunité d'un appel de l'ordonnance de propriété commerciale du 10/12/1955 qui a renouvelé pour 9 ans le bail de M. KANARIAN à compter du 1/01/1954 moyennant un loyer de 80 00 francs. (BERTON).

1966W 8 Séance du 11 mai 1956

(suite)

Aménagement de la voie des Saussaie à Cachan. Répartition entre la Ville de Cachan et la Ville de Paris. pour la construction des ouvrages de protection des aqueducs. (WALINE).

Occupation du sol de la voie publique par des ouvrages de la RATP. Rétroactivité de la redevance à verser pour les ouvrages dépendant du réseau ferré. (DE SOTO).

Organisation du greffe du tribunal administratif de Paris. Pouvoirs du préfet de la Seine. (VEDEL).

Séance du 12 octobre 1956

Hippodrome de Longchamp. Détermination de la redevance proportionnelle due à la Ville de Paris pour l'année 1955. Déduction de la taxe locale. (JOLLY).

Franchissement des voies de la SNCF par des ouvrages de la Ville de Paris ou du Département de la Seine. (JOLLY).

Expropriation en vue de l'ouverture d'une voie nouvelle entre la place de Jeanne d'Arc et les rues Jean Colly et du Château des Rentiers. Droit de rétrocession de M. GASCARD, ancien propriétaire de l'immeuble 24/26 rue Jean Colly, sur une parcelle hors alignement. (BONDOUX).

Séance du 26 octobre 1956

Servitude d'habitation bourgeoise grevant du chef de la Ville de Paris les terrains de l'ancienne enceinte fortifiée de Paris. Projet de construction d'une école sur les 12° et 17° lots de l'îlot 28. (HAMEL).

Révision du tarif des droits de voirie à Paris. Taxation des objets nonobstant leur non conformité avec les règlements. Taxation de certains objets ne faisant pas saillie sur la voie publique. (VEDEL).

Servitude d'habitation bourgeoise grevant du chef de la Ville de Paris les terrains de l'ancienne enceinte fortifiée de Paris. Projet d'aménagement par l'Etat de musées techniques sur les îlots 23 et 24. (HAMEL).

1966W 8 Séance du 7 décembre 1956

(suite)

Construction irrégulière d'un panneau publicitaire sur le terrain sis 218/220 avenue Pierre Brossolette au Perreux/Marne. (C.D n°120). Enlèvement de l'ouvrage irrégulier. (REGNIER).

Rachat d'une servitude d'habitation bourgeoise grevant l'immeuble sis 25 avenue Kleber et 17 rue de la Pérouse. (THORP).

Possibilité par la Ville de Paris d'autoriser la construction d'un caveau de famille sur la concession gratuite attribuée pour la sépulture de Jean Giraudoux. (JOLLY).

Fourniture du courant électrique au centre de protection infantile de Bullion Longchene. (DE SOTO).

Année 1957

1966W 9 Séance du 8 février 1957

Recouvrement des dépenses d'assistance sur les personnes tenues à l'obligation alimentaire après le décès de l'assisté, créancier alimentaire. (BAUDELLOT).

Expropriation par le Département de la Seine d'un terrain destiné à être revendu en lots à d'anciens propriétaires expropriés en vue d'une opération de voirie à charge par ces derniers d'y construire eux-mêmes les immeubles nécessaires . Application de la loi du 6/08/1953 (loi foncière). (REGNIER).

Séance du 15 mars 1957

Préjudice causé à un malade de l'Institut Gustave Roussy à la suite d'un traitement. (JOLLY).

Résolution de la vente des 11° et 12° lots de l'îlot 19 de l'ancienne enceinte fortifiée de Paris pour inexécution de l'obligation de construire. (BOULANGER).

Rachat de servitude d'habitation grevant des immeubles d'origine communale dont les locaux sont utilisés en totalité à titre professionnel à l'exclusion de toute occupation résidentielle. Cas de l'utilisation mixte des lieux par un notaire et un administrateur judiciaire. (RAYNAUD).

1966W 9 **Séance du 3 mai 1957**
(suite)

Y a-t-il lieu pour la Ville de Paris d'accepter la proposition transactionnelle de la société du Garage Vendôme et lui faire verser par l'intermédiaire de la Société Parking Saint Honoré une indemnité de 40 millions de francs ? (REGNIER).

Séance du 17 mai 1957

Projet d'expropriation de la « maison de santé de Vieille Eglise ». Caractère d'utilité publique de l'opération. (BONDOUX).

Blessures reçues au cours de la manifestation du 28/05/1952. Opportunité d'un pourvoi en cassation contre l'arrêt du 29 mars 1957. (REGNIER).

Préjudice subi par un enfant blessé au genou lors d'un séjour au Préventorium du Glandier. (WALINE).

Séance du 21 juin 1957

Permis de construire pour constructions à caractère précaire (art. 93 à 97 du code de l'urbanisme et de l'habitation). Validité des renoncements à indemnités d'expropriation souscrites par les bénéficiaires. Portée des permis de construire accordés sans l'avis favorable de la commission départementale d'urbanisme. (BONDOUX).

Transformation de sociétés dans le périmètre des Halles. (HAMEL).

Séance du 5 juillet 1957

Remboursement à la Cie Générale des Eaux des cotisations patronales de sécurité sociale du personnel de la régie de Paris. (JOLLY).

Convention avec la Société Messine Automobile. Domanialité du marché de l'Europe. (WALINE).

Participation d'une S.A.R.L. à une Société en nom collectif dans le périmètre des Halles. (HAMEL).

Construction à l'angle de la rue Duc et de la rue Hermel, d'une annexe à la mairie du 18^e arrondissement. Conditions imposées à la Ville de Paris en application de l'art. 89 du code de l'urbanisme et de l'habitation dans l'intérêt de 2 immeubles voisins du terrain communal. (VEDEL).

1966W 9 Séance du 28 novembre 1957

(suite)

Expropriation par la Ville de Paris, pour le compte de son office public d'HLM, de terrains sis à la Courneuve et destinés à la construction de groupes d'habitations. Observations à l'enquête d'utilité publique et à l'enquête parcellaire. Nécessité de saisir le Conseil Municipal. (REGNIER).

Etablissement du Fichier Immobilier prévu par le décret n°55-22 du 4/01/1955 portant réforme de la publicité foncière. Conditions et modalités de l'inscription des bâtiments édifiés par les concessionnaires à l'Entrepôt de Bercy. (DE SOTO).

Année 1958

1966W 9 Séance du 23 janvier 1958

(suite)

Expropriation par la Ville de Paris des immeubles sis 22/24 rue Berton et 47 rue Raynouard en vue de l'aménagement du site de « la Maison de Balzac ». Possibilité pour M. DRUGEON de se prévaloir de la servitude

de passage établie au profit de l'immeuble sis 22/24 rue Berton sur l'immeuble sis 47 rue Raynouard. (REGNIER).

Projet d'acquisition, par l'office d'HLM du Département de la Seine, d'immeubles sis dans l'îlot insalubre n°16. Possibilité de faire bénéficier l'office de la déclaration d'utilité publique du 11/12/1941 conformément à l'art.2 du décret-loi du 8/08/1935. (BONDOUX).

Exercice du droit de rachat inscrit dans le contrat d'échange de terrains passé le 10/03/1920 entre la Ville de Paris et les consorts FENDER. (BONDOUX).

Attribution d'une indemnité hypothétique de 3 500 00 francs allouée pour éviction industrielle à la suite de l'expropriation de parcelles sises à Plessis -Robinson (prolongement du chemin départemental 2 entre le centre de Clamart et la route nationale 186). (REGNIER).

Séance du 13 février 1958

Refus de renouvellement d'un bail commercial consenti à M. DELMER, dans l'immeuble communal 101 rue de Belleville. Jugement du tribunal civil de la Seine du 24/12/1957 accordant le renouvellement. Opportunité d'un appel. (BAUDELLOT).

1966W 9 Ville de Paris c/ Faroche. Accident survenu le 23 juin 1955 boulevard
(suite) Malesherbes à Paris à M. Faroche. Responsabilité de la Ville de Paris.
Offre d'indemnité. (BAUDELLOT).

Séance du 20 mars 1958

Recouvrement de la taxe sur l'électricité sur les concessionnaires des buffets des gares. Opportunité d'un pourvoi en cassation. (REGNIER).

Possibilité pour la Ville de Paris de refuser, en cours d'instance, toute indemnité d'éviction commerciale en invoquant le caractère accessoire non indispensable des locaux, nonobstant un congé signifié dans les formes du décret du 30/09/1953 en vue de l'installation dans les lieux d'un service public. Question du pourvoi en cassation contre un arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 17/12/1957 dans l'affaire Ville de Paris c/ Lefort. (JOLLY).

Création d'un droit de marché frappant les commissionnaires et les négociants du périmètre des Halles. (VEDEL).

Travaux de branchements particuliers. Conséquence pour les abonnés de la faillite de la société « Les plombiers fontainiers de Paris ». Responsabilité de la Ville de Paris à raison du versement par les abonnés de provisions non suivi avant la faillite de l'exécution des travaux de branchements. (JOLLY).

Séance du 21 mai 1958

Transformation de sociétés dans le périmètre des Halles. (HAMEL).

Refus de renouvellement d'un bail commercial consenti aux conjoints PETCO dans l'immeuble communal 9/13 rue du Terrage. Arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 16/04/1958 accordant le renouvellement. Opportunité d'un pourvoi. (THORP).

Transformation de sociétés dans le périmètre des Halles. (HAMEL).

Séance du 20 novembre 1958

Instance SEVESTRE G 750 de 1953. Préjudice causé à un malade à l'Institut Gustave Roussy à la suite d'un traitement. Opportunité de l'appel d'un jugement du Tribunal Administratif de Paris du 30 juillet 1958. (JOLLY).

- 1966W 9** Opportunité d'un pourvoi en cassation contre l'arrêt rendu le 28/10/1958
(suite) par la Cour d'Appel de Paris dans l'affaire Ville de Paris c/ CAYLA.
(BAUDELOT).

Année 1959

- 1966W 9** **Séance du 22 janvier 1959**
(suite)

Clause d'habitation bourgeoise résultant du contrat de vente passé les 11/12 novembre 1860 entre la Ville de Paris et la « Cie Immobilière de Paris » acquéreur d'un ensemble de terrains situés bd Malesherbes et rue du Gal Foy Rachat de la servitude par la société propriétaire de l'immeuble sis 8 rue du Gal Foy. (THORP).

Opportunité d'un pourvoi en cassation contre l'arrêt rendu le 18/11/1958 par la Cour d'Appel de Paris dans l'affaire Ville de Paris c/ Lavergne. (REGNIER).

Adjudication de l'immeuble communal sis 10 rue du Bac à Paris. Insertion dans le cahier des charges d'une clause interdisant à l'acheteur la revente de l'immeuble par appartements. (BOULANGER).

Séance du 26 février 1959

Indemnisation des propriétaires et locataires de locaux situés dans des immeubles compris dans les îlots déclarés insalubres. Mode de calcul des indemnités. (BONDOUX).

Opportunité de l'appel du jugement du 28/12/1958 ayant reconnu la responsabilité de la Ville de Paris à l'occasion du suicide de M. Ayrault. (VEDEL).

Préjudice causé à la Cie générale de traction sur les voies navigables (C.G.T.V.N.) par la reconstruction d'un pont franchissant le canal St-Denis. (DE SOTO).

Séance du 25 juin 1959

Accident survenu le 2/03/1956 bd Berthier, par suite du mauvais état de la chaussée. Opportunité de l'appel du jugement du 11/02/1959 du tribunal administratif de Paris (JOLLY).

Théâtre de la Gaité lyrique. Bail ROGER. Application de la législation sur la propriété commerciale. (BONDOUX).

1966W 9 Séance du 2 juillet 1959

(suite)

Exploitation d'un poste de grossiste en abats aux Halles Centrales de Paris par la société « R. Moine et Joussein ». Conséquences de la cession des parts sociales de Mme veuve A. Moine à ses co-associés. Nécessité pour l'administration préfectorale d'exiger l'apport de la clientèle attachée à l'exploitation d'un poste de grossiste à la société attributaire du dit poste. (VEDEL).

Désignation de M. le commissaire à la construction et à l'urbanisme pour la région parisienne en qualité de commissaire du gouvernement auprès de la Société Immobilière d'Economie Mixte du Département de la Seine. (DE SOTO).

Basilique du Sacré Coeur de Montmartre. Charge de la reconstruction des murs de clôture de la Basilique et de ses dépendances. (DE SOTO).

1966W 10 Séance du 8 octobre 1959

Application de la législation sur la propriété commerciale au bail consenti aux époux BRUN en vue de l'exploitation du buffet restaurant du Palais de Justice. (BONDOUX).

Opportunité d'une tierce opposition aux jugements rendus par le tribunal civil de la Seine et le tribunal de grande instance de la Seine le 16/12/1953 et le 20/03/1959 par lesquels M. SADOVITCH occupant de l'immeuble communal sis 10/12 rue de Sablonville a été débouté de sa demande en expulsion contre la société AURAG, sa sous locataire. (REGNIER).

Séance du 15 octobre 1959

Question relative au caractère administratif ou civil du bail en raison d'une clause de résiliation par arrêté préfectoral. (BAUDELLOT).

Installation sans autorisation d'une terrasse fermée avenue de Wagram et rue du Faubourg St Honoré. (REGNIER).

Application des dispositions législatives interdisant certaines clauses d'indexation aux contrats de concession des marchés de Paris. (BAUDELLOT).

1966W 10 Séance du 26 novembre 1959

(suite)

Jugement du tribunal civil de la Seine (04/02/1959) reconnaissant à la Société Alimentaire de Paris, locataire d'un terrain communal sis 20 rue Aubry le Boucher, le principe d'un droit à indemnité d'éviction commerciale. Opportunité d'un appel. (THORP).

Autorisations de stationnement de taxis. Transfert à des loueurs de catégorie B de 199 autorisations détenues par la société « KERMINA ». (WALINE).

Année 1960

1966W 10 Séance du 21 janvier 1960

(suite)

Imposition de la Ville de Paris aux taxes sur le chiffre d'affaires sur les redevances versées par l'Electricité de France en exécution de la convention de concession du 5/09/1907. (VEDEL).

Expulsion de l'exploitant actuel du Palais de Glace. (JOLLY).

Séance du 17 mars 1960

Répartition des autorisations de stationnement maintenues irrégulièrement sur présentation de bons de commande. Exécution de l'arrêt du Conseil d'Etat du 11/12/1959. (WALINE).

Séance du 7 avril 1960

Retrait de la dérogation à la servitude d'habitation bourgeoise grevant les parcelles d'origine communale sises 92 avenue des Champs-Élysées. Mise en jeu du respect de la servitude. (BONDOUX).

Conventions passées avec la Société Abri -Foyer pour l'hospitalisation de malades mentaux à l'hôpital de Plouguenevel et à l'hôpital de Saint-Remy. Demande de la Société Abri-Foyer de substituer une indexation permise à une indexation prohibée. Résiliation du contrat. (JOLLY).

1966W 10 Séance du 5 mai 1960

(suite)

Conclusion de contrats en la forme administrative. Légalité d'une délégation de la signature préfectorale. (DE SOTO).

Séance du 16 juin 1960

Acquisition d'un immeuble en vue de la réalisation d'une opération de voirie. Possibilité de recourir à la procédure d'expropriation en vertu de l'arrêté préfectoral du 17 mai 1954 déclarant l'opération d'utilité publique compte tenu des dispositions de l'art.3 de l'ordonnance du 23/10/1958. (JOLLY).

Application des dispositions de l'ordonnance du 4 février 1959 à la formule d'indexation contenue dans les conventions passées entre la Ville de Paris et la SAGI, SGIM, CIPAG. (BERTON).

Société immobilière d'économie mixte avec participation communale majoritaire. Présidence de la Société par un représentant de la collectivité publique. (VEDEL).

Cession amiable par Mme Dufoirt à la Ville de Paris d'un terrain sis 12 rue Pierre Gourdault à Paris en vue de la réalisation d'une opération de voirie. Attribution des indemnités hypothétiques allouées par la commission d'évaluation aux héritiers de M. TAZE (locataire) et M. QUINERY (sous locataire). (BAUDELLOT).

Séance du 6 juillet 1960

Révision du bail relatif à deux terrains sis rue Joseph Sansboeuf loués à la « SA Building Anjou Saint-Lazare ». (REGNIER).

Séance du 27 octobre 1960

Cession par la Ville de Paris à la Société Civile Immobilière Convention-Auguste VITU, d'une parcelle de terrain sise 24 rue de la Convention et faisant partie des dépendances de l'Eglise St-Christophe. (DE SOTO).

Séance du 9 décembre 1960

Projet de construction d'immeubles enjambant une voie publique. Nature du contrat à intervenir et risques. (JOLLY).

1966W 10 Légalité d'une sanction disciplinaire à prendre en application de la
(suite) législation sur les Halles Centrales contre une SA commissionnaire
 négociant, à raison des agissement de son PDG. (VEDEL).

Application de l'art.11 § 22 du décret du 30/09/1953 à la Société
Auxiliaire de l'Agriculture et de l'Industrie du Sud-Ouest de la France.
(HAMEL).

Année 1961

1966W 10 **Séance du 20 janvier 1961**
(suite)

Exploitation du théâtre Marigny comme salle de cinéma. Interprétation
du contrat. (BONDOUX).

Séance du 23 février 1961

Concession Département de la Seine - Société « Maison de santé de
Vieille Eglise ». Assujettissement de la société à l'impôt sur les sociétés.
Remboursement de la charge fiscale par le Département de la Seine.
(VEDEL).

Opportunité de faire appel du jugement du 19/02/1961 rejetant la requête
de Mme Payen comme portée devant une juridiction incompétente.
(JOLLY).

Entretien des trottoirs sous les arcades des rues de Rivoli, de Castiglione
et de la place des Vosges. Application de la loi du 15 mai 1930. (DE
SOTO).

Séance du 16 mai 1961

Exploitation du théâtre Marigny comme salle de cinéma. Interprétation
du contrat. (BONDOUX).

Séance du 6 juillet 1961

Legs Benjamin Raspail. Projet d'aménagement par la commune de
Cachan d'un jardin public dans une partie du parc de l'hospice Raspail.
(REGNIER).

Année 1962

1966W 11 Séance du 18 janvier 1962

Rattachement à l'administration générale de l'assistance publique de 3 établissements départementaux. Droit à indemnité du Département de la Seine. (VEDEL).

Construction par l'Office Public d'HLM de la commune de Clichy d'immeubles d'habitation sur un terrain grevé de la servitude d'espace vert. Conditions de la levée de la servitude. (BONDOUX).

Séance du 25 janvier 1962

Fixation du prix de vente actuel d'un terrain sis 267 rue de Vaugirard ayant fait l'objet d'une promesse de vente en 1928 au profit de la Ville de Paris. (REGNIER).

Calcul de la rémunération de la Régie immobilière de la Ville de Paris pour l'exercice 1958. (DE SOTO).

Séance du 1 mars 1962

Retrait à la Société Coopérative Suchet des Déportés de la Résistance de l'agrément en tant que société d'HLM. Résolution de la vente consentie par la Ville de Paris à la société des terrains composant les lots 2, 3, 15 et 18 de l'îlot 18 du bastion 60 de la fortification. Versement à la Ville de Paris du complément du prix desdits terrains. (BONDOUX).

Séance du 22 mars 1962

Marchés d'entretien de fontainerie. Incidence d'une décision unilatérale de la Fédération parisienne du bâtiment majorant les salaires sur la formule de révisions des prix prévue par l'art.35 du cahier des charges.

Autorisation par la Ville de Paris de construire un centre national d'enseignement ménager sur une parcelle de 5000 m² à distraire d'un terrain de 2800 m² sis boulevard Bessières et rue St-Just, cédé gratuitement à l'Etat par contrat du 20/09/1952 en vue d'y édifier un lycée. (REGNIER).

1966W 11 Séance du 18 juin 1962

(suite)

Dépenses d'aménagement de 2 salles d'audience destinées au tribunal de police de Paris. (Application de l'art.185.8e du code de l'administration communale). (WALINE).

Application de l'art.11 §22 du décret du 30/09/1953 à MM Barcelo et Fiate, propriétaires indivis d'un fonds de commerce de gros en fruits et légumes dans le périmètre des Halles centrales. (VEDEL).

Défense à demande en dommages et intérêts pour faute dans la gestion des biens d'un ancien malade mental. (THORP).

Séance du 28 juin 1962

Situation des maires et maires-adjoints de Paris. (DE SOTO).

Séance du 29 novembre 1962

Transfert de l'ancien dépôt d'autobus de l'avenue Mozart transformé en école d'apprentissage de la RATP. Remploi du prix de cession du terrain dans les constructions nouvelles à effectuer à la suite de ce transfert. (DE SOTO).

Séance du 12 décembre 1962

Distribution d'autorisations de stationnement de taxis de catégorie A. Candidats inscrits sur la liste avant le 28/08/1954 et non pourvus de diplôme de capacité. (VEDEL).

Marché d'entretien de fontainerie. Incidence des bordereaux de salaires fixés par arrêté préfectoral en application des décrets du 10/04/1937 sur la formule de révisions des prix prévue par l'art. 35 du cahier des charges. (JOLLY).

Année 1963

1966W 11 Séance du 17 janvier 1963

(suite)

Publicité dans les taxis et développement du système des « radio-taxis ». Aménagement du tarif des droits de stationnement pour tenir compte des avantages procurés aux exploitants par la publicité et pour favoriser le développement du système des « radio-taxis ». (WALINE).

Séance du 30 mai 1963

Collecte des ordures ménagères. Pénétration du service de nettoyage dans les immeubles privés au cours de la nuit. (DE SOTO).

Interprétation de l'art.54 §1 de l'ordonnance du 23/10/1958 sur l'expropriation modifiée par l'art. 24 de la loi du 2/08/1960 en ce qu'il prévoit une nouvelle déclaration d'utilité publique faisant échec au droit de rétrocession. (MARTINAUD-DEPLAT).

Séance du 17 juin 1963

Embranchement ferroviaire desservant l'entrepôt Saint-Bernard. Partage des recettes de l'exercice 1959 entre la Ville de Paris, l'Etat et la SNCF. (DE SOTO).

Séance du 5 juillet 1963

Travaux de consolidation des carrières dans le Département de la Seine. Collectivité au nom de laquelle le préfet de la Seine agit pour prendre les mesures prévues par les art. 24 et 27 du décret du 12/02/1892 réglementant l'exploitation des carrières dans le département de la Seine. (VEDEL).

Séance du 28 novembre 1963

Projet de contrat -type de concession des théâtres municipaux. (DE SOTO).

Année 1964

1966W 12 Séance du 16 janvier 1964

Projet de contrat à passer avec la Société Messine Automobile en vue de la construction d'un immeuble comprenant un marché public, un garage parking, et des locaux à usage de bureaux. (WALINE).

Séance du 4 février 1963

Retrait à la Société Coopérative Suchet des Déportés de la Résistance de l'agrément en tant que Société d'HLM. Résolution de la vente consentie par la Ville de Paris à la Société des terrains composant les lots 2,3,15 et 18 de l'îlot 18 du bastion 60 de la fortification. Versement à la Ville de Paris du complément du prix desdits terrains. (BLUMEL).

Bourse des valeurs. Modification éventuelle de la clause de révision du loyer figurant dans le bail de la Cie des Agents de change à la suite de la fusion du marché officiel de Paris et du marché des courtiers en valeurs mobilières. (JOLLY).

Séance du 27 février 1964

Conventions passées avec la régie immobilière de la Ville de Paris. Inscription du montant de l'impôt sur les sociétés au débit des comptes d'exploitation prévus par les conventions du 10/06/1954 et du 13/02/1957. Inscription des intérêts du capital social de la régie au crédit du compte d'exploitation prévu par la convention du 29 septembre 1923. (DE SOTO).

Séance du 23 octobre 1964

Concession pour l'aménagement et l'exploitation d'un parc souterrain pour voitures automobiles place de la Bourse. Possibilité de passer le contrat avec une société civile immobilière. (WALINE).

Legs Benjamin Raspail. Réalisation éventuelle du projet de vente publique des tableaux de la collection Raspail. (REGNIER).

Année 1965

1966W 12 Séance du 3 février 1965 **(suite)**

Exploitation par la commune de Pantin du marché des « Quatre chemins » situé sur le territoire de la Ville de Paris. Attribution des droits de place. (DE SOTO).

Legs B. Raspail. Elargissement des voies départementales et de la rue Marx Dormoy longeant l'hospice F.V. Raspail. Possibilité pour le département légataire de se conformer aux nouveaux alignements sans encourir le risque d'une révocation du legs. (REGNIER).

Séance du 24 mars 1965

Champ de manoeuvres d'Issy-les-Moulineaux. Incompatibilité entre les dispositions de la convention de 1890 passée entre la Ville de Paris et l'Etat et les affectations actuelles du champ de manoeuvres. (VEDEL)

Séance du 4 mai 1965

Reconstruction du pont de Conflans. Modification du passage des conduits d'eau de la Ville de Paris. Possibilité pour la Ville de Paris de recouvrer sur l'Etat et le Département de la Seine le montant de la dépense. (WALINE).

Préjudice causé par la présence d'un kiosque à journaux en face d'un magasin sis à l'angle de la rue du Quatre septembre et de la rue des Filles Saint-Thomas. Appel en garantie de la société l'Administration d'Affichage et de Publicité. (JOLLY).

Séance du 1^{er} juin 1965

Modalités d'intervention de la nouvelle déclaration d'utilité publique prévue par l'art.54 § 1 de l'ordonnance du 23/10/1958 modifié par l'art.24 de la loi du 2/08/1960. (MARTINAUD-DEPLAT).

Réaménagement de l'entrepôt de Bercy. Autorité compétente pour prononcer des désaffectations partielles. (DE SOTO).

1966W 12 Séance du 29 juin 1965

(suite)

Projet de réaménagement de l'entrepôt de Bercy. Indemnisation des concessionnaires évincés. (DE SOTO).

Séance du 28 octobre 1965

Construction d'un parc de stationnement sous une dépendance de la basilique du Sacré-Coeur. (VEDEL).

Incorporation d'une parcelle du cimetière de Saint Mandé au futur boulevard périphérique construit par la Ville de Paris. (WALINE).

Séance du 25 novembre 1965

Construction par l'Etat d'un bâtiment 9 place Saint-Sulpice à Paris. Constitution d'un droit de vue et d'accès sur l'allée du Séminaire. (DE SOTO).

Année 1966

1966W 13 Séance du 27 janvier 1966

Construction de la rocade intérieure. Emprise sur le cimetière Montparnasse. (WALINE).

Parc des sports de Belle-Epine. Droit du département de la Seine d'obtenir une indemnité de remise en état à la suite de l'occupation du terrain par les services du ministère des travaux publics et des transports. (HAMON)

Séance du 20 avril 1966

Projet de cession à l'Etat du sol du Grand Palais. (VEDEL).

Chute de branche d'un arbre avenue Foch. Caractère de tiers ou d'usagers des automobilistes accidentés circulant ou stationnant dans ladite avenue. (WALINE).

1966W 13 Séance du 24 mai 1966

(suite)

Recouvrement par la Ville de Paris des prestations servies à M.Varlet, éboueur blessé au cours de sa participation à l'arrestation d'un voleur poursuivi par les inspecteurs du Bazar de l'Hôtel de Ville. (RAYNAUD).

Séance du 4 octobre 1966

Autorisations de stationnement. Transfert à des loueurs de catégories B de 200 autorisations détenues par la société COTAX. (WALINE).

Séance du 18 novembre 1966

Construction d'un parc de stationnement sous une dépendance de la Basilique du Sacré-Coeur. (VEDEL).

Hôtel des douanes 14 rue Yves Toudic à Paris. Possibilité de la Ville de Paris d'invoquer la nullité du traité la liant à l'Etat à raison de l'existence d'une clause de perpétuité. Nature juridique du contrat à intervenir entre l'Etat et la Ville de Paris en vue de permettre une utilisation complémentaire des lieux et bases juridiques de la fixation de la redevance. (DE SOTO).

Année 1967

1966W 13 Séance du 3 février 1967

(suite)

Indexation des contrats d'amodiation consentis sur les terrains du port départemental de Gennevilliers. (DE SOTO).

Utilisation abusive de concessions funéraires au cimetière du Père Lachaise. Concessions consenties à MM Ribelle, Manoury & Gerodolle et destinées en fait à compléter la sépulture de Mme Trujillo. (VEDEL).

Séance du 14 avril 1967

Transfert au Département de la Seine et ultérieurement à la Ville de Paris de la propriété de la Cité Beauharnais, immeuble appartenant à l'assistance publique et dont les revenus sont affectés à l'aide sociale à l'enfance. (WALINE).

1966W 13 Séance du 21 juin 1967

(suite)

Opportunité d'un pourvoi en cassation contre l'arrêt de la Cour d'Appel de Paris du 5/01/1967. (JOLLY).

Théâtre Sarah Bernhardt. Obligation pour le futur exploitant du théâtre de reprendre le personnel licencié par M. Julien, ancien concessionnaire. (RAYNAUD).

Séance du 11 juillet 1967

Indemnisation des grossistes transférés sur le marché d'intérêt national de Rungis. (VEDEL).

Séance du 12 octobre 1967

Terrain départemental affecté à la RATP et situé à Paris 18 rue Pascal. Droit pour le Département de la Seine d'en réclamer la remise à sa disposition. (DE SOTO).

Séance du 22 novembre 1967

Construction d'un centre de sports et de loisirs souterrain au Champs-de-Mars. Réclamations éventuelles des riverains pour troubles de jouissance. (VEDEL).

Année 1968

1966W 14 Séance du 11 janvier 1968

Taxis - Droit pour les loueurs de catégorie A de passer en catégorie B. Droit pour les loueurs de catégorie A de pratiquer le doublage. (WALINE).

Taxis - Transfert à des loueurs de catégorie B de 200 autorisations détenues par la société Taxicop - Conditions de l'exploitation des autorisations de catégorie B par des titulaires d'une seule autorisation. (WALINE).

1966W 14 Séance du 20 mars 1968

(suite)

Application de la loi n°64-707 du 10/07/1964 portant réorganisation de la région parisienne - Défense aux instances engagées contre l'ex département de la Seine et relative à des obligations se rattachant à des immeubles transférés au département du Val de marne en application de l'article 12. Affaire Fillesoye et affaires époux Aroles. (JOLLY).

Incidence de la loi du 2 janvier 1968 sur le recouvrement des charges sociales sur les tiers responsables des accidents survenus aux agents de l'administration antérieurement à cette loi. (RAYNAUD).

Séance du 19 juin 1968

Vente des appartements soumis à la législation sur les habitations à loyer modéré et appartenant à la Ville de Paris. Application de la loi n°65-556 du 10/07/1965. (DE SOTO).

Séance du 13 novembre 1968

Occupation à usage commercial par M. Kergo d'un local situé dans le chevet de l'église Saint Eustache à Paris. Domanialité publique du local occupé. (WALINE).

Accident en service survenu le 29/12/1967 à M. Domette conducteur d'automobiles - Service des Transport Automobiles Municipaux ,du fait du fonctionnement défectueux d'une benne à ordures. Responsabilité de la Ville de Paris et de la société Sovel. (REGNIER).

Année 1969

Séance du 20 mars 1969

Prolongement de la ligne métropolitaine n°13. Renforcement de certaines parties du souterrain. Prise en charge des dépenses supplémentaires résultant de ce renforcement. (DE SOTO).

Taxe de stationnement sur certaines dépendances de la voie publique. Sanction du dépassement du temps par lequel la taxe aura été acquittée. (WALINE).

1966W 14 Séance du 24 avril 1969

(suite)

Parc des expositions de la Porte de Versailles. Tarif de location des halls. Possibilité pour la société d'exploitation du parc des expositions de consentir un tarif minoré au profit de la foire de Paris. (DE SOTO).

Construction d'un hall dans l'enceinte du parc des expositions de la porte de Versailles. Cession gratuite d'un terrain situé à l'angle des rues Jullien et Marcel Yol à Vanves appartenant à la Ville de Paris, imposée par arrêté ministériel du 22/05/1968 accordant le permis de construire. (VEDEL).

Séance du 15 octobre 1969

Convention passée le 28/10/1960 entre l'ex département de la Seine et la SOGARIS. Propriété en cours de concession des bâtiments édifiés par la SOGARIS sur les terrains de l'ancien département de la Seine. (DE SOTO).

Aménagement de la salle des fêtes de la mairie du 9eme arrondissement de Paris. Etablissement d'une sortie de secours. (RAYNAUD).

Année 1970

1966W 15 Séance du 20 février 1970

Création de chambres funéraires à Paris. (VEDEL).

Aménagement concerté du secteur Italie. Construction d'une dalle en surplomb de la gare Paris-Gobelins. Nature juridique des droits qui pourraient être confiés à la Ville de Paris. (RAYNAUD).

Séance du 11 mars 1970

Droits à indemnité de la société anonyme « Abattoir Porcin de Vaugirard », concessionnaire de l'abattoir à porcs à raison des déficits d'exploitation subis depuis le 1/01/1963 et ayant entraîné la cession de l'exploitation. (DE SOTO).

Séance du 10 juin 1970

Traitement des ordures ménagères. Défaillance de la commune de Maisons-alfort en 1968 et 1969. (VEDEL).

1966W 15 Eviction de l'Etat d'un stade construit dans le bois de Vincennes sur un terrain frappé de la servitude militaire. Droits de la ville de Vincennes sur l'ouvrage. (DE SOTO).
(suite)

Séance du 26 novembre 1970

Questions relatives à la constitution des syndicats créés en application de la loi du 22 juillet 1912 modifiée et à leur nature juridique. (DE SOTO).

Travaux exécutés par la RATP Place de la Nation. Frais de la reconstruction du bassin et de ses annexes. Report de la reconstruction du bassin en raison de la construction d'une voie souterraine pour voitures. (WALINE).

Année 1971

Séance du 26 février 1971

Application de la loi n°64-707 du 10 juillet 1964 portant sur la réorganisation de la région parisienne. Défense à une instance engagée par la SODECOFFEC c/ la Ville de Paris substituée à l'ancien département de la Seine et relative à une obligation née d'un marché passé en vue de l'aménagement du parc des sports d'Antony transféré à un syndicat interdépartemental. (WALINE).

Projet de construction d'un parc de stationnement sous le square du Temple. Refus du conseil de Paris d'autoriser la passation d'un contrat. Réclamation de la société « Entreprise Campenon Bernard ». (DE SOTO).

1966W 16 **Séance du 19 mai 1971**

Perception au profit du port autonome de Paris des droits de port sur les marchandises entrant dans les canaux municipaux ou en sortant. (DE SOTO).

Validité des clauses des cahiers des charges relatives à un droit préférentiel et à des délais de paiement au profit des locataires ou occupants d'immeubles ou parties d'immeubles communaux vendus par la voie de l'adjudication publique. (RAYNAUD).

Séance du 5 juillet 1971

Redevances perçues par l'Agence Financière du Bassin Seine-Normandie à raison des rejets de la station d'épuration d'Achères. (VEDEL).

1966W 16 **Séance du 13 octobre 1971**
(suite)

Représentation de la Ville de Paris à l'assemblée générale de l'Office de Tourisme de Paris. (VEDEL).

Marché de construction de la 3eme tranche de l'usine d'épuration d'Achères. Modalités de remboursement des sommes retenues au titre de l'abattement général de 5%. (DE SOTO).

Séance du 25 octobre 1971

Secteur zonier n°9. Projet de construction d'un hôtel de tourisme. Application de l'art.13 de la loi du 13 février 1953. (DE SOTO).

Application de la loi du 31/12/1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics. Autorité compétente pour relever un créancier de la Ville de Paris de la déchéance quadriennale. Approbation de l'autorité de tutelle. (VEDEL).

Séance du 8 novembre 1971

Domaine de Beauregard. Projet de création de nouveaux logements dans la zone de la première tranche d'habitation. Respect des charges de l'acte de donation du 30/06/1950. (JOLLY).

Année 1972

1966W 16 **Séance du 25 janvier 1972**
(suite)

Action éventuelle de la Ville de Paris en nullité de la vente sur convention de saisie immobilière des immeubles sis 47,49 rue Saint Merri, en vertu du droit de préemption prévu par la loi du 26/07/1962. (Bondoux).

Stationnement payant sur l'allée ouest du marché aux fleurs. Appel d'un jugement du tribunal administratif du 15/12/1971 annulant l'arrêté préfectoral du 29 mai 1970. (DE SOTO).

1966W 16 Séance du 4 mai 1972

(suite)

Prêts de disques par la discothèque de Paris. Assujettissement aux droits d'auteurs. Réclamation de la Société pour l'administration des Droits de Reproduction Mécanique des auteurs, compositeurs et éditeurs (SDRM). (RAYNAUD).

Action éventuelle de la Ville de Paris en résolution de la vente d'un terrain d'origine communale sis 93 boulevard Davout et 12 rue des Eglises à Paris Xxeme, cédé au Centre Français de Protection de l'Enfance. (REGNIER).

1966W 17 Séance du 28 juin 1972

Construction du barrage de Villerest. Cession des terrains acquis par la Ville de Paris pour l'opération des Vals-de-Loire. (VEDEL).

Transfert de la propriété des lavatories souterrains au Syndicat des Transports Parisiens à la suite de l'intervention de la loi du 10/07/1964 (article 19). (DE SOTO).

Séance du 25 octobre 1972

Construction d'un parc de stationnement sous le square Jean XXIII. Abandon du projet. Indemnisation de la société concessionnaire. (DE SOTO).

Construction du parking de la porte d'Auteuil. Fonds de concours de la Ville de Paris. Demande de la C.I.T.R.A. tendant à l'allocation d'intérêt de retard. (WALINE).

Année 1973

1966W 17 Séance du 11 mai 1973

(suite)

Collège d'enseignement secondaire avenue Vincent d'Indy Paris 12°. Réfection de l'ouvrage. Possibilité de mettre en jeu la responsabilité décennale des constructeurs ou celle de l'Etat. (VEDEL).

Application de la taxe locale d'équipement aux parc publics de stationnement, aux garages et locaux annexes. (DE SOTO).

1966W 17 (fin) Séance du 6 juin 1973

Demande d'acquisition d'un terrain sis 147 rue de Vaugirard et 14 rue Falguière à Paris frappé de réserve pour service public. Obligation pour la Ville de Paris de consentir à l'acquisition. (WALINE).

Projet d'arrêté imposant l'installation d'un W-C et d'une salle d'eau dans tout logement ou pièce d'habitation occupée isolément. (THERY).

1966W 18 Séance du 27 septembre 1973

Aménagement du secteur zonier n°9. Construction d'un établissement privé d'intérêt public sur l'îlot C4. Comptabilité des différentes candidatures avec les dispositions de la loi Lafay. (DE SOTO).

Séance du 25 octobre 1973

Secteur zonier n°9. Construction d'une station service et d'un garage et d'un centre d'animation urbaine souterraine. Comptabilité avec la servitude non aedificanti. (DE SOTO).

Domages causés à la sépulture Ménissier n°380 P de 1873, 46° division au cimetière de l'est. Réclamation de M. Dieudonné. (THERY).

Année 1974

Séance du 14 février 1974

Aménagement du secteur zonier n°9. Construction d'un établissement privé d'intérêt public sur l'îlot B4 Comptabilité du projet présenté par la Cie Union des Transports Aériens avec les dispositions de la loi Lafay. (DE SOTO).

Voies du bois de Boulogne appartenant à la Ville de Paris et située sur le territoire de la commune de Boulogne-Billancourt. Cession à la commune de Boulogne-Billancourt. Convention concédant la jouissance à la commune et chargeant celle ci de l'entretien et de l'assainissement. (VEDEL).

Séance du 6 novembre 1974

Réalisation d'un parc de stationnement rue François 1er entre la rue Charron et l'avenue Montaigne. Réclamation de la société des Parkings des Champs-Élysées. Concessionnaire du parc Georges V. (WALINE).

Institutions interdépartementales. Passation des marchés. Composition du bureau d'adjudication. (DE SOTO).

1974 (sans date)

- 1966W 18**
(fin) Lutte contre les décharges sauvages. Clôture des terrains privés par les soins du concessionnaire municipal de la publicité sur les palissades des terrains domaniaux. (Non soumis au Comité Consultatif du Contentieux). (WALINE).

Index

A

A PYGMALION : 1966W 4 (19-mars-48).

ABATTOIR PORCIN DE VAUGIRARD, SOCIETE ANONYME : 1966W 15 (11-mars-70).

ABRI -FOYER POUR L'HOSPITALISATION DE MALADES MENTAUX A L'HOPITAL DE PLOUGUENEVEL ET A L'HOPITAL DE SAINT-REMY, SOCIETE : 1966W 10 (07-avr-60).

accident : 1966W 1 (19-janv-42) ; 1966W 1 (29-juin-42) ; 1966W 2 (18-janv-43) ; 1966W 2 (12-févr-43) ; 1966W 2 (09-avr-43) ; 1966W 2 (17-déc-43) ; 1966W 3 (16-mai-47) ; 1966W 4 (19-mars-48) ; 1966W 7 (09-juil-54) ; 1966W 9 (17-mai-57) ; 1966W 9 (13-févr-58) ; v. *aussi* indemnisation.

- du travail : 1966W 1 (19-janv-42) ; 1966W 1 (29-juin-42) ; 1966W 2 (14-mai-43) ; 1966W 2 (05-mai-44) ; 1966W 2 (02-juin-44) ; 1966W 3 (23-mars-45) ; 1966W 3 (11-oct-46) ; 1966W 6 (09-nov-51) ; 1966W 8 (04-mars-55).

- en service : 1966W 14 (13-nov-68).

Achères : 1966W 8 (16-mars-56) ; 1966W 16 (05-juil-71) ; 1966W 16 (13-oct-71).

action sociale : 1966W 7 (11-déc-53) ; 1966W 7 (10-déc-54).

adjudication : 1966W 2 (17-déc-43) ; 1966W 9 (22-janv-59).

ADMINISTRATION D'AFFICHAGE ET DE PUBLICITE : 1966W 12 (04-mai-65).

affaire Louvre-Coquillière : 1966W 2 (27-juil-42).

AGENCE FINANCIERE DU BASSIN SEINE-NORMANDIE : 1966W 16 (05-juil-71).

agriculture : 1966W 5 (21-avr-50) ; 1966W 6 (02-févr-51).

aide sociale à l'enfance : 1966W 13 (14-avr-67).

aire de stationnement : 1966W 4 (30-avr-48) ; 1966W 9 (03-mai-57) ; 1966W 12 (23-oct-64) ; 1966W 12 (28-oct-65) ; 1966W 13 (18-nov-66) ; 1966W 16 (25-janv-72) ; 1966W 17 (25-oct-72) ; 1966W 17 (11-mai-73) ; 1966W 18 (06-nov-74) ; v. *aussi* chauffeur de taxi, automobile.

ALBUFERA (D') : 1966W 7 (30-janv-53).

alcool : 1966W 4 (07-janv-49).

Alésia, rue d' : 1966W 3 (16-mai-47).

alignement : 1966W 1 (21-juil-41) ; v. *aussi* construction, expropriation, habitat insalubre, logement.

ALLAIRE : 1966W 1 (17-juil-42).

ALLIGIER : 1966W 2 (18-févr-44).

ANGEBAULT-SEVENET, CONSORTS : 1966W 6 (07-nov-52) ; 1966W 7 (08-janv-54).

Antony : 1966W 8 (25-mars-55) ; 1966W 15 (26-févr-71).

arbre d'alignement : 1966W 5 (21-avr-50) ; 1966W 13 (20-avr-66).

architecte : 1966W 1 (03-mars-41).

archives publiques : 1966W 6 (06-juin-52).

Arcueil : 1966W 1 (16-juin-41).

Arcueil, abattoirs d' : 1966W 2 (05-nov-43).

ARIES : 1966W 2 (14-mai-43).

arrêté inter préfectoral du 9 janvier 1941 : 1966W 2 (05-nov-43).

artiste : 1966W 5 (31-mars-50) ; 1966W 5 (02-juin-50) ; 1966W 5 (03-juil-50).

assistance obligatoire, frais d' : 1966W 6 (09-nov-51).

ASSISTANCE PUBLIQUE : 1966W 6 (12-déc-52) ; 1966W 11 (18-janv-62) ; 1966W 13 (14-avr-67) ; v. *aussi* hôpital.

assurance : 1966W 3 (16-mai-47) ; 1966W 4 (13-mai-49).

Aubervilliers : 1966W 1 (02-déc-40).

Aubervilliers, porte d' : 1966W 1 (19-janv-42).

Aubry le boucher, rue : 1966W 10 (26-nov-59).

AUBRY, HÉRITIERS : 1966W 5 (17-févr-50).

AURAG, SOCIETE : 1966W 10 (08-oct-59).

Auteuil, hippodrome d' : pavillon roumain : 1966W 5 (17-mars-50).

Auteuil, hippodrome d' : 1966W 4 (30-avr-48).

automobile : 1966W 2 (18-févr-44) ; 1966W 4 (18-avr-48) ; 1966W 4 (30-avr-48) ; 1966W 4 (05-nov-48) ; 1966W 7 (09-avr-54) ; 1966W 7 (19-nov-54) ; 1966W 8 (03-févr-56) ; 1966W 12 (23-oct-64) ; 1966W 14 (20-mars-69).

autorisation de stationnement des taxis : 1966W 13 (04-oct-66) ; 1966W 10 (26-nov-59) ; 1966W 10 (17-mars-60) ; 1966W 11 (12-déc-62) ; 1966W 8 (03-févr-56).

autoroute : 1966W 7 (10-déc-54) ; v. *aussi* réseau routier.

AUXILIAIRE DE L'AGRICULTURE ET DE L'INDUSTRIE DU SUD-OUEST DE LA FRANCE, SOCIETE : 1966W 10 (09-déc-60).

AVENIR DE LA ZONE, SOCIETE D'HBM : 1966W 1 (26-mai-41) ; 1966W 3 (20-juil-45).

Avre, aqueduc de l' : 1966W 8 (16-mars-56).

AYRAULT : 1966W 9 (26-févr-59).

AZARD (RAPPORTEUR) : 1966W 1 (19-janv-42).

B

Bac, rue du : 1966W 9 (22-janv-59).

BAFFREY-HENNEBIQUE : 1966W 3 (23-mai-47).

Bagnolet : 1966W 3 (02-mai-47).

- bail : 1966W 1 (02-déc-40) ; *v. aussi* location, vente, promesse de vente, concession, propriété publique, expropriation.
- administratif : 1966W 6 (06-avr-51) ; 1966W 10 (15-oct-59).
- commercial : 1966W 3 (20-déc-46) ; 1966W 3 (18-avr-47) ; 1966W 4 (19-mars-48) ; 1966W 6 (11-janv-52) ; 1966W 7 (10-juil-53) ; 1966W 8 (04-mars-55) ; 1966W 8 (20-mai-55) ; 1966W 8 (27-avr-56) ; 1966W 9 (21-mai-58) ; 1966W 10 (15-oct-59).
- verbal : 1966W 8 (03-févr-56).
- Bailleul, rue* : 1966W 3 (28-févr-47).
- BALLOUL : 1966W 2 (17-mars-44).
- BANCEL ET ESQUERRE, ENTREPRISE : 1966W 2 (09-avr-43).
- banlieue : 1966W 2 (12-févr-43).
- BARCELO : 1966W 11 (18-juin-62).
- BASS : 1966W 6 (18-juil-52).
- bâtiment administratif : 1966W 1 (09-mars-42).
- BAUDELOT (RAPPORTEUR) : 1966W 1 (02-déc-40) ; 1966W 1 (20-oct-41) ; 1966W 1 (15-juin-42) ; 1966W 1 (17-juil-42) ; 1966W 2 (12-févr-43) ; 1966W 2 (17-déc-43) ; 1966W 2 (05-mai-44) ; 1966W 2 (07-juil-44) ; 1966W 3 (11-mai-45) ; 1966W 6 (09-nov-51) ; 1966W 6 (15-févr-52) ; 1966W 7 (30-janv-53) ; 1966W 7 (09-avr-54) ; 1966W 9 (08-févr-57) ; 1966W 9 (13-févr-58) ; 1966W 9 (20-nov-58) ; 1966W 10 (15-oct-59) ; 1966W 10 (16-juin-60).
- BAUSSANT : 1966W 2 (05-mai-44).
- BAZAR DE L'HOTEL DE VILLE : 1966W 13 (24-mai-66).
- BAZIN, CONSORTS : 1966W 1 (10-mars-41).
- Beauharnais, cité* : 1966W 13 (14-avr-67).
- Beauregard, domaine de* : 1966W 16 (08-nov-71).
- Belle-épine, parc des sports de* : 1966W 13 (27-janv-66).
- Belleville, rue de* : 1966W 1 (02-déc-40) ; 1966W 9 (13-févr-58).
- BELLON : 1966W 2 (17-mars-44).
- BEMBERG : 1966W 2 (26-mars-43).
- Bercy, entrepôt de* : 1966W 1 (16-juin-41) ; 1966W 1 (15-juin-42) ; 1966W 2 (14-mai-43) ; 1966W 4 (17-déc-48) ; 1966W 7 (10-juil-53) ; 1966W 9 (28-nov-57) ; 1966W 12 (01-juin-65) ; 1966W 12 (29-juin-65).
- BERNARD (RAPPORTEUR) : 1966W 2 (17-déc-43) ; 1966W 2 (18-févr-44) ; 1966W 2 (05-mai-44) ; 1966W 2 (07-juil-44) ; 1966W 2 (22-déc-44) ; 1966W 3 (23-mars-45) ; 1966W 3 (14-déc-45) ; 1966W 3 (07-juin-46) ; 1966W 3 (11-oct-46) ; 1966W 3 (20-déc-46) ; 1966W 3 (28-févr-47) ; 1966W 3 (09-mai-47) ; 1966W 3 (12-déc-47) ; 1966W 4 (30-avr-48) ; 1966W 4 (07-janv-49) ; 1966W 5 (22-juil-49) ; 1966W 5 (17-févr-50) ; 1966W 5 (27-oct-50) ; 1966W 6 (02-févr-51).
- BERNSTEIN : 1966W 5 (16-déc-49).
- BERTA : 1966W 8 (04-mars-55).
- Berthier, boulevard* : 1966W 9 (25-juin-59).
- BERTON (RAPPORTEUR) : 1966W 2 (26-mars-43) ; 1966W 2 (14-mai-43) ; 1966W 2 (17-déc-43) ; 1966W 2 (02-juin-44) ; 1966W 3 (11-oct-46) ; 1966W 3 (18-avr-47) ; 1966W 3 (09-mai-47) ; 1966W 3 (16-mai-47) ; 1966W 3 (12-déc-47) ; 1966W 4 (11-juin-48) ; 1966W 4 (01-avr-49) ; 1966W 5 (17-mars-50) ; 1966W 5 (21-avr-50) ; 1966W 6 (02-févr-51) ; 1966W 6 (07-nov-52) ; 1966W 7 (10-juil-53) ; 1966W 7 (10-déc-54) ; 1966W 8 (25-mars-55) ; 1966W 8 (27-avr-56) ; 1966W 10 (16-juin-60).
- Berton, rue* : 1966W 9 (23-janv-58).
- Bessières, boulevard* : 1966W 11 (22-mars-62).
- BEUGMIL : 1966W 3 (20-juil-45).
- Bezons* : 1966W 7 (09-juil-54).
- Bicêtre, hospice de* : 1966W 6 (09-nov-51).
- Bièvre, rivière* : 1966W 1 (21-juil-41).
- BLUMEL (RAPPORTEUR) : 1966W 3 (07-nov-47) ; 1966W 6 (06-juin-52) ; 1966W 12 (04-févr-63).
- bois de chauffage : 1966W 6 (06-avr-51).
- BOISNARD (RAPPORTEUR) : 1966W 1 (21-juil-41).
- BONDOUX (RAPPORTEUR) : 1966W 2 (12-févr-43) ; 1966W 2 (23-juil-43) ; 1966W 3 (05-avr-46) ; 1966W 3 (07-juin-46) ; 1966W 3 (28-févr-47) ; 1966W 3 (16-mai-47) ; 1966W 3 (19-déc-47) ; 1966W 4 (19-mars-48) ; 1966W 4 (30-avr-48) ; 1966W 4 (17-déc-48) ; 1966W 4 (07-janv-49) ; 1966W 4 (13-mai-49) ; 1966W 5 (24-juin-49) ; 1966W 5 (17-févr-50) ; 1966W 5 (31-mars-50) ; 1966W 6 (09-nov-51) ; 1966W 6 (14-déc-51) ; 1966W 6 (15-févr-52) ; 1966W 6 (09-mai-52) ; 1966W 6 (18-juil-52) ; 1966W 6 (07-nov-52) ; 1966W 7 (27-avr-53) ; 1966W 7 (18-déc-53) ; 1966W 7 (09-avr-54) ; 1966W 7 (19-nov-54) ; 1966W 8 (20-mai-55) ; 1966W 8 (27-avr-56) ; 1966W 8 (12-oct-56) ; 1966W 9 (17-mai-57) ; 1966W 9 (21-juin-57) ; 1966W 9 (23-janv-58) ; 1966W 9 (23-janv-58) ; 1966W 9 (26-févr-59) ; 1966W 9 (25-juin-59) ; 1966W 10 (08-oct-59) ; 1966W 10 (07-avr-60) ; 1966W 10 (20-janv-61) ; 1966W 10 (16-mai-61) ; 1966W 11 (18-janv-62) ; 1966W 11 (01-mars-62) ; 1966W 16 (25-janv-72).
- BORIE, ENTREPRISE : 1966W 3 (16-mai-47).
- boucherie : 1966W 2 (05-nov-43) ; 1966W 3 (20-juil-45) ; 1966W 6 (04-mai-51) ; 1966W 6 (07-mars-52) ; 1966W 9 (02-juil-59).
- BOUISSON, MME : 1966W 6 (09-mai-52).
- BOULANGER (RAPPORTEUR) : 1966W 9 (15-mars-57) ; 1966W 9 (22-janv-59).
- boulangerie : 1966W 6 (11-janv-52).
- boulevard périphérique : 1966W 5 (27-oct-50) ; *v. aussi* réseau routier.
- Boulogne-Billancourt* : 1966W 2 (18-févr-44) ; 1966W 7 (22-janv-54) ; 1966W 18 (14-févr-74).
- Bourse, place de la* : 1966W 12 (23-oct-64) ; *v. aussi* Palais de la Bourse.
- BOUTTERIN NOËL : 1966W 5 (22-juil-49).
- BRUN, EPOUX : 1966W 10 (08-oct-59).
- Budapest, rue de* : 1966W 1 (09-mars-42).
- budget : 1966W 6 (04-mai-51).
- BUILDING ANJOU SAINT-LAZARE : 1966W 10 (06-juil-60).
- BULLETIN MUNICIPAL OFFICIEL : 1966W 2 (18-janv-43).

Bullion Longchêne, centre de protection infantile :
1966W 8 (07-déc-56).

BUREAU : 1966W 2 (07-juil-44).

C

C.I.T.R.A : 1966W 17 (25-oct-72).

Cachan : 1966W 8 (11-mai-56) ; 1966W 10 (06-juil-61).

Cadet, rue : 1966W 3 (24-mai-46).

CAHEN : 1966W 6 (02-févr-51).

CAHEN, LEGS : 1966W 1 (09-mars-42).

cahier des clauses générales des travaux d'architecture de
la Ville de Paris : 1966W 2 (09-avr-43) ; v. *aussi*
marché public.

CAISSE D'ÉPARGNE : 1966W 6 (07-mars-52).

CAISSE DES ÉCOLES : 1966W 6 (04-mai-51) ; 1966W 6
(06-juin-52) ; v. *aussi* maire d'arrondissement.

- DU 13^E ARRONDISSEMENT : 1966W 6 (14-déc-51).

- DU 19^E ARRONDISSEMENT : 1966W 6 (15-févr-
52). CAISSE D'ESCOMPTE DE LA SEINE : 1966W 1 (17-
juil-42).

CAISSE DE COMPENSATION : 1966W 1 (26-mai-41).

CAISSE DÉPARTEMENTALE AUXILIAIRE DE PRETS
IMMOBILIERS : 1966W 7 (30-janv-53).

CAISSE FRANCO-NEERLANDAISE DE CAUTIONNEMENT :
1966W 2 (12-févr-43).

CAISSE MUNICIPALE : 1966W 1 (10-mars-41).

CAMILLE BERNARD (RAPPORTEUR) : 1966W 2 (23-juil-43).

CANET : 1966W 1 (15-juin-42).

CAPELLE-LEGAL ET POISSANT, SOCIÉTÉ : 1966W 3 (11-
mai-45).

CARBONNELL MOSSE : 1966W 3 (18-avr-47).

Carnalet, musée : 1966W 5 (16-déc-49) ; 1966W 6
(06-juin-52).

carrière souterraine : 1966W 11 (05-juil-63).

Caserne de la Nouvelle-France : 1966W 1 (03-mars-41).

Castiglione, rue de : 1966W 10 (23-févr-61).

cautionnement : 1966W 1 (10-mars-41).

CAYLA : 1966W 9 (20-nov-58).

CAZEAUX : 1966W 3 (20-juil-45).

Célestins, caserne des : 1966W 4 (25-juin-48).

CENTRE FRANÇAIS DE PROTECTION DE L'ENFANCE :
1966W 16 (04-mai-72).

CENTRE NATIONAL D'ENSEIGNEMENT MÉNAGER : 1966W
11 (22-mars-62).

cession amiable : 1966W 1 (21-juil-41) ; 1966W 2 (17-
nov-44) ; 1966W 10 (16-juin-60).

CGE : COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ENTREPRISES.

CHABANIER, DOCTEUR : 1966W 7 (11-déc-53) ; 1966W 7
(10-déc-54).

CHAILLEUX : 1966W 6 (09-mai-52).

CHAIX : 1966W 2 (17-déc-43).

chambre syndicale : v. *aussi* syndicat, union.

- DES BOIS À BRULER : 1966W 6 (06-avr-51).

- DES ENTREPRENEURS DE POMPES FUNÈBRES DE FRANCE
ET DES COLONIES : 1966W 2 (17-mars-44).

- NATIONALE DE LA BOULANGERIE : 1966W 6 (11-janv-52).

Champ de Mars : 1966W 13 (22-nov-67).

Champs-Élysées, avenue des : 1966W 10 (07-avr-60).

Chapelle, boulevard de la : 1966W 1 (02-déc-40).

CHARBONNIÈRE D'AUBERVILLIERS, SOCIÉTÉ LA : 1966W 4
(30-avr-48).

Charenton, pont de : 1966W 2 (13-oct-44).

Charlemagne, rue : 1966W 7 (18-déc-53).

CHARNAY : 1966W 2 (23-juil-43).

Charonne, réservoirs de : 1966W 3 (11-oct-46).

chauffage collectif : 1966W 4 (13-mai-49).

chauffeur de taxi : 1966W 3 (24-mai-46) ; 1966W 5 (24-
juin-49) ; 1966W 6 (12-déc-52) ; 1966W 7 (09-avr-
54) ; 1966W 7 (19-nov-54) ; 1966W 8 (03-févr-56) ;
1966W 10 (26-nov-59) ; 1966W 11 (12-déc-62) ;
1966W 11 (17-janv-63) ; 1966W 13 (04-oct-66) ;
1966W 14 (11-janv-68).

CHAUMEL : 1966W 3 (23-mars-45).

chien : 1966W 1 (09-mars-42).

CHRISTIANI ET NIELSEN, SOCIÉTÉ : 1966W 2 (22-déc-44).

cimetière : 1966W 2 (18-févr-44) ; 1966W 8 (07-déc-
56) ; 1966W 13 (03-févr-67).

cinéma : 1966W 8 (25-mars-55) ; 1966W 10 (20-janv-
61) ; 1966W 10 (16-mai-61) ; v. *aussi* GAUMONT.

CIPAG : v. COMPAGNIE PARISIENNE DE GESTION.

clause d'habitation bourgeoise : 1966W 9 (22-janv-59) ;
voir servitude d'habitation bourgeoise .

clause de perpétuité : 1966W 13 (18-nov-66).

Clémentel, cité : 1966W 3 (23-mars-45).

Clichy : 1966W 11 (18-janv-62).

code : v. *aussi* décret, loi, ordonnance.

- civil, article 1722 : 1966W 2 (18-févr-44).

- de l'administration communale : 1966W 11 (18-juin-
62).

- de l'urbanisme et de l'habitation : 1966W 9 (21-juin-
57) ; 1966W 9 (05-juil-57).

- des impôts directs : 1966W 4 (07-janv-49).

collège : 1966W 17 (11-mai-73).

Colombes : 1966W 1 (10-mars-41) ; 1966W 2 (05-nov-
43).

colonie de vacances : 1966W 6 (15-févr-52).

COMBES : 1966W 4 (01-avr-49).

COMITE DE LA FOIRE DE PARIS : 1966W 6 (06-juin-52).

COMITE DE LIBÉRATION DU IX^E ARRONDISSEMENT : 1966W
8 (04-mars-55).

commerce : 1966W 6 (14-déc-51) ; 1966W 6 (07-nov-
52) ; 1966W 9 (20-mars-58) ; 1966W 11 (18-juin-62) ;
1966W 14 (13-nov-68).

COMMISSAIRE À LA CONSTRUCTION ET À L'URBANISME
POUR LA RÉGION PARISIENNE : 1966W 9 (02-juil-59).

COMMISSION DÉPARTEMENTALE D'URBANISME : 1966W 9
(21-juin-57).

compagnie : v. *aussi* société.
- DES AGENTS DE CHANGE : 1966W 12 (04-févr-63).
- DES EAUX : 1966W 7 (09-juil-54).
- DU CHEMIN DE FER METROPOLITAIN : 1966W 7 (17-avr-53).
- DU GAZ DE PARIS : 1966W 1 (15-juin-42) ; 1966W 2 (22-déc-44) ; 1966W 3 (05-avr-46) ; 1966W 6 (09-mai-52).
- GENERALE D'ENTREPRISES : 1966W 1 (19-janv-42) ; 1966W 2 (09-avr-43).
- GENERALE DE TRACTION SUR LES VOIES NAVIGABLES : 1966W 9 (26-févr-59).
- GENERALE DES EAUX : 1966W 3 (11-mai-45) ; 1966W 9 (05-juil-57) ; 1966W 8 (25-mars-55).
- IMMOBILIERE DE PARIS : 1966W 9 (22-janv-59).
- PARISIENNE DE GESTION : 1966W 2 (22-déc-44) ; 1966W 6 (04-mai-51).
comptabilité publique : 1966W 6 (06-juin-52).
comptabilité : 1966W 1 (26-mai-41) ; 1966W 1 (15-juin-42) ; 1966W 2 (14-mai-43) ; 1966W 7 (17-avr-53).
concession domaniale : 1966W 2 (14-mai-43) ; 1966W 4 (23-juil-48) ; 1966W 5 (17-févr-50) ; 1966W 5 (15-déc-50) ; 1966W 6 (02-févr-51) ; 1966W 6 (04-mai-51) ; 1966W 8 (20-mai-55) ; 1966W 8 (27-avr-56) ; 1966W 8 (12-oct-56) ; 1966W 9 (20-mars-58) ; 1966W 10 (08-oct-59) ; 1966W 10 (15-oct-59) ; 1966W 10 (21-janv-60) ; 1966W 10 (23-févr-61) ; 1966W 11 (28-nov-63) ; 1966W 13 (21-juin-67) ; 1966W 14 (24-avr-69) ; 1966W 3 (09-mai-47).
condition féminine : 1966W 7 (27-avr-53).
Conflans, pont de : 1966W 12 (04-mai-65).
CONSEIL D'ETAT : 1966W 2 (22-déc-44) ; 1966W 10 (17-mars-60).
CONSEIL DE PREFECTURE DE LA SEINE : 1966W 1 (17-juil-42) ; 1966W 1 (09-mars-42) ; 1966W 2 (12-févr-43) ; 1966W 2 (26-mars-43) ; 1966W 2 (17-déc-43) ; 1966W 2 (02-juin-44) ; 1966W 3 (28-févr-47) ; 1966W 3 (23-mai-47) ; 1966W 6 (09-nov-51) ; 1966W 6 (11-janv-52)..
construction : 1966W 2 (18-janv-43) ; 1966W 4 (01-avr-49) ; 1966W 5 (27-oct-50) ; 1966W 7 (30-janv-53) ; 1966W 8 (03-févr-56) ; 1966W 9 (15-mars-57) ; 1966W 9 (21-juin-57) ; 1966W 10 (15-oct-59) ; 1966W 10 (09-déc-60) ; 1966W 12 (16-janv-64).
contrats d'amodiation : 1966W 13 (03-févr-67).
contrats en la forme administrative : 1966W 10 (05-mai-60).
Convention, rue de la : 1966W 10 (27-oct-60).
COOPERATIVE SUCHET DES DEPORTES DE LA RESISTANCE, SOCIETE : 1966W 11 (01-mars-62) ; 1966W 12 (04-févr-63).
COTAX, SOCIÉTÉ : 1966W 13 (04-oct-66).
cour commune : 1966W 5 (31-mars-50).
COUR D'APPEL DE PARIS : 1966W 8 (20-mai-55) ; 1966W 9 (20-nov-58) ; 1966W 9 (22-janv-59) ; 1966W 13 (21-juin-67).
COUR DES COMPTES : 1966W 2 (02-juin-44) ; 1966W 5 (21-avr-50).

Courneuve, la : 1966W 9 (28-nov-57).
CUSTOT : 1966W 3 (12-déc-47) ; 1966W 8 (28-oct-55).
CUVILLIER : 1966W 2 (13-oct-44) ; 1966W 7 (10-juil-53).

D

DARRAS ET JOUANIN, ENTREPRISE : 1966W 1 (20-oct-41).
David d'Angers, rue : 1966W 5 (21-avr-50).
Davout, boulevard : 1966W 16 (04-mai-72).
DE SOTO (RAPPORTEUR) : 1966W 3 (12-déc-47) ; 1966W 4 (19-mars-48) ; 1966W 4 (30-avr-48) ; 1966W 4 (11-juin-48) ; 1966W 4 (23-juil-48) ; 1966W 5 (27-janv-50) ; 1966W 5 (21-juil-50) ; 1966W 5 (27-oct-50) ; 1966W 5 (15-déc-50) ; 1966W 6 (02-févr-51) ; 1966W 6 (06-avr-51) ; 1966W 6 (04-mai-51) ; 1966W 6 (09-nov-51) ; 1966W 6 (14-déc-51) ; 1966W 6 (11-janv-52) ; 1966W 6 (07-mars-52) ; 1966W 6 (09-mai-52) ; 1966W 6 (06-juin-52) ; 1966W 7 (30-janv-53) ; 1966W 7 (17-avr-53) ; 1966W 7 (26-juin-53) ; 1966W 7 (10-juil-53) ; 1966W 7 (11-déc-53) ; 1966W 7 (08-janv-54) ; 1966W 7 (22-janv-54) ; 1966W 7 (10-déc-54) ; 1966W 8 (25-mars-55) ; 1966W 8 (20-mai-55) ; 1966W 8 (27-avr-56) ; 1966W 8 (11-mai-56) ; 1966W 8 (07-déc-56) ; 1966W 9 (28-nov-57) ; 1966W 9 (26-févr-59) ; 1966W 9 (02-juil-59) ; 1966W 10 (05-mai-60) ; 1966W 10 (27-oct-60) ; 1966W 10 (23-févr-61) ; 1966W 11 (25-janv-62) ; 1966W 11 (28-juin-62) ; 1966W 11 (29-nov-62) ; 1966W 11 (30-mai-63) ; 1966W 11 (17-juin-63) ; 1966W 11 (28-nov-63) ; 1966W 12 (27-févr-64) ; 1966W 12 (03-févr-65) ; 1966W 12 (01-juin-65) ; 1966W 12 (29-juin-65) ; 1966W 12 (25-nov-65) ; 1966W 13 (18-nov-66) ; 1966W 13 (03-févr-67) ; 1966W 13 (12-oct-67) ; 1966W 14 (19-juin-68) ; 1966W 14 (20-mars-69) ; 1966W 14 (24-avr-69) ; 1966W 14 (15-oct-69) ; 1966W 15 (11-mars-70) ; 1966W 15 (10-juin-70) ; 1966W 15 (26-nov-70) ; 1966W 15 (26-févr-71) ; 1966W 16 (19-mai-71) ; 1966W 16 (13-oct-71) ; 1966W 16 (25-oct-71) ; 1966W 16 (25-janv-72) ; 1966W 17 (28-juin-72) ; 1966W 17 (25-oct-72) ; 1966W 17 (11-mai-73) ; 1966W 18 (27-sept-73) ; 1966W 18 (25-oct-73) ; 1966W 18 (14-févr-74) ; 1966W 18 (06-nov-74).
DEBROSSE & FILS, SOCIETE : 1966W 8 (20-mai-55).
déchéance quadriennale : 1966W 1 (10-mars-41).
déclaration d'utilité publique : 1966W 1 (17-juil-42) ; 1966W 7 (26-juin-53) ; 1966W 8 (28-oct-55) ; 1966W 12 (01-juin-65).
Décret : v. *aussi* arrêté, décret-loi, loi, ordonnance.
- du 31 mai 1862 : 1966W 6 (06-juin-52).
- du 16 juillet 1935 : 1966W 1 (26-mai-41).
- du 26 septembre 1939 relatif aux rapports entre bailleurs et locataires, modifié par le décret du 1er juin 1940 et la loi du 24 juin 1941 : 1966W 1 (19-janv-42).
- du 21 mars 1947 modifiant le décret du 25 octobre 1934 sur le régime des titres nominatifs : 1966W 3 (02-mai-47).
- du 5 novembre 1949 : 1966W 5 (21-avr-50).
- du 30 septembre 1953 : 1966W 9 (20-mars-58) ; 1966W 10 (09-déc-60).

- du 5 octobre 1953 : 1966W 8 (27-avr-56).
- n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la
publicité foncière : 1966W 9 (28-nov-57).
décret-loi : v. *aussi* arrêté, décret, loi, ordonnance.
- du 8 août 1935 : 1966W 8 (16-mars-56) ; 1966W 9 (23-
janv-58).
- du 30 octobre 1935 : 1966W 2 (17-déc-43).
- du 8 août 1936 : 1966W 8 (25-mars-55).
- du 28 mai 1940 sur la perte de valeurs mobilières par
suite de faits de guerre : 1966W 2 (07-juil-44).
défense passive : 1966W 2 (09-avr-43) ; v. *aussi*
occupation allemande.
DELACOURT : 1966W 2 (14-mai-43).
DELAN : 1966W 4 (11-juin-48).
DELAUNAY : 1966W 6 (11-janv-52).
délégation de la signature préfectorale : 1966W 10 (05-
mai-60).
DELIBES, LEO : 1966W 3 (12-déc-47).
DELMER : 1966W 9 (13-févr-58).
DEPARTEMENT DU VAL DE MARNE : 1966W 14 (20-mars-
68).
DERBEZ : 1966W 2 (22-déc-44).
désaffectation : 1966W 7 (22-janv-54) ; 1966W 8 (25-
mars-55) ; 1966W 12 (01-juin-65) ; v. *aussi* propriété
publique.
DESBORDES : 1966W 3 (11-oct-46).
DESFORGES : 1966W 3 (28-févr-47).
DI BERARDINO : 1966W 6 (15-févr-52).
diplôme de capacité : 1966W 11 (12-déc-62) ; v. *aussi*
chauffeur de taxi.
directeur d'école : 1966W 3 (16-mai-47).
Discothèque de Paris : 1966W 16 (04-mai-72).
distribution de l'électricité : 1966W 3 (26-oct-45) ; v.
aussi électricité.
distribution du gaz : 1966W 2 (17-déc-43) ; v. *aussi* gaz.
DOCKS DE PARIS : 1966W 1 (15-juin-42).
Domaine Départemental du Nord Est : 1966W 5 (21-avr-
50) ; 1966W 6 (02-févr-51).
DOMETTE : 1966W 14 (13-nov-68).
dommages de guerre : 1966W 2 (18-févr-44) ; 1966W 2
(07-juil-44) ; 1966W 8 (20-mai-55) ; v. *aussi*
occupation allemande.
donation : 1966W 16 (08-nov-71).
DRIENCOURT : 1966W 2 (07-juil-44).
droit de marché : 1966W 9 (20-mars-58).
droit de voirie : 1966W 8 (26-oct-56).
droit de vue et d'accès : 1966W 12 (25-nov-65) ; v. *aussi*
servitude.
droits d'auteur : 1966W 7 (30-janv-53) ; 1966W 16 (04-
mai-72) ; v. *aussi* publication
droits de port : 1966W 16 (19-mai-71).
DRUGEON : 1966W 9 (23-janv-58).
Duc, rue : 1966W 9 (05-juil-57).
DUFOIRT, MME : 1966W 10 (16-juin-60).

DUMONT : 1966W 4 (13-mai-49).
DUTUIT : 1966W 7 (18-déc-53).

E

EAU ET ASSAINISSEMENT, SOCIETE : 1966W 2 (18-janv-
43).
eau potable : 1966W 1 (19-janv-42) ; 1966W 2 (22-déc-
44) ; 1966W 4 (05-nov-48) ; 1966W 5 (27-oct-50) ;
1966W 8 (16-mars-56) ; 1966W 9 (20-mars-58) ;
1966W 11 (22-mars-62) ; v. *aussi* égout.
échange de terrains : 1966W 9 (23-janv-58) ; v. *aussi*
cession, expropriation, vente, propriété publique.
école maternelle des habitations à bon marché de la porte
d'Aubervilliers : 1966W 1 (19-janv-42).
église : 1966W 9 (02-juil-59) ; 1966W 12 (28-oct-65) ;
1966W 13 (18-nov-66) ; v. *aussi* propriété publique.
Eglises, rue des : 1966W 16 (04-mai-72).
égout : 1966W 2 (22-déc-44) ; 1966W 3 (07-juin-46) ;
1966W 3 (16-mai-47) ; 1966W 3 (07-nov-47) ; 1966W
2 (02-juin-44) ; v. *aussi* eau.
Eiffel, tour : 1966W 3 (05-avr-46) ; 1966W 5 (15-déc-
50).
ELECTRICITE DE FRANCE : 1966W 6 (14-déc-51) ; 1966W
10 (21-janv-60).
électricité : 1966W 1 (16-juin-41) ; 1966W 2 (17-déc-
43) ; 1966W 2 (22-déc-44) ; 1966W 3 (11-juil-47) ;
1966W 5 (27-oct-50) ; 1966W 8 (07-déc-56) ; 1966W
10 (21-janv-60) ; v. *aussi* distribution de l'électricité.
ELEVAGE DU GRAND MORIN, SOCIETE : 1966W 3 (07-nov-
47).
ELEVEURS DU BOURBONNAIS, SOCIETE LES : 1966W 3 (14-
déc-45).
élu : 1966W 7 (08-janv-54) ; v. *aussi* maire
d'arrondissement.
Elysée, pavillon de l' : 1966W 2 (23-juil-43).
ENGRAND (RAPPORTEUR) : 1966W 3 (11-mai-45) ; 1966W
3 (09-mai-47).
enregistrement : 1966W 1 (10-mars-41).
ENTREPRISE CAMPENON BERNARD : 1966W 15 (26-févr-
71).
espace vert : 1966W 10 (06-juil-61).
établissement scolaire : 1966W 8 (20-mai-55) ; 1966W 8
(26-oct-56).
ETABLISSEMENTS FILTRANTS D'IVRY ET SAINT-MAUR :
1966W 1 (03-mars-41).
état civil : 1966W 4 (11-juin-48) ; 1966W 7 (10-déc-54) ;
v. *aussi* archives publiques.
Europe, marché de l' : 1966W 9 (05-juil-57).
éviction commerciale : 1966W 1 (20-oct-41) ; 1966W 3
(19-déc-47) ; 1966W 9 (20-mars-58) ; 1966W 10 (26-
nov-59).
éviction industrielle : 1966W 9 (23-janv-58).
éviction : 1966W 3 (07-nov-47) ; 1966W 7 (26-juin-53) ;
1966W 12 (29-juin-65) ; 1966W 15 (10-juin-70).
Expositions, parc des : 1966W 6 (06-juin-52).

expropriation : 1966W 1 (02-déc-40) ; 1966W 1 (21-juil-41) ; 1966W 1 (09-mars-42) ; 1966W 1 (29-juin-42) ; 1966W 2 (18-févr-44) ; 1966W 2 (05-mai-44) ; 1966W 2 (07-juil-44) ; 1966W 3 (07-juin-46) ; 1966W 3 (12-déc-47) ; 1966W 4 (05-nov-48) ; 1966W 5 (17-févr-50) ; 1966W 6 (14-déc-51) ; 1966W 6 (18-juil-52) ; 1966W 6 (07-nov-52) ; 1966W 6 (12-déc-52) ; 1966W 7 (27-avr-53) ; 1966W 7 (10-juil-53) ; 1966W 8 (28-oct-55) ; 1966W 8 (16-mars-56) ; 1966W 8 (12-oct-56) ; 1966W 9 (08-févr-57) ; 1966W 9 (17-mai-57) ; 1966W 9 (28-nov-57) ; 1966W 9 (23-janv-58) ; 1966W 9 (26-févr-59) ; 1966W 10 (16-juin-60) ; 1966W 11 (30-mai-63).

F

faillite : v. société.
FALASCHI : 1966W 4 (01-avr-49).
FAROCHE : 1966W 9 (13-févr-58).
Faubourg Saint-Antoine, orphelinat : 1966W 3 (11-mai-45).
Faubourg Saint-Honoré, rue du : 1966W 10 (15-oct-59).
FAUGERAS : 1966W 2 (09-avr-43).
FEDERATION MUTUALISTE DE LA SEINE : 1966W 7 (26-juin-53).
FEDERATION PARISIENNE DU BATIMENT : 1966W 11 (22-mars-62).
FENDER, CONSORTS : 1966W 9 (23-janv-58).
fermage : 1966W 8 (16-mars-56).
FIATTE : 1966W 11 (18-juin-62).
fichier immobilier : 1966W 9 (28-nov-57) ; v. aussi construction, expropriation, habitat insalubre, logement.
FILLESOYE : 1966W 14 (20-mars-68).
Foch, avenue : 1966W 13 (20-avr-66).
FONCIERE, SOCIETE LA : 1966W 3 (07-nov-47).
fonctionnaire : 1966W 2 (05-mai-44) ; v. aussi personnel.
FONDATION ROTHSCHILD : 1966W 1 (02-déc-40).
FONDS NATIONAL D'AMELIORATION DE L'HABITATION : 1966W 6 (06-juin-52).
FOREST : 1966W 1 (10-mars-41).
FORESTIER : 1966W 3 (09-févr-45).
forêt : 1966W 3 (14-déc-45).
FOURCADE (RAPPORTEUR) : 1966W 1 (15-juin-42) ; 1966W 2 (27-juil-42).
FOUSSADIER : 1966W 1 (29-juin-42).
FRANCE, MME : 1966W 6 (09-nov-51).
François I^{er}, rue : 1966W 8 (03-févr-56) ; 1966W 18 (06-nov-74).

G

GAGNY : 1966W 3 (16-mai-47).
Gaité lyrique, théâtre de la : 1966W 9 (25-juin-59).
GARAGE VENDOME, SOCIETE DU : 1966W 9 (03-mai-57).

Garde républicaine, caserne : 1966W 5 (15-déc-50) ; 1966W 6 (06-juin-52).
GASCARD : 1966W 8 (12-oct-56).
GAUMONT, ETABLISSEMENTS : 1966W 8 (25-mars-55).
gaz : 1966W 1 (16-juin-41) ; 1966W 3 (11-juil-47) ; 1966W 5 (27-oct-50) ; 1966W 6 (09-mai-52) ; v. aussi distribution du gaz).
Général Foy, rue du : 1966W 9 (22-janv-59).
Gennevilliers, port départemental de : 1966W 13 (03-févr-67).
Gentilly : 1966W 1 (21-juil-41).
GERANTON (RAPPORTEUR) : 1966W 3 (23-mars-45).
GILLES : 1966W 4 (30-avr-48).
GILLET, EPOUX : 1966W 7 (22-janv-54).
GIRAUDOUX, JEAN : 1966W 8 (07-déc-56).
GIRAUDY, SOCIETE : 1966W 4 (27-févr-48) ; 1966W 4 (25-juin-48) ; 1966W 4 (13-mai-49) ; 1966W 6 (09-nov-51).
Glandier, prévetorium du : 1966W 9 (17-mai-57).
GONTRAND : 1966W 2 (05-mai-44).
GOSSET : 1966W 7 (22-janv-54).
GOUY : 1966W 2 (17-nov-44).
GRAND, MME : 1966W 6 (07-nov-52).
Grand-Palais : 1966W 13 (20-avr-66).
GRANDS MAGASINS DE LA SAMARITAINE : 1966W 3 (28-févr-47).
grève : 1966W 4 (27-févr-48).
GRIES, CONSORTS : 1966W 7 (28-mai-54).
grossiste : 1966W 9 (02-juil-59) ; 1966W 13 (11-juil-67) ; v. aussi Halles, secteur des.
GUERIN, MME : 1966W 8 (27-avr-56).
GUVARCH : 1966W 1 (20-oct-41).
GUYOT : 1966W 3 (07-nov-47).

H

habitat insalubre : 1966W 7 (27-avr-53) ; 1966W 7 (18-déc-53) ; 1966W 7 (19-nov-54) ; 1966W 9 (26-févr-59) ; v. aussi construction, expropriation, habitat insalubre, logement.
habitation à bon marché : 1966W 1 (26-mai-41).
habitation à loyer modéré : 1966W 14 (19-juin-68).
HABITATION CONFORTABLE, SOCIETE D'HBM : 1966W 2 (22-déc-44).
Halles, périmètre des : 1966W 3 (24-mai-46) ; 1966W 8 (03-févr-56) ; 1966W 9 (21-juin-57) ; 1966W 9 (05-juil-57) ; 1966W 9 (20-mars-58) ; 1966W 9 (21-mai-58) ; 1966W 9 (02-juil-59) ; 1966W 10 (09-déc-60) ; 1966W 11 (18-juin-62).
HALLIER : 1966W 4 (17-déc-48).
HAMEL (RAPPORTEUR) : 1966W 1 (10-mars-41) ; 1966W 1 (09-mars-42) ; 1966W 1 (29-juin-42) ; 1966W 1 (17-juil-42) ; 1966W 2 (12-févr-43) ; 1966W 2 (12-févr-43) ; 1966W 2 (07-juil-44) ; 1966W 3 (09-févr-45) ; 1966W 3 (20-juil-45) ; 1966W 3 (26-oct-45) ; 1966W

3 (20-déc-46) ; 1966W 3 (02-mai-47) ; 1966W 4 (23-juil-48) ; 1966W 4 (07-janv-49) ; 1966W 5 (17-mars-50) ; 1966W 5 (31-mars-50) ; 1966W 5 (02-juin-50) ; 1966W 5 (21-juil-50) ; 1966W 6 (04-mai-51) ; 1966W 6 (07-mars-52) ; 1966W 6 (06-juin-52) ; 1966W 7 (30-janv-53) ; 1966W 7 (18-déc-53) ; 1966W 8 (28-oct-55) ; 1966W 8 (03-févr-56) ; 1966W 8 (26-oct-56) ; 1966W 8 (26-oct-56) ; 1966W 9 (21-juin-57) ; 1966W 9 (05-juil-57) ; 1966W 9 (21-mai-58) ; 1966W 10 (09-déc-60).

Hautes Bruyères, redoute des : 1966W 3 (07-juin-46).

Haj-les-Roses, l' : 1966W 7 (10-déc-54).

HENCKEL, VEUVE : 1966W 3 (09-mai-47).

Henri Becque, rue : 1966W 6 (11-janv-52).

HENRY BATAILLE-SUCHET ET AUTRES, SOCIÉTÉS : 1966W 1 (15-juin-42).

Hermel, rue : 1966W 9 (05-juil-57).

HEROLD (RAPPORTEUR) : 1966W 2 (14-mai-43) ; 1966W 2 (23-juil-43) ; 1966W 2 (18-févr-44) ; 1966W 3 (14-déc-45) ; 1966W 3 (16-mai-47) ; 1966W 7 (28-mai-54) ; 1966W 8 (04-mars-55).

Hoche, avenue : 1966W 7 (30-janv-53).

hôpital : 1966W 9 (15-mars-57) ; 1966W 9 (20-nov-58) ; 1966W 11 (18-janv-62) ; v. aussi Institut Gustave-Roussy.

Hôpital, boulevard de l' : 1966W 2 (02-juin-44) ; 1966W 8 (03-févr-56).

horticulture : 1966W 3 (24-mai-46).

Hôtel de ville, station de métro : 1966W 6 (09-nov-51).

Hôtel des douanes : 1966W 13 (18-nov-66).

huissier : 1966W 3 (05-avr-46) ; v. aussi notaire.

hygiène sociale : 1966W 3 (23-mars-45) ; v. aussi alcool, tuberculose.

hypothèque légale : 1966W 7 (18-déc-53).

hypothèques : 1966W 2 (05-nov-43).

I

îlot 13 : 1966W 8 (27-avr-56).

îlot 16 : 1966W 6 (09-mai-52) ; 1966W 7 (19-nov-54) ; 1966W 9 (23-janv-58).

îlot 18 : 1966W 1 (15-juin-42) ; 1966W 2 (13-oct-44) ; 1966W 11 (01-mars-62) ; 1966W 12 (04-févr-63).

îlot 19 : 1966W 1 (17-juil-42) ; 1966W 9 (15-mars-57).

îlot 23 : 1966W 8 (28-oct-55).

îlot 24 : 1966W 1 (20-oct-41) ; 1966W 8 (28-oct-55).

îlot C4 : 1966W 18 (27-sept-73).

immigré : 1966W 4 (23-juil-48).

impôt : v. aussi taxe, redevance, droits.

impôt sur le revenu des valeurs mobilières : 1966W 6 (14-déc-51).

IMPRIMERIE MUNICIPALE : 1966W 2 (14-mai-43).

incendie : 1966W 3 (11-mai-45) ; 1966W 3 (16-mai-47).

indemnisation : 1966W 1 (16-juin-41) ; 1966W 1 (21-juil-41) ; 1966W 1 (20-oct-41) ; 1966W 1 (19-janv-42) ; 1966W 1 (15-juin-42) ; 1966W 1 (29-juin-42) ;

1966W 1 (17-juil-42) ; 1966W 2 (12-févr-43) ; 1966W 2 (09-avr-43) ; 1966W 2 (14-mai-43) ; 1966W 2 (17-déc-43) ; 1966W 2 (18-févr-44) ; 1966W 2 (05-mai-44) ; 1966W 3 (23-mars-45) ; 1966W 3 (11-oct-46) ; 1966W 4 (19-mars-48) ; 1966W 5 (31-mars-50) ; 1966W 9 (15-mars-57) ; 1966W 9 (17-mai-57) ; 1966W 9 (13-févr-58) ; 1966W 9 (26-févr-59) ; 1966W 12 (29-juin-65) ; 1966W 18 (25-oct-73) ; v. aussi accident, éviction, expropriation.

ingénieur en chef des travaux de Paris : 1966W 2 (17-mars-44) ; 1966W 3 (26-oct-45) v. aussi personnel, fonctionnaire, licenciement.

Ingres, avenue : 1966W 7 (30-janv-53).

inondation : 1966W 1 (17-juil-42) ; 1966W 2 (09-avr-43) ; 1966W 2 (17-déc-43).

installation classée : 1966W 6 (07-nov-52) ; 1966W 7 (08-janv-54).

installation sportive : 1966W 13 (22-nov-67).

INSTITUT DE FRANCE : 1966W 6 (18-juil-52).

INSTITUT GUSTAVE ROUSSY : 1966W 9 (15-mars-57) ; 1966W 9 (20-nov-58).

Issy-les-Moulineaux, champ de manœuvres : 1966W 12 (24-mars-65).

Italie, secteur : 1966W 15 (20-févr-70).

Ivry sur Seine : 1966W 1 (03-mars-41) ; 1966W 3 (07-nov-47) ; 1966W 3 (19-déc-47) ; 1966W 4 (07-janv-49).

- *abattoirs* : 1966W 2 (05-nov-43).

J

JACOPOZZI : 1966W 3 (19-déc-47).

Jardin d'acclimatation : 1966W 5 (17-févr-50) ; 1966W 6 (02-févr-51) ; 1966W 8 (20-mai-55).

Jardins Saint-Paul, rue des : 1966W 6 (09-mai-52).

Jean Colly, rue : 1966W 8 (12-oct-56).

Jean XXIII, square : 1966W 17 (25-oct-72).

Jeanne d'Arc, place : 1966W 8 (12-oct-56).

Joinville-le-Pont : 1966W 7 (22-janv-54).

JOLLY (RAPPORTEUR) : 1966W 1 (19-janv-42) ; 1966W 1 (09-mars-42) ; 1966W 1 (15-juin-42) ; 1966W 1 (29-juin-42) ; 1966W 1 (17-juil-42) ; 1966W 2 (18-janv-43) ; 1966W 2 (12-févr-43) ; 1966W 2 (09-avr-43) ; 1966W 2 (09-avr-43) ; 1966W 2 (14-mai-43) ; 1966W 2 (17-déc-43) ; 1966W 2 (17-mars-44) ; 1966W 2 (05-mai-44) ; 1966W 2 (02-juin-44) ; 1966W 2 (13-oct-44) ; 1966W 2 (17-nov-44) ; 1966W 2 (22-déc-44) ; 1966W 3 (11-mai-45) ; 1966W 3 (20-juil-45) ; 1966W 3 (26-oct-45) ; 1966W 3 (05-avr-46) ; 1966W 3 (24-mai-46) ; 1966W 3 (07-juin-46) ; 1966W 3 (11-oct-46) ; 1966W 3 (28-févr-47) ; 1966W 3 (16-mai-47) ; 1966W 4 (27-févr-48) ; 1966W 4 (19-mars-48) ; 1966W 4 (30-avr-48) ; 1966W 4 (11-juin-48) ; 1966W 4 (23-juil-48) ; 1966W 4 (05-nov-48) ; 1966W 4 (05-nov-48) ; 1966W 4 (07-janv-49) ; 1966W 4 (01-avr-49) ; 1966W 4 (13-mai-49) ; 1966W 5 (22-juil-49) ; 1966W 5 (16-déc-49) ; 1966W 5 (21-avr-50) ; 1966W 5 (21-avr-50) ; 1966W 5 (27-oct-50) ; 1966W 5 (15-déc-50) ; 1966W 6 (06-avr-51) ; 1966W 6 (04-mai-

51) ; 1966W 6 (09-nov-51) ; 1966W 6 (14-déc-51) ;
1966W 6 (11-janv-52) ; 1966W 6 (07-mars-52) ;
1966W 6 (06-juin-52) ; 1966W 6 (12-déc-52) ; 1966W
6 (12-déc-52) ; 1966W 7 (10-juil-53) ; 1966W 7 (11-
déc-53) ; 1966W 8 (04-mars-55) ; 1966W 8 (16-mars-
56) ; 1966W 8 (12-oct-56) ; 1966W 8 (12-oct-56) ;
1966W 8 (07-déc-56) ; 1966W 9 (15-mars-57) ;
1966W 9 (05-juil-57) ; 1966W 9 (20-mars-58) ;
1966W 9 (20-nov-58) ; 1966W 9 (25-juin-59) ; 1966W
10 (21-janv-60) ; 1966W 10 (07-avr-60) ; 1966W 10
(16-juin-60) ; 1966W 10 (09-déc-60) ; 1966W 10 (23-
févr-61) ; 1966W 11 (12-déc-62) ; 1966W 12 (04-févr-
63) ; 1966W 12 (04-mai-65) ; 1966W 13 (21-juin-67) ;
1966W 14 (20-mars-68) ; 1966W 16 (08-nov-71).

Joseph Sansboeuf, rue : 1966W 10 (06-juil-60).

JUDE ET AUTRES : 1966W 2 (12-févr-43).

juge de paix : 1966W 1 (15-juin-42).

JULIEN : 1966W 13 (21-juin-67).

Jullien et Marcel Yol, rue : 1966W 14 (24-avr-69).

JUSTICES DE PAIX DE PARIS. : 1966W 3 (19-déc-47).

K

KANARIAN : 1966W 8 (27-avr-56).

KERGO : 1966W 14 (13-nov-68).

KERMINA : 1966W 10 (26-nov-59).

kiosque : 1966W 3 (11-mai-45) ; 1966W 12 (04-mai-65).

Kléber, avenue : 1966W 8 (07-déc-56).

KODAK-PATHÉ, SOCIÉTÉ : 1966W 8 (03-févr-56).

L

La Pérouse, rue : 1966W 8 (07-déc-56).

LAFAYETTE, SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE : 1966W 2 (12-févr-
43) ; 1966W 3 (24-mai-46) ; 1966W 5 (24-juin-49).

LAFERRIERE (RAPPORTEUR) : 1966W 1 (09-mars-42).

LAINÉ, ENTREPRISE : 1966W 3 (11-oct-46).

LARUE FRÈRES, SOCIÉTÉ : 1966W 6 (06-avr-51).

LAVERGNE : 1966W 9 (22-janv-59).

LE FLEM : 1966W 6 (02-févr-51).

LEBON, MME : 1966W 1 (29-juin-42).

LECLERC-ULMANN, SOCIÉTÉ : 1966W 4 (17-déc-48).

LEFEBVRE : 1966W 6 (09-nov-51).

LEFORT : 1966W 9 (20-mars-58).

LEFORT, ENTREPRISE : 1966W 1 (03-mars-41).

LEFRNAÇOIS : 1966W 2 (02-juin-44).

legs : 1966W 1 (09-mars-42) ; 1966W 5 (31-mars-50) ;
1966W 5 (02-juin-50) ; 1966W 5 (03-juil-50) ; 1966W
6 (02-févr-51) ; 1966W 6 (18-juil-52) ; 1966W 7 (18-
déc-53) ; 1966W 10 (06-juil-61) ; 1966W 12 (23-oct-
64) ; 1966W 12 (03-févr-65) ; *v. aussi* propriété
publique, testament.

LENOIR : 1966W 1 (09-mars-42).

LEREDU (RAPPORTEUR) : 1966W 1 (02-déc-40) ; 1966W 1
(02-déc-40) ; 1966W 1 (10-mars-41) ; 1966W 1 (16-
juin-41) ; 1966W 1 (21-juil-41).

lettres patentes sur la place Louis XV du 21 juin 1757 :
1966W 2 (12-févr-43) ; *v. aussi* patrimoine.

Levallois-Perret : 1966W 2 (05-mai-44) ; 1966W 2 (13-
oct-44).

LEVASSEUR : 1966W 5 (21-avr-50).

LEVEQUE : 1966W 2 (02-juin-44).

LEVY, G. : 1966W 2 (27-juil-42).

Lhomond, rue : 1966W 5 (27-oct-50).

licenciement : 1966W 2 (14-mai-43).

LLOYD CONTINENTAL FRANÇAIS : 1966W 4 (13-mai-49).

location : 1966W 1 (09-mars-42) ; 1966W 1 (17-juil-42) ;
1966W 2 (26-mars-43) ; 1966W 2 (09-avr-43) ;
1966W 2 (23-juil-43) ; 1966W 3 (11-oct-46) ; 1966W
4 (30-avr-48) ; 1966W 5 (21-avr-50) ; 1966W 6 (02-
févr-51) ; 1966W 6 (15-févr-52) ; 1966W 6 (09-mai-
52) ; 1966W 6 (18-juil-52) ; 1966W 7 (10-juil-53) ;
1966W 7 (09-avr-54) ; 1966W 7 (09-juil-54) ; 1966W
8 (04-mars-55) ; 1966W 8 (25-mars-55) ; 1966W 8
(03-févr-56) ; 1966W 9 (25-juin-59) ; 1966W 10 (06-
juil-60) ; 1966W 16 (19-mai-71) ; *v. aussi* propriété
publique.

logement : 1966W 17 (06-juin-73).

logement de fonction : 1966W 5 (15-déc-50) ; *v. aussi*
personnel, fonctionnaire, licenciement.

logement social : 1966W 2 (26-mars-43) ; 1966W 2 (22-
déc-44) ; 1966W 3 (20-juil-45) ; 1966W 5 (27-janv-
50) ; 1966W 6 (07-mars-52) ; 1966W 7 (30-janv-53) ;
1966W 11 (18-janv-62) ; 1966W 11 (25-janv-62) ;
1966W 11 (01-mars-62) ; 1966W 12 (04-févr-63) ;
1966W 12 (27-févr-64).

loi : *v. aussi* arrêté, décret, décret-loi, ordonnance

- du 21 mai 1836 sur les chemins vicinaux : 1966W 1
(15-juin-42).

- du 29 juin 1872 : 1966W 6 (14-déc-51).

- du 9 avril 1898 modifiée par celle du 1er juillet 1938 :
1966W 1 (29-juin-42) ; 1966W 2 (14-mai-43) ; 1966W
3 (23-mars-45).

- du 22 juillet 1912 : 1966W 15 (26-nov-70).

- du 19 avril 1919 : 1966W 2 (13-oct-44).

- du 30 juin 1926 : 1966W 8 (04-mars-55).

- du 13 août 1926 : 1966W 3 (07-nov-47).

- du 15 mai 1930 : 1966W 10 (23-févr-61).

- du 20 avril 1932. : 1966W 2 (13-oct-44).

- du 27 juillet 1934 : 1966W 3 (20-juil-45).

- du 16 novembre 1940 aux cessions de concessions dans
les cimetières : 1966W 2 (18-févr-44).

- du 28 février 1941 bloquant aux taux pratiqués le 1er
septembre 1939 les loyers des locaux d'habitation ou à
usage professionnel : 1966W 1 (17-juil-42) ; 1966W 2
(23-juil-43).

- du 3 février 1942 relative au cumul de retraites et de
rémunérations publiques : 1966W 2 (05-mai-44).

- du 1er mars 1942 : 1966W 6 (09-mai-52) ; 1966W 7
(19-nov-54) ; 1966W 8 (16-mars-56).

- du 1er décembre 1942, relative au domaine immobilier
de l'Etat : 1966W 2 (17-déc-43).- du 7 octobre 1946 :
1966W 3 (28-févr-47).

- du 18 avril 1946 : 1966W 3 (20-déc-46).
- du 21 mars 1947 relative à certaines dispositions d'ordre financier : 1966W 5 (17-mars-50).
- du 30 juillet 1947 : 1966W 5 (15-déc-50).
- du 25 août 1948 sur la révision des loyers commerciaux : 1966W 5 (16-déc-49).
- du 1er septembre 1948 : 1966W 6 (06-avr-51).
- du 8 août 1950 : 1966W 8 (25-mars-55).
- du 4 avril 1953 : 1966W 7 (18-déc-53).
- n°64-707 du 10 juillet 1964 portant réorganisation de la région parisienne : 1966W 14 (20-mars-68) ; 1966W 15 (26-févr-71) ; 1966W 17 (28-juin-72) ; v. aussi délégation de la signature préfectorale, organisation administrative.
- n°65-556 du 10 juillet 1965 : 1966W 14 (19-juin-68).
- du 2 janvier 1968 sur le recouvrement des charges sociales sur les tiers responsables des accidents survenus aux agents de l'administration : 1966W 14 (20-mars-68).
- du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics : 1966W 16 (25-oct-71).
Longchamp, hippodrome de : 1966W 4 (30-avr-48) ; 1966W 8 (12-oct-56).
lotissement : 1966W 2 (17-mars-44).
lycée : 1966W 11 (22-mars-62).

M

MAÇONS PARISIENS, LES : 1966W 2 (14-mai-43).
MAGNAIN, CONSORTS : 1966W 2 (09-avr-43).
MAHOT DE LA QUERENTONNAIS, MAITRE : 1966W 6 (06-juin-52).
maire d'arrondissement : 1966W 1 (03-mars-41) ; 1966W 6 (14-déc-51) ; 1966W 7 (08-janv-54) ; 1966W 11 (28-juin-62).
mairie du 9^e arrondissement : 1966W 14 (15-oct-69).
Maison de Balzac : 1966W 9 (23-janv-58).
MAISON DE SANTE DE VIEILLE EGLISE : 1966W 9 (17-mai-57) ; 1966W 10 (23-févr-61).
MAISONS-ALFORT, COMMUNE DE : 1966W 15 (10-juin-70).
malade mental : 1966W 11 (18-juin-62).
Malesherbes, boulevard : 1966W 3 (11-mai-45) ; 1966W 9 (13-févr-58) ; 1966W 9 (22-janv-59).
MALRAISON : 1966W 1 (19-janv-42).
manifestation : v. aussi indemnisation.
- de janvier-février 1934 : 1966W 3 (11-mai-45) ; 1966W 7 (10-juil-53).
- du 28 mai 1952 : 1966W 7 (28-mai-54) ; 1966W 9 (17-mai-57).
MANUFACTURE D'ARMES ET DE CYCLES DE SAINT-ETIENNE : 1966W 3 (14-déc-45).
marché découvert : 1966W 4 (23-juil-48) ; 1966W 10 (15-oct-59) ; v. aussi concession.

marché public : 1966W 1 (19-janv-42) ; 1966W 1 (17-juil-42) ; 1966W 2 (09-avr-43) ; 1966W 2 (14-mai-43) ; 1966W 2 (13-oct-44) ; 1966W 2 (22-déc-44) ; 1966W 3 (16-mai-47) ; 1966W 4 (11-juin-48) ; 1966W 4 (25-juin-48) ; 1966W 5 (17-févr-50) ; 1966W 11 (12-déc-62) ; 1966W 18 (06-nov-74).
MARECHAL : 1966W 4 (01-avr-49).
Marigny, théâtre : 1966W 10 (20-janv-61) ; 1966W 10 (16-mai-61).
MARMANDE : 1966W 5 (17-févr-50).
Marmottan, bibliothèque : 1966W 6 (18-juil-52).
MARTIN : 1966W 2 (17-déc-43).
MARTINAUD-DEPLAT (RAPPORTEUR) : 1966W 1 (10-mars-41) ; 1966W 1 (16-juin-41) ; 1966W 1 (19-janv-42) ; 1966W 2 (14-mai-43) ; 1966W 2 (23-juil-43) ; 1966W 2 (17-nov-44) ; 1966W 4 (05-nov-48) ; 1966W 5 (17-févr-50) ; 1966W 11 (30-mai-63) ; 1966W 12 (01-juin-65).
Masséna, boulevard : 1966W 7 (10-déc-54).
MASSON (RAPPORTEUR) : 1966W 1 (02-déc-40) ; 1966W 1 (10-mars-41) ; 1966W 1 (19-janv-42).
MATRIEL TELEPHONIQUE, LE : 1966W 3 (16-mai-47).
MAUGER : 1966W 3 (24-mai-46).
Meaux : 1966W 2 (09-avr-43).
médecin : 1966W 7 (11-déc-53) ; 1966W 7 (10-déc-54).
MEILHOC : 1966W 1 (02-déc-40).
MERLIN, MME : 1966W 3 (07-nov-47).
MESSINE AUTOMOBILE, SOCIETE : 1966W 9 (05-juil-57) ; 1966W 12 (16-janv-64).
MESTRE (RAPPORTEUR) : 1966W 1 (10-mars-41).
métropolitain : 1966W 1 (02-déc-40) ; 1966W 1 (10-mars-41) ; 1966W 1 (20-oct-41) ; 1966W 6 (02-févr-51) ; 1966W 7 (17-avr-53) ; 1966W 14 (20-mars-69) ; 1966W 15 (26-nov-70) ; v. aussi RATP.
MEUNIER, EPOUX : 1966W 7 (10-déc-54).
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES TRANSPORTS : 1966W 13 (27-janv-66).
mitoyenneté : 1966W 5 (21-avr-50).
Molitor, piscine : 1966W 4 (07-janv-49).
Monceau, parc : 1966W 5 (27-oct-50).
MONDIANA, SOCIETE : 1966W 8 (04-mars-55).
monoxyde de carbone : 1966W 1 (15-juin-42).
MONTIGNY (RAPPORTEUR) : 1966W 2 (18-janv-43).
Montparnasse, cimetière : 1966W 13 (27-janv-66).
Montreuil : 1966W 1 (17-juil-42) ; 1966W 3 (19-déc-47).
MONTUEL (DE) : 1966W 3 (20-déc-46).
MORILLON CURVAL ET CIE : 1966W 4 (11-juin-48).
MOSTEPHAOUI : 1966W 2 (09-avr-43).
Mouffetard, rue : 1966W 3 (26-oct-45).
Mozart, avenue : 1966W 11 (29-nov-62).
Murillo, rue : 1966W 5 (27-oct-50).
musée : 1966W 7 (18-déc-53) ; 1966W 8 (26-oct-56) ; 1966W 9 (23-janv-58) ; v. aussi Carnavalet, musée, Maison de Balzac.

N

NANCELLE : 1966W 5 (31-mars-50).
Nation, place de la : 1966W 2 (05-mai-44).
NATIONALE, SOCIETE LA : 1966W 6 (07-nov-52) ; 1966W 7 (08-janv-54).
nationalisation : 1966W 3 (11-juil-47).
Neuilly sur Seine : 1966W 2 (13-oct-44) ; 1966W 3 (19-déc-47) ; 1966W 4 (25-juin-48) ; 1966W 4 (05-nov-48).
notaire : 1966W 6 (06-juin-52).
NOUVEAU (RAPPORTEUR) : 1966W 6 (15-févr-52).

O

obligation alimentaire : 1966W 9 (08-févr-57).
occupation allemande : 1966W 2 (18-janv-43).
occupation précaire : 1966W 6 (12-déc-52).
OCTROI INTERCOMMUNAL DE LA REGION PARISIENNE : 1966W 1 (29-juin-42).
octroi : 1966W 1 (03-mars-41).
OFFICE D'HLM DU DEPARTEMENT DE LA SEINE : 1966W 2 (23-juil-43) ; 1966W 6 (11-janv-52) ; 1966W 9 (23-janv-58) ; .
OFFICE DE TOURISME DE PARIS : 1966W 16 (13-oct-71).
OFFICE PUBLIC D'HLM DE LA COMMUNE DE CLICHY : 1966W 11 (18-janv-62).
OFFICE PUBLIC D'HLM DE LA VILLE DE PARIS : 1966W 6 (07-mars-52) ; 1966W 8 (28-oct-55) ; 1966W 9 (28-nov-57).
opération d'urbanisme : 1966W 10 (16-juin-60).
OPHS : 1966W 6 (07-mars-52).
ordonnance allemande du 22 mai 1942 concernant l'autorisation des projet de construction : 1966W 2 (18-janv-43).
ordonnance du 28 juin 1945 portant majorations de loyers : 1966W 3 (05-avr-46) ; 1966W 3 (20-juil-45).
- du 23 octobre 1958 sur l'expropriation : 1966W 10 (16-juin-60) ; 1966W 12 (01-juin-65) ; 1966W 11 (30-mai-63).
- du 4 février 1959 : 1966W 10 (16-juin-60).
ordure ménagère : 1966W 4 (07-janv-49) ; 1966W 1 (19-janv-42) ; 1966W 11 (30-mai-63) ; 1966W 15 (10-juin-70) ; 1966W 18 (1974).
organisation administrative : 1966W 8 (11-mai-56) ; 1966W 11 (18-juin-62) ; 1966W 11 (05-juil-63) ; v. aussi délégation de la signature préfectorale.
ORSEL, EPOUX : 1966W 8 (27-avr-56).
Ourcq, canal de l' : 1966W 2 (09-avr-43).

P

Palacio de la Madeleine : 1966W 1 (02-déc-40).
PALAIS DE GLACE : 1966W 10 (21-janv-60).
Palais de justice : 1966W 10 (08-oct-59).

Palais de la bourse des valeurs : 1966W 4 (07-janv-49) ; 1966W 12 (04-févr-63).
PALUDET ET AUTRES : 1966W 3 (26-oct-45).
PANGE (DE) : 1966W 1 (10-mars-41) ; 1966W 1 (21-juil-41) ; 1966W 2 (05-nov-43) ; 1966W 3 (07-nov-47).
Pantin : 1966W 2 (17-nov-44).
PANTIN, COMMUNE DE : 1966W 12 (03-févr-65).
Pantin, port de : 1966W 6 (06-avr-51).
Parking : v. aire de stationnement
PARKING SAINT HONORE, SOCIETE : 1966W 9 (03-mai-57).
PARKINGS DES CHAMPS-ELYSEES, SOCIETE : 1966W 18 (06-nov-74).
Pascal, rue : 1966W 13 (12-oct-67).
Passy, rue de : 1966W 2 (09-avr-43).
PASSY-INGRES (SOCIETE IMMOBILIERE) : 1966W 1 (17-juil-42).
Patay, rue de : 1966W 3 (20-juil-45).
patrimoine : 1966W 3 (26-oct-45) ; v. aussi musée.
Pauline Roland, asile : 1966W 2 (14-mai-43) ; 1966W 5 (27-janv-50).
PAYEN (RAPPORTEUR) : 1966W 1 (03-mars-41) ; 1966W 1 (15-juin-42).
PAYEN, MME : 1966W 10 (23-févr-61).
pêche : 1966W 3 (20-déc-46).
Père Lachaise, cimetière du : 1966W 13 (03-févr-67) ; 1966W 18 (25-oct-73).
Père Lachaise, station de métro : 1966W 6 (07-nov-52).
Périphérique, boulevard : 1966W 12 (28-oct-65).
Perreux-sur-Marne (le) : 1966W 8 (07-déc-56).
Pershing, stade : 1966W 1 (17-juil-42) ; 1966W 2 (09-avr-43) ; 1966W 3 (23-mai-47).
personnel : 1966W 4 (19-mars-48) ; 1966W 5 (21-juil-50) ; 1966W 5 (15-déc-50) ; 1966W 6 (04-mai-51) ; 1966W 7 (27-avr-53) ; 1966W 7 (11-déc-53) ; 1966W 9 (05-juil-57) ; 1966W 13 (21-juin-67) ; v. aussi personnel.
Perusson, ,camp : 1966W 6 (15-févr-52).
PETCO, CONSORTS : 1966W 9 (21-mai-58).
PETIT PARISIEN D'EDITIONS PIERRE DUPUY ET CIE, SOCIETE DU : 1966W 8 (16-mars-56).
PETRE, EPOUX : 1966W 8 (25-mars-55).
PHILIPS-INDUSTRIE : 1966W 3 (16-mai-47).
Pierre Gourdault, rue : 1966W 10 (16-juin-60).
PILLOT-DUVAL ET AUTRES : 1966W 1 (15-juin-42).
PIPART : 1966W 2 (09-avr-43).
piscine : 1966W 3 (09-mai-47).
PISCINES DE FRANCE, LES : 1966W 3 (09-mai-47) ; 1966W 3 (12-déc-47).
PISSAVY : 1966W 2 (17-nov-44).
Plessis-Robinson (le) : 1966W 9 (23-janv-58).
PLOMBIERS FONTAINIERS DE PARIS, LES : 1966W 9 (20-mars-58).
Plouguevenel, hôpital de : 1966W 10 (07-avr-60).
pneumothorax : 1966W 6 (07-mars-52).

POIGNARD (RAPPORTEUR) : 1966W 1 (03-mars-41) ;
1966W 1 (26-mai-41) ; 1966W 1 (21-juil-41) ; 1966W
1 (20-oct-41) ; 1966W 1 (15-juin-42) ; 1966W 2 (27-
juil-42) ; 1966W 2 (12-févr-43) ; 1966W 2 (26-mars-
43) ; 1966W 2 (14-mai-43) ; 1966W 2 (05-nov-43) ;
1966W 2 (18-févr-44) ; 1966W 2 (17-mars-44) ;
1966W 2 (05-mai-44) ; 1966W 2 (13-oct-44) ; 1966W
2 (22-déc-44) ; 1966W 3 (11-mai-45) ; 1966W 3 (20-
juil-45) ; 1966W 3 (24-mai-46) ; 1966W 3 (07-nov-
47) ; 1966W 5 (24-juin-49) ; 1966W 5 (16-déc-49) ;
1966W 7 (26-juin-53).

POISSON BAFFET ET JOLY, SOCIETE : 1966W 8 (27-
avr-56).

pompes funèbres : 1966W 2 (17-mars-44) ; 1966W 7
(26-juin-53) v. aussi cimetière.

Pontorson, Hôpital Psychiatrique de : 1966W 2 (17-déc-
43).

PORT AUTONOME DE PARIS : 1966W 16 (19-mai-71).

Porte d'Auteuil : 1966W 17 (25-oct-72).

Porte de Versailles, parc des expositions : 1966W 6 (09-
nov-51) ; 1966W 14 (24-avr-69).

POUGHEON : 1966W 2 (13-oct-44).

PREFECTURE DE POLICE : 1966W 2 (02-juin-44).

promesse de vente : 1966W 11 (25-janv-62).

propriété publique : 1966W 6 (09-nov-51) ; 1966W 7
(22-janv-54) ; 1966W 8 (25-mars-55) ; v. aussi
location, vente, promesse de vente, concession.

protection maternelle et infantile : 1966W 8 (07-déc-56).

publication : 1966W 1 (09-mars-42) ; 1966W 5 (17-févr-
50) ; 1966W 7 (30-janv-53).

publicité : 1966W 5 (24-juin-49) ; 1966W 6 (04-mai-
51) ; 1966W 7 (11-déc-53) ; 1966W 8 (25-mars-55) ;
1966W 8 (07-déc-56) ; 1966W 11 (17-janv-63).

Q

Quatre septembre, rue du : 1966W 12 (04-mai-65).

QUILLERY, ENTREPRISE : 1966W 1 (29-juin-42).

R. MOINE ET JOUSSEIN, SOCIETE : 1966W 9 (02-juil-59).

R

RASPAIL, BENJAMIN : 1966W 10 (06-juil-61) ; 1966W 12
(23-oct-64) ; 1966W 12 (03-févr-65).

Raspail, hospice : 1966W 10 (06-juil-61).

RATP : 1966W 5 (21-juil-50) ; 1966W 6 (02-févr-51) ;
1966W 6 (09-nov-51) ; 1966W 6 (07-nov-52) ; 1966W
7 (26-juin-53) ; 1966W 7 (22-janv-54) ; 1966W 8 (25-
mars-55) ; 1966W 8 (11-mai-56) ; 1966W 11 (29-nov-
62) ; 1966W 13 (12-oct-67) ; 1966W 15 (26-nov-70).

ravitaillement : 1966W 2 (18-janv-43).

RAYNAUD (RAPPORTEUR) : 1966W 13 (24-mai-66) ;
1966W 13 (21-juin-67) ; 1966W 14 (20-mars-68) ;
1966W 14 (15-oct-69) ; 1966W 15 (20-févr-70) ;
1966W 16 (19-mai-71) ; 1966W 16 (04-mai-72).

Raynouard, rue : 1966W 9 (23-janv-58).

redevance proportionnelle aux perceptions : 1966W 5
(17-mars-50) ; v. aussi taxe.

REGIE DES TRANSPORTS AUTOMOBILES MUNICIPaux :
1966W 2 (27-juil-42).

REGIE IMMOBILIERE DE LA VILLE DE PARIS : 1966W 3 (20-
déc-46) ; 1966W 11 (25-janv-62) ; 1966W 12 (27-
févr-64).

REGNIER (RAPPORTEUR) : 1966W 1 (03-mars-41) ; 1966W
1 (21-juil-41) ; 1966W 1 (20-oct-41) ; 1966W 1 (19-
janv-42) ; 1966W 1 (09-mars-42) ; 1966W 1 (17-juil-
42) ; 1966W 2 (18-janv-43) ; 1966W 2 (26-mars-43) ;
1966W 2 (09-avr-43) ; 1966W 2 (05-mai-44) ; 1966W
2 (02-juin-44) ; 1966W 2 (22-déc-44) ; 1966W 3 (09-
févr-45) ; 1966W 3 (23-mars-45) ; 1966W 3 (20-juil-
45) ; 1966W 3 (26-oct-45) ; 1966W 3 (05-avr-46) ;
1966W 3 (24-mai-46) ; 1966W 3 (20-déc-46) ; 1966W
3 (28-févr-47) ; 1966W 3 (18-avr-47) ; 1966W 3 (23-
mai-47) ; 1966W 3 (07-nov-47) ; 1966W 3 (12-déc-
47) ; 1966W 4 (19-mars-48) ; 1966W 4 (25-juin-48) ;
1966W 4 (05-nov-48) ; 1966W 4 (17-déc-48) ; 1966W
4 (07-janv-49) ; 1966W 4 (01-avr-49) ; 1966W 4 (13-
mai-49) ; 1966W 5 (24-juin-49) ; 1966W 5 (27-janv-
50) ; 1966W 5 (31-mars-50) ; 1966W 5 (21-avr-50) ;
1966W 5 (03-juil-50) ; 1966W 5 (15-déc-50) ; 1966W
6 (11-janv-52) ; 1966W 6 (09-mai-52) ; 1966W 6 (07-
nov-52) ; 1966W 6 (12-déc-52) ; 1966W 7 (26-juin-
53) ; 1966W 7 (08-janv-54) ; 1966W 7 (22-janv-54) ;
1966W 7 (28-mai-54) ; 1966W 7 (10-déc-54) ; 1966W
8 (25-mars-55) ; 1966W 8 (28-oct-55) ; 1966W 8 (03-
févr-56) ; 1966W 8 (16-mars-56) ; 1966W 8 (07-déc-
56) ; 1966W 9 (08-févr-57) ; 1966W 9 (03-mai-57) ;
1966W 9 (17-mai-57) ; 1966W 9 (28-nov-57) ; 1966W
9 (23-janv-58) ; 1966W 9 (20-mars-58) ; 1966W 9
(22-janv-59) ; 1966W 10 (08-oct-59) ; 1966W 10 (15-
oct-59) ; 1966W 10 (06-juil-60) ; 1966W 10 (06-juil-
61) ; 1966W 11 (25-janv-62) ; 1966W 11 (22-mars-
62) ; 1966W 12 (23-oct-64) ; 1966W 12 (03-févr-65) ;
1966W 14 (13-nov-68) ; 1966W 16 (04-mai-72).

RENAULT, RÉGIE : 1966W 7 (22-janv-54).

RENAULT, SOCIETE DES USINES : 1966W 2 (18-févr-44).

RENTE IMMOBILIERE, SOCIETE LA : 1966W 3 (24-mai-46).

REQUET-BARVILLE : 1966W 5 (22-juil-49).

réquisition : 1966W 2 (23-juil-43) ; 1966W 2 (07-juil-
44) ; 1966W 4 (19-mars-48) ; 1966W 4 (01-avr-49) ;
1966W 8 (04-mars-55) ; v. aussi occupation
allemande.

réseau routier : 1966W 5 (27-oct-50) ; 1966W 6 (11-
janv-52) ; 1966W 8 (12-oct-56) ; 1966W 8 (26-oct-
56) ; 1966W 9 (25-juin-59) ; 1966W 10 (23-févr-61) ;
v. aussi viabilité.

responsabilité : 1966W 1 (17-juil-42).

RESTAURANT DES AMBASSADEURS, SOCIETE DU : 1966W 7
(09-avr-54).

restaurant : 1966W 7 (09-avr-54).

rétrocession : 1966W 2 (18-févr-44) ; 1966W 7 (22-janv-
54) ; v. aussi expropriation.

Reuilly, rue de : 1966W 2 (23-juil-43).

revente par appartements : 1966W 9 (22-janv-59).

RICARD : 1966W 1 (03-mars-41).

RINGUET, CABINET : 1966W 2 (26-mars-43).

Rivoli, rue de : 1966W 10 (23-févr-61).
RIVOLI-SEBASTOPOL, SOCIETE : 1966W 4 (19-mars-48).
RIVP : 1966W 1 (17-juil-42).
Rocade intérieure : 1966W 13 (27-janv-66).
ROGER : 1966W 9 (25-juin-59).
ROLLAND (RAPPORTEUR) : 1966W 1 (09-mars-42) ;
1966W 2 (05-nov-43) ; 1966W 2 (17-mars-44) ;
1966W 3 (11-mai-45) ; 1966W 4 (18-avr-48).
RONDRIAMANPITO : 1966W 4 (05-nov-48).
ROSENFELD : 1966W 6 (15-févr-52).
ROTHSCHILD, MAURICE DE : 1966W 1 (03-mars-41).
ROUSSEAU (RAPPORTEUR) : 1966W 1 (03-mars-41) ;
1966W 1 (16-juin-41).
ROUSSEL : 1966W 2 (23-juil-43).
ROUX : 1966W 5 (17-févr-50).
Rungis, marché d'intérêt national : 1966W 13 (11-juil-67).

S

SABATIER : 1966W 3 (07-nov-47).
Sablonville, rue de : 1966W 10 (08-oct-59).
Sacré Coeur de Montmartre, basilique du : 1966W 9
(02-juil-59) ; 1966W 12 (28-oct-65) ; 1966W 13 (18-
nov-66).
SADOVITCH : 1966W 10 (08-oct-59).
SAGI : SOCIETE ANONYME DE GESTION IMMOBILIERE.
Saint- Lazare, ancienne prison : 1966W 5 (24-juin-49).
Saint- Mandé, Institut Départemental : 1966W 2 (14-
mai-43).
Saint Martin, boulevard : 1966W 8 (04-mars-55).
Saint Maur des Fossés : 1966W 4 (17-déc-48).
Saint-Bernard, entrepôt : 1966W 1 (16-juin-41) ; 1966W
2 (17-déc-43) ; 1966W 11 (17-juin-63).
Saint-Christophe de Javel, église : 1966W 10 (27-oct-
60).
Saint-Denis : 1966W 7 (27-avr-53).
Saint-Denis, canal : 1966W 9 (26-févr-59).
Saint-Eustache, église : 1966W 14 (13-nov-68).
Saint-Jacques : 1966W 4 (23-juil-48).
Saint-Just, rue : 1966W 11 (22-mars-62).
Saint-Mandé : 1966W 12 (28-oct-65).
Saint-Maur des Fossés : 1966W 1 (03-mars-41).
Saint-Merri, rue : 1966W 16 (25-janv-72).
Saint-Paul, rue : 1966W 6 (09-mai-52).
Saint-Remy, hôpital de : 1966W 10 (07-avr-60).
Saint-Sulpice, place : 1966W 12 (25-nov-65).
saisie immobilière : 1966W 16 (25-janv-72).
SALVAOR, SOCIÉTÉ : 1966W 5 (16-déc-49).
sapeur pompier : 1966W 3 (28-févr-47).
Sarah Bernhardt, théâtre : 1966W 13 (21-juin-67).
SAVIN, SOCIÉTÉ : 1966W 7 (30-janv-53).
SCCRP : 1966W 5 (16-déc-49).

Sceaux : 1966W 1 (16-juin-41).
Sceaux, parc de : 1966W 1 (10-mars-41) ; 1966W 3 (28-
févr-47).
Sébastopol, boulevard de : 1966W 6 (18-juil-52) ;
1966W 7 (10-juil-53).
sécurité sociale : 1966W 9 (05-juil-57).
SERVICE DES TRANSPORTS AUTOMOBILES MUNICIPAUX :
1966W 14 (13-nov-68).
SERVICE MUNICIPAL DES POMPES FUNEBRES : 1966W 2
(17-mars-44) ; 1966W 3 (11-mai-45) ; 1966W 3 (12-
déc-47).
servitude : 1966W 3 (11-mai-45).
- contractuelle d'habitation bourgeoise : 1966W 8 (03-
févr-56).
- d'habitation bourgeoise : 1966W 7 (30-janv-53) ;
1966W 8 (26-oct-56) ; 1966W 8 (07-déc-56) ; 1966W
10 (07-avr-60).
- d'habitation : 1966W 9 (15-mars-57).
- de passage : 1966W 9 (23-janv-58).
- de vue : 1966W 7 (28-mai-54).
- d'espace vert : 1966W 11 (18-janv-62).
- militaire : 1966W 15 (10-juin-70).
- *non aedificandi* : 1966W 5 (27-oct-50) ; 1966W 18 (25-
oct-73) ; v. *aussi* zone non aedificandi.
- contractuelles : 1966W 8 (28-oct-55).
SEVESTRE : 1966W 9 (20-nov-58).
Shéerazade, cabaret : 1966W 8 (04-mars-55).
SITA : 1966W 1 (19-janv-42) ; 1966W 3 (19-déc-47) ;
1966W 4 (07-janv-49).
SNCF : SOCIETE NATIONALE DES CHEMINS DE FER
FRANÇAIS.
société : 1966W 8 (03-févr-56) ; 1966W 9 (21-juin-57) ;
1966W 9 (05-juil-57) ; 1966W 9 (21-mai-58) ; 1966W
10 (09-déc-60) ; v. *aussi* faillite.
- ALIMENTAIRE DE PARIS : 1966W 10 (26-nov-59).
- ANONYME DE GESTION IMMOBILIERE : 1966W 1 (03-
mars-41) ; 1966W 1 (20-oct-41) ; 1966W 2 (18-janv-
43).
- AUXILIAIRE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE : 1966W 4
(30-avr-48).
- CIVILE IMMOBILIERE CONVENTION-AUGUSTE VITU :
1966W 10 (27-oct-60).
- CIVILE IMMOBILIERE MODERNE : 1966W 7 (26-juin-53).
- COOPERATIVE IMMOBILIERE DE L'ARTISANAT FRANÇAIS :
1966W 3 (09-févr-45).
- D'AFFICHAGE ET DE PUBLICITE : 1966W 3 (11-mai-45).
- D'ECLAIRAGE, CHAUFFAGE ET FORCE MOTRICE : 1966W
2 (12-févr-43).
- D'EXPLOITATION DU PARC DES EXPOSITIONS : 1966W 14
(24-avr-69).
- DE GERANCE JEANNE-D'ARC : 1966W 1 (21-juil-41) ;
1966W 2 (26-mars-43).
- DE LA BOURSE DE COMMERCE : 1966W 5 (22-juil-49).
- DE LA TOUR EIFFEL : 1966W 3 (05-avr-46).

- DES GRANDS TRAVAUX DE FRANCE : 1966W 3 (11-mai-45).
- DES IMPRIMERIES PARISIENNES : 1966W 1 (10-mars-41).
- SOCIETE DES MAGASINS GENERAUX DE L'ILE ST DENIS : 1966W 7 (09-juil-54).
- DU GAZ : 1966W 2 (14-mai-43) ; v. *aussi* gaz.
- DU JARDIN D'ACCLIMATATION : 1966W 8 (20-mai-55) ; v. *aussi* jardin d'acclimatation.
- DU PALAIS DE GLACE DES CHAMPS-ELYSEES : 1966W 3 (14-déc-45).
- FERMIERE DES COLONNES AFFICHES : 1966W 7 (11-déc-53).
- GENERALE DES ABATTOIRS MUNICIPAUX DE FRANCE : 1966W 2 (05-nov-43).
- GENERALE : 1966W 2 (27-juil-42).
- IMMOBILIERE D'ECONOMIE MIXTE DU DEPARTEMENT DE LA SEINE : 1966W 9 (02-juil-59).
- IMMOBILIERE D'ECONOMIE MIXTE : 1966W 10 (16-juin-60).
- IMMOBILIERE DES FOIRES, EXPOSITIONS ET FETES DE LA VILLE DE PARIS ET DE LA REGION PARISIENNE : 1966W 5 (21-juil-50).
- IMMOBILIERE PARIS-BOULOGNE : 1966W 6 (06-avr-51).
- INDUSTRIELLE DE L'OUEST PARISIEN (ANCIENS ETABLISSEMENTS ROSENGART) : 1966W 3 (19-déc-47) ; 1966W 4 (05-nov-48) ; 1966W 4 (25-juin-48).
- METROPOLITAINE DE CONSTRUCTION : 1966W 1 (20-oct-41).
- NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS : 1966W 2 (07-juil-44) ; 1966W 7 (10-juil-53) ; 1966W 8 (12-oct-56) ; 1966W 11 (17-juin-63).
- POUR L'ADMINISTRATION DES DROITS DE REPRODUCTION MECANIQUE DES AUTEURS, COMPOSITEURS ET EDITEURS : 1966W 16 (04-mai-72).
- SODECOFFEC : 1966W 15 (26-févr-71).
- SOGARIS : 1966W 14 (15-oct-69).
- SORAPEL : 1966W 5 (21-avr-50).
- SOVEL : 1966W 14 (13-nov-68).
- SQUARE HENRI-BATAILLE, SOCIETE DU : 1966W 2 (13-oct-44).
- STATIO, SOCIETE : 1966W 4 (30-avr-48).
- S.T.C.R.P. : 1966W 3 (11-juil-47).
- SUD-LUMIERE, SOCIETE : 1966W 1 (16-juin-41).
- suicide : 1966W 9 (26-févr-59).
- Suzanne Buisson, square : 1966W 7 (28-mai-54).
- syndicat : 1966W 15 (26-nov-70).
- DES COMMUNES DE LA PRESQU'ILE DE GENNEVILLIERS POUR LE SERVICE PUBLIC DE L'EAU : 1966W 4 (05-nov-48).
- DES TRANSPORTS PARISIENS : 1966W 17 (28-juin-72).

T

- Tanger, rue de* : 1966W 7 (09-juil-54).
- TARACOLA : 1966W 4 (19-mars-48).

- taxe de déversement à l'égout : 1966W 3 (07-nov-47).
- taxe de stationnement sur certaines dépendances de la voie publique : 1966W 14 (20-mars-69).
- taxe de visite et de poinçonnage : 1966W 6 (07-mars-52).
- taxe locale additionnelle : 1966W 3 (11-mai-45).
- taxe locale d'équipement : 1966W 17 (11-mai-73).
- taxe pour occupation des constructions : 1966W 1 (16-juin-41).
- taxe sur l'électricité : 1966W 9 (20-mars-58).
- taxe sur la publicité : 1966W 8 (25-mars-55).
- taxe sur les prestations de service : 1966W 2 (27-juil-42).
- taxe sur les transactions : 1966W 2 (27-juil-42) ; 1966W 3 (11-mai-45).
- taxe : 1966W 3 (05-avr-46) ; v. *aussi* impôt.
- taxes sur le chiffre d'affaires : 1966W 1 (21-juil-41) ; 1966W 3 (09-mai-47) ; 1966W 4 (27-févr-48) ; 1966W 4 (25-juin-48) ; 1966W 4 (13-mai-49) ; 1966W 6 (09-nov-51) ; 1966W 10 (21-janv-60) ; v. *aussi* société.
- TAZE : 1966W 10 (16-juin-60).
- Temple, faubourg du* : 1966W 1 (10-mars-41) ; 1966W 2 (26-mars-43).
- Temple, square du* : 1966W 15 (26-févr-71).
- Terrage, rue du* : 1966W 9 (21-mai-58).
- TERRIBILINI, CONSORTS : 1966W 7 (22-janv-54).
- testament : 1966W 4 (01-avr-49) ; v. *aussi* legs.
- TETARD, MME : 1966W 6 (09-nov-51).
- Théâtre des ambassadeurs* : 1966W 5 (16-déc-49).
- théâtre : 1966W 11 (28-nov-63).
- THERY (RAPPORTEUR) : 1966W 17 (06-juin-73) ; 1966W 18 (25-oct-73).
- THORP (RAPPORTEUR) : 1966W 1 (09-mars-42) ; 1966W 1 (29-juin-42) ; 1966W 1 (17-juil-42) ; 1966W 2 (26-mars-43) ; 1966W 2 (23-juil-43) ; 1966W 2 (17-déc-43) ; 1966W 2 (18-févr-44) ; 1966W 2 (07-juil-44) ; 1966W 2 (13-oct-44) ; 1966W 2 (22-déc-44) ; 1966W 3 (11-mai-45) ; 1966W 3 (14-déc-45) ; 1966W 3 (24-mai-46) ; 1966W 3 (11-oct-46) ; 1966W 3 (02-mai-47) ; 1966W 3 (07-nov-47) ; 1966W 3 (19-déc-47) ; 1966W 4 (27-févr-48) ; 1966W 4 (25-juin-48) ; 1966W 4 (01-avr-49) ; 1966W 4 (13-mai-49) ; 1966W 5 (16-déc-49) ; 1966W 5 (17-févr-50) ; 1966W 5 (27-oct-50) ; 1966W 6 (02-févr-51) ; 1966W 6 (06-avr-51) ; 1966W 6 (18-juil-52) ; 1966W 7 (30-janv-53) ; 1966W 7 (18-déc-53) ; 1966W 7 (09-juil-54) ; 1966W 8 (25-mars-55) ; 1966W 8 (03-févr-56) ; 1966W 8 (07-déc-56) ; 1966W 9 (21-mai-58) ; 1966W 9 (22-janv-59) ; 1966W 10 (26-nov-59) ; 1966W 11 (18-juin-62).
- TIRU : 1966W 4 (07-janv-49).
- tourisme : 1966W 16 (13-oct-71) ; 1966W 16 (25-oct-71).
- transport en commun : 1966W 8 (20-mai-55).
- TRIBUNAL ADMINISTRATIF DE PARIS : 1966W 8 (11-mai-56) ; 1966W 9 (20-nov-58) ; 1966W 9 (25-juin-59) ; 1966W 16 (25-janv-72).
- TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE : 1966W 6 (15-févr-52) ; 1966W 9 (13-févr-58).
- TRIBUNAL DE POLICE DE PARIS : 1966W 11 (18-juin-62).

TRIBUNAL DES CONFLITS : 1966W 2 (13-oct-44).
TRIBUNAL PARITAIRE CANTONAL D'AUBERVILLIERS :
1966W 5 (21-avr-50).
TRIBUNAL PARITAIRE D'ARRONDISSEMENT : 1966W 6 (02-
févr-51).
Tronchet, rue : 1966W 7 (09-avr-54).
TRUJILLO, MME : 1966W 13 (03-févr-67).
tuberculose : 1966W 6 (07-mars-52) ; 1966W 7 (18-déc-
53) ; 1966W 9 (17-mai-57) ; v. *aussi* hygiène sociale.
Turbigo, rue de : 1966W 4 (01-avr-49).

U

UNION DES TRANSPORTS AERIENS, COMPAGNIE : 1966W
18 (14-févr-74).
UNION INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE DE LA REGION
SUD-EST DE PARIS : 1966W 3 (09-mai-47).
URBAINE ET LA SEINE : 1966W 2 (17-déc-43) ; 1966W 2
(05-mai-44).
urbanisme : 1966W 2 (12-févr-43).

V

VAILLANT : 1966W 2 (17-déc-43).
VALENÇAY (DE) : 1966W 1 (17-juil-42).
VALLEUX. : 1966W 1 (19-janv-42).
VALLIER (RAPPORTEUR) : 1966W 1 (03-mars-41) ; 1966W
1 (26-mai-41) ; 1966W 1 (19-janv-42) ; 1966W 1 (17-
juil-42) ; 1966W 2 (18-janv-43).
VARLET : 1966W 13 (24-mai-66).
Vaucluse, hôpital psychiatrique de : 1966W 1 (29-juin-
42).
Vaugirard, rue de : 1966W 11 (25-janv-62) ; 1966W 17
(06-juin-73).
VEDEL (RAPPORTEUR) : 1966W 6 (07-mars-52) ; 1966W 7
(27-avr-53) ; 1966W 7 (10-déc-54) ; 1966W 8 (16-
mars-56) ; 1966W 8 (11-mai-56) ; 1966W 8 (26-oct-
56) ; 1966W 9 (05-juil-57) ; 1966W 9 (20-mars-58) ;
1966W 9 (26-févr-59) ; 1966W 9 (02-juil-59) ; 1966W
10 (21-janv-60) ; 1966W 10 (16-juin-60) ; 1966W 10
(09-déc-60) ; 1966W 10 (23-févr-61) ; 1966W 11 (18-
janv-62) ; 1966W 11 (18-juin-62) ; 1966W 11 (12-déc-
62) ; 1966W 11 (05-juil-63) ; 1966W 12 (28-oct-65) ;
1966W 13 (20-avr-66) ; 1966W 13 (18-nov-66) ;
1966W 13 (03-févr-67) ; 1966W 13 (11-juil-67) ;
1966W 13 (22-nov-67) ; 1966W 14 (24-avr-69) ;
1966W 15 (20-févr-70) ; 1966W 15 (10-juin-70) ;
1966W 16 (05-juil-71) ; 1966W 16 (13-oct-71) ;
1966W 16 (25-oct-71) ; 1966W 17 (28-juin-72) ;
1966W 17 (11-mai-73) ; 1966W 18 (14-févr-74).
Vélodrome d'hiver : 1966W 3 (11-oct-46).
vente publique : 1966W 12 (23-oct-64) ; v. *aussi*
adjudication.
vente : 1966W 1 (10-mars-41) ; 1966W 1 (15-juin-42) ;
1966W 1 (17-juil-42) ; 1966W 9 (15-mars-57) ;
1966W 16 (04-mai-72) ; v. *aussi* propriété publique.
VEZZANI : 1966W 3 (07-juin-46).

viabilité : 1966W 6 (11-janv-52) ; v. *aussi* réseau routier.
Victor Hugo, lycée : 1966W 5 (16-déc-49).
Villerest, barrage de : 1966W 17 (28-juin-72).
Villers-Cotterêts, maison de retraite : 1966W 6 (07-
mars-52).
Villette, abattoirs de la : 1966W 6 (04-mai-51).
VINCENNES, COMMUNE DE : 1966W 15 (10-juin-70).
Vincent d'Indy, avenue : 1966W 17 (11-mai-73).
vol : 1966W 4 (07-janv-49).
VOLLARD, AMBROISE : 1966W 5 (31-mars-50) ; 1966W 5
(02-juin-50) ; 1966W 5 (03-juil-50).
Vosges, place des : 1966W 10 (23-févr-61).
Voulzie, rivière : 1966W 2 (22-déc-44).
Voûte, rue de la : 1966W 5 (21-avr-50).

W

Wagram, avenue de : 1966W 10 (15-oct-59).
WALINE (RAPPORTEUR) : 1966W 18 (1974) ; 1966W 2
(05-mai-44) ; 1966W 2 (22-déc-44) ; 1966W 3 (20-
juil-45) ; 1966W 3 (11-juil-47) ; 1966W 4 (05-nov-
48) ; 1966W 5 (16-déc-49) ; 1966W 6 (04-mai-51) ;
1966W 7 (09-avr-54) ; 1966W 7 (19-nov-54) ; 1966W
8 (04-mars-55) ; 1966W 8 (03-févr-56) ; 1966W 8 (11-
mai-56) ; 1966W 9 (17-mai-57) ; 1966W 9 (05-juil-
57) ; 1966W 10 (26-nov-59) ; 1966W 10 (17-mars-
60) ; 1966W 11 (18-juin-62) ; 1966W 11 (17-janv-
63) ; 1966W 12 (16-janv-64) ; 1966W 12 (23-oct-64) ;
1966W 12 (04-mai-65) ; 1966W 12 (28-oct-65) ;
1966W 13 (27-janv-66) ; 1966W 13 (20-avr-66) ;
1966W 13 (04-oct-66) ; 1966W 13 (14-avr-67) ;
1966W 14 (11-janv-68) ; 1966W 14 (11-janv-68) ;
1966W 14 (13-nov-68) ; 1966W 14 (20-mars-69) ;
1966W 15 (26-nov-70) ; 1966W 15 (26-févr-71) ;
1966W 17 (25-oct-72) ; 1966W 17 (06-juin-73) ;
1966W 18 (06-nov-74).
WEILL ET CIE, SOCIETE : 1966W 2 (05-mai-44).
WENDLING : 1966W 5 (31-mars-50).
WILLS : 1966W 7 (28-mai-54).

Y

Yves Toudic, rue : 1966W 13 (18-nov-66).
Yvetot : 1966W 2 (18-févr-44).
Zone non aedificandi : 1966W 2 (05-mai-44) ; 1966W 3
(09-févr-45) ; 1966W 5 (17-févr-50) ; 1966W 6 (14-
déc-51) ; 1966W 6 (07-nov-52).

Z

zoo : 1966W 5 (17-févr-50) ; 1966W 6 (02-févr-51).

Table des matières

INTRODUCTION	2
SOMMAIRE	5
REPertoire NUMERIQUE DETAILLE	9
INDEX	75